

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1910.

Projet de loi sur les pensions de vieillesse en faveur
des ouvriers mineurs ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Depuis la loi du 10 mai 1900, plusieurs propositions de loi ayant pour but de généraliser les principes énoncés par cette loi ou de les modifier d'après diverses classes d'intéressés ont été présentées à la Chambre des Représentants. Nous avons ainsi :

Le 27 novembre 1900. Proposition de loi de M. Alfred Defuisseaux, créant une pension de 600 francs par an au profit des ouvriers houilleurs, âgés de plus de 50 ans s'ils ont travaillé au fond, et de plus de 55 ans s'ils ont travaillé au jour. (*Doc. parl.*, n° 14.)

Le 11 décembre 1900. Proposition de loi de M. Warocqué, instituant une caisse d'assurance ayant pour objet le paiement d'une pension de 360 francs l'an aux ouvriers agricoles et industriels invalides et âgés. (*Doc. parl.*, n° 40.)

Le 3 mai 1904. Proposition de loi de M. De Ponthière, augmentant les ressources des caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, établies à Liège, Mons, Charleroi, dans le Centre, à Namur et dans la province de

(1) Projet de loi, n° 238 (session de 1908-1909).

(2) La Commission était composée de MM. COOREMAN, *président*, ANSEEL, BERTRAND, DENIS, DESMAISIÈRES, DRION, FERON, LÉONARD, LEVIE, VAN CLEENPUTTE, VERSTEYLEN, *rapporteur*.

Luxembourg, de 6 % du salaire que les exploitants affiliés paient aux mineurs pour travail du fond. (*Doc. parl.*, n° 159.)

Ces 6 %, d'après le texte de la proposition, seraient formés de : 2 % de retenues sur le salaire, de l'équivalent ajouté par le patron et de l'équivalent ajouté par l'État. Les fonds ainsi recueillis seraient répartis aux mineurs ayant au moins quinze ans consécutifs de travail au fond et réversés pour la moitié sur la veuve ou sur les orphelins âgés de moins de 16 ans. (Modifications à la loi de 1900.)

Le 19 décembre 1901. Proposition de loi de M. Tibbaut, modifiant l'échelle des subsides à donner par l'État. (*Doc. parl.*, n° 43.)

Le 23 mars 1905, MM. A. et P. Daens proposent d'étendre le bénéfice de l'allocation spéciale de 65 francs, prévue par la loi du 10 mai 1900, à tout petit bourgeois et cultivateur ainsi qu'à tout employé industriel ou commercial remplissant les mêmes conditions. (*Doc. parl.*, n° 126.)

Le 27 novembre 1906, M. Destrée propose d'abroger le § 2 de l'article 9 et de généraliser ainsi l'octroi de l'allocation de 65 francs en supprimant toute condition de versement de la part de l'intéressé. (*Doc. parl.*, n° 17.)

Enfin la Chambre fut saisie, le 12 novembre 1909, par M. de Ghellinck d'Elseghem, d'une proposition de loi très favorablement accueillie par tous ceux qui ont étudié et pratiqué la loi de 1900. (*Doc. parl.*, n° 12.)

Ce projet est de nature à solutionner définitivement la question des pensions ouvrières pour ceux-là tout au moins qui attachent une importance prépondérante au caractère social des lois sur la matière. Le projet exige en effet de l'intéressé un acte d'initiative personnelle, un acte de prévoyance raisonnée, mais il élargit à tel point le système des primes qu'il serait possible à tout ouvrier, quel que soit son âge, de se constituer une pension de vieillesse.

*
* * *

La Commission spéciale chargée d'examiner ces diverses propositions de loi a compris dès ses premières réunions que, dans une matière aussi étendue, il importait de mettre en lumière les principes. Que les lois de pensions soient générales et s'adressent à tous les ouvriers indistinctement, qu'elles s'occupent, au contraire, de certaines classes en particulier, la discussion de chaque projet est de nature à soulever les mêmes objections et à rencontrer les mêmes critiques.

En parlant de pensions de vieillesse proprement dite, on est tout d'abord amené à négliger la notion abstraite de *vieillesse par l'âge* pour considérer en même temps cette période de la vie de l'ouvrier où l'âge fatal n'est pas arrivé, mais où les fatigues, les mauvaises conditions du travail en auront fait un vieillard précocé, où la maladie et la mauvaise hygiène en auront fait un invalide.

Que fait-on? Quel secours offre-t-on à l'ouvrier sans ressources qui ne

sait plus travailler, mais qui n'est pas encore à l'âge de jouir de la pension?

Puis la pension sera-t-elle réversible? Les sacrifices que l'ouvrier aura faits pour se constituer une pension seront-ils perdus pour lui et les siens s'il succombe avant la date fatale où il devait en jouir? L'argent qu'il aura, en fin de compte, pris à son ménage ira-t-il simplement grossir le capital de réserve des caisses de pension? La famille qui a eu sa part de privations n'a-t-elle pas, en stricte justice, un certain droit sur les épargnés?

La femme, compagne dévouée de l'ouvrier, qui lui aura fait la vie plus douce ou le travail plus facile en lui préparant une maison soignée et réconfortante, sera-t-elle exclue des bienfaits de la pension? Peut-on prévoir une affiliation de deux époux en statuant sur une réversibilité directe des droits de l'époux sur la tête de l'épouse et de ses enfants?

Enfin, l'idée de pension se répandant, le nombre des affiliés s'augmentant toujours, qui ne voit toute l'importance que prendra le système financier qu'on adopte pour garantir le service de ses pensions?

Se figure-t-on, en effet, les capitaux immenses qui vont s'amonceler dans les caisses de l'Etat par les versements réguliers de toute la classe ouvrière? Devra-t-on capitaliser toutes ces sommes, quitte à donner moins les premières années? Suffira-t-il, au contraire, de répartir tous les ans entre tous les intéressés les sommes versées par eux, quitte à demander des cotisations plus importantes d'après le chiffre de la pension qu'on doit servir?

Doit-on maintenir le système établi par la loi de 1900 et trouver la solution dans le principe de la liberté subsidiée, ou bien, désespérant de la libre initiative émanation d'une conviction raisonnée et servie par une énergie moralisatrice, faire, comme dernier recours, appel à l'obligation et à la contrainte?

Toutes questions complexes sur lesquelles il n'est pas inutile d'appeler le concours de l'expérience des autres pays pour en comparer les résultats avec ceux obtenus en Belgique.

*
* *

Il nous paraît qu'au premier plan de cette courte étude se place tout naturellement un aperçu général de ce qui a été fait dans les autres pays. « C'est au fruit qu'on reconnaît l'arbre », nous dit la sagesse des nations. C'est en comparant les résultats des divers systèmes que le sociologue et l'homme d'œuvre sauront trouver les bases de la législation pratique et définitive.

*
* *

Actuellement trois systèmes trouvent leur application dans les lois de retraite en vigueur dans divers pays.

A. Les pensions sont mises à la charge exclusive de l'Etat, sans le concours des ouvriers ni des patrons. La dernière application nous est donnée par l'Angleterre.

B. Les pensions sont formées par les ouvriers au moyen de versements volontaires subsidiés par l'État, avec le concours facultatif des provinces, des communes et des employeurs. C'est le système de la liberté subsidiée appliqué en Italie et en Belgique.

C. Le système de l'obligation tel qu'il est pratiqué en Allemagne, supposant prélèvements obligatoires sur les salaires des ouvriers, contribution obligatoire des patrons, subsides de l'État.

Applications et résultats.

A. 1° *Nouvelle Zélande*. — A 65 ans, tout vieillard dont le revenu est inférieur à 850 francs reçoit une pension de 650 francs. La pension est réduite pour ceux dont le revenu dépasse 625 francs.

Conditions : résider depuis vingt-cinq ans sans s'être absenté pendant plus de deux ans; pendant ce laps de temps ne pas être condamné pour crime infamant; mener depuis cinq ans une vie sobre et respectable. (Loi du 1^{er} novembre 1898 modifiée par lois des 18 octobre 1900 et 29 juillet 1905.)

Charges : pour une population de moins d'un million d'habitants : 8,000,000 de francs.

Le simple énoncé des conditions requises montre que cette législation prête le flanc à l'arbitraire administratif.

2° *Victoria*. — 10 francs par semaine à 65 ans. Même pension pour les cas d'invalidité occasionnée par le travail dans les mines ou dans une profession insalubre ou dangereuse.

3° *Nouvelle-Galles du Sud*. — 650 francs par an pour les travailleurs dont les revenus sont inférieurs à 650 francs.

4° *L'Angleterre* est intervenue après avoir constaté l'insuffisance des groupements libres pour combattre et vaincre le paupérisme toujours progressant. Les *Friendly societies* et *Trades-unions* groupant plus de 2 millions d'ouvriers et disposant de près de 50 millions de francs n'ont pu solutionner la question. On comptait en 1906 15,000 bénéficiaires de pensions. Or on évaluait à 1,200,000 le nombre de vieillards de 65 ans qui étaient dans la misère.

Le projet Asquith fut déposé le 8 mai 1908. Voté en 3^e lecture par les communes, le 9 juillet, par 305 voix contre 10 et par les lords, le 28 juillet, par 77 voix contre 40 la loi fut promulguée le 1^{er} août 1908.

Tout sujet anglais résidant âgé de 70 ans a droit à une pension de 5 schellings (6.25) soit 325 francs par an si ses ressources personnelles sont inférieures à 8 schellings (10 francs) par semaine.

Le taux de la pension diminue lorsque le revenu hebdomadaire est supérieur jusqu'à 13 schellings. A celui qui gagne 13 schellings il n'est pas donné de pension.

La loi ne s'occupe que du cas de vieillesse, il n'est accordé aucun secours pour le cas d'invalidité.

Les fonctionnaires de la Trésorerie qui examinent les demandes refusent le bénéfice de la loi à ceux qui ont commis des actes condamnables ou qui sont d'une mauvaise conduite notoire.

Les récipiendaires touchent chaque semaine leur pension au bureau de poste de leur domicile.

La loi a commencé à fonctionner le 1^{er} janvier 1909, avec 596,000 pensionnés, elle n'est en réalité qu'une loi de bienfaisance.

Pour 1910, une somme de 200 millions est inscrite au Budget. Pas plus que les lois de Nouvelle-Zélande, elle n'échappera au reproche d'arbitraire. D'ailleurs, et ceci nous paraît être le défaut capital, loin de donner une prime à la prévoyance, la loi anglaise donne plus à celui qui a moins économisé pour sacrifier celui qui aura fait un effort.

La loi *danoise* du 9 février 1894 met aussi tous les frais à charge de l'État, mais elle n'intéresse que les indigents, ceux qui n'ont aucune ressource personnelle, pourvu qu'ils soient domiciliés dans le royaume depuis dix ans au moins et n'aient été pendant ce temps à la charge de la bienfaisance publique ou condamnés pour vagabondage ou mendicité.

L'allocation est variable, elle peut être donnée en nature ou en argent et atteint en moyenne 150 francs. Ce montant est déterminé par la commune qui supporte la moitié des frais, l'autre moitié restant à charge de l'État.

* * *

B. — LIBERTÉ SUBSIDIÉE. — Italie. — Les lois des 17 juillet 1898 et 7 juillet 1901 réunies en un seul texte par décret royal du 20 juillet 1901, puis modifiées en quelques-unes de leurs dispositions par les lois des 13 mars 1904 et 30 juillet 1906, et par le décret royal du 30 mai 1907, ont institué la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers.

C'est une institution autonome indépendante de l'État qui n'a qu'un droit de surveillance et de contrôle.

Tous les citoyens italiens âgés de plus de 10 ans et de moins de 65 peuvent s'y inscrire, s'ils sont ouvriers manuels payés à la journée ou à la tâche.

Les retraites sont formées au moyen des versements capitalisés des inscrits et par les primes provenant des subventions de l'État.

Le fonds de dotation est de 14 millions. Les revenus de ce fonds ainsi que le montant des successions tombées en déshérence constituent les recettes de la caisse.

On déduit les frais d'administration ainsi qu'un prélèvement de $\frac{3}{10}$ affecté chaque année au fonds d'invalidité et à la réserve extraordinaire :

Le surplus est réparti entre les déposants, et la quote-part est portée sur un livret individuel.

Pour avoir droit aux majorations, les versements ne peuvent être ni supérieur à 100 francs ni inférieur à 6 francs.

La retraite est acquise après vingt-cinq ans d'inscription et lorsque le titulaire atteint 60 ans (55 pour les femmes), sauf en cas d'invalidité; dans ce cas la liquidation est faite quelque soit l'âge de l'intéressé, pourvu toutefois qu'il ait versé depuis au moins cinq ans.

Un ouvrier qui verse 18 francs par an depuis l'âge de 20 ans peut ainsi obtenir à l'âge de 60 ans une pension de 320 francs. (G. Olphe Gaillard, *Le problème des retraites ouvrières*.)

La caisse de prévoyance a commencé ses opérations en 1900, et malgré une active propagande, elle n'arrive pas à une proportion importante d'inscrits, à peine 3 % de la population ouvrière, y comprises les catégories de travailleurs affiliés d'office par les patrons ou les administrations publiques, État, provinces et communes, postes et télégraphes, et manufactures de l'État.

Cet échec est dû en grande partie à la mauvaise organisation de la caisse dont le fonctionnement est trop compliqué; ensuite les inscrits ne savent rien de précis, ni au point de vue du taux de la pension ni au point de vue des subsides de l'État.

Ce dernier n'a pas encouragé les sociétés de secours mutuels qui seules sont capables de vulgariser les idées de prévoyance et de mutualité.

Belgique. — Loi du 7 mai 1900 :

La caisse générale des retraites existe depuis 1850 mais, pratiquement peut-on dire, ce n'est qu'après 1888 qu'on a commencé à l'apprécier. Il est vrai que de très profondes modifications aux statuts ont rendu son mécanisme plus souple et son organisation plus populaire. Le nombre de déposants, qui n'était que de 7,600 en 1888, était en 1899 de 168,000.

On connaît la loi de 1900.

D'après les dernières statistiques de fin 1908, 1 million de personnes possédaient un livret de pension, dont 87 % appartiennent à la classe ouvrière.

On évalue, d'autre part, à 2 millions environ les personnes susceptibles de bénéficier de la loi de 1900, chiffre qui peut être diminué de tous ceux qui, en raison de leur profession, sont déjà inscrits dans des caisses spéciales — chemins de fer, ouvriers mineurs, etc., — et qu'on peut évaluer à 350,000 environ.

En moins de dix ans, sur 2,629 communes belges, il n'existe plus que 127 communes dépourvues de sociétés de retraite; et combien de communes où plusieurs sociétés rivalisent entre elles pour le plus grand bien de la classe laborieuse.

Lorsqu'on tient compte des vieillards qui ne peuvent et ne doivent plus s'affilier, des enfants qui ne sont pas encore en âge de s'affilier, des classes qui n'y ont pas intérêt, des fonctionnaires, des ouvriers de l'État et de certaines administrations qui obtiennent une pension à raison de leurs fonctions, on peut affirmer que la très grande partie de ceux qui sont susceptibles d'affiliation bénéficient ou bénéficieront des bienfaits de la loi.

Le tableau ci-dessous donne en même temps la progression des participants et le montant des primes et subventions qu'impose à l'État l'œuvre de 1900.

Années.	Nombre de sociétés intermédiaires.	Participants.	Versements.	Primes de l'État.	Subventions de 2 francs.
1900. . . .	3,327	227,870	2,490,000	1,087,480	411,136
1901. . . .	4,319	328,205	3,698,000	1,749,141	601,292
1902. . . .	4,597	380,296	4,750,000	2,216,119	704,402
1903. . . .	4,813	453,012	5,884,000	3,281,579	784,334
1904. . . .	4,933	503,301	6,337,600	3,547,770	848,344
1905. . . .	5,053	544,614	6,858,000	3,778,768	920,464
1906. . . .	5,305	579,002	7,921,283	4,111,891	1,007,202
1907. . . .	5,380	596,000	8,253,100	4,256,196	1,060,722
1908. . . .	5,526	605,670	8,743,748	4,500,000	1,104,340
1909	5,616	650,000	8,645,086	4,500,000	1,140,994

*
* * *

C. Le système de l'obligation est appliqué en Allemagne. La France en a adopté les grandes lignes par la loi du 5 avril 1910.

Allemagne. — Le discours du trône du 17 novembre 1887 a tracé les grandes lignes de la législation sociale en Allemagne.

La loi du 22 juin 1889, mise en vigueur le 1^{er} janvier 1891, établit l'assurance obligatoire pour tous les ouvriers, sans distinction de sexe, à partir de l'âge de 16 ans, ainsi que pour les employés dont le revenu annuel ne dépasse pas 2,000 marcs (2,500 francs).

L'assurance est libre pour les employés dont le revenu dépasse 2,000 marcs, pour les ouvriers à domicile et pour les patrons qui n'emploient pas plus de 2 ouvriers.

Ceux qui tombent sous l'assurance obligatoire sont divisés en cinq classes, d'après leur salaire :

1^{re} classe, de 350 marcs et moins (437.50), versent 14 pfennigs par semaine (17.5).

2^e classe, de 350 à 550 marcs (437.50-687.50), versent 20 pfennigs par semaine (25).

3^e classe, de 550 à 850 marcs (687.50-1,062.50), versent 24 pfennigs par semaine (30).

4^e classe, de 850 à 1,150 marcs (1,062.50-1,437.50), versent 30 pfennigs par semaine (37.5).

5^e classe, au-dessus, versent 36 pfennigs par semaine (45).

OBJET DE L'ASSURANCE :

A. *Assurance contre la maladie ; B. L'invalidité ; C. La vieillesse.*

A. Secours pendant *au moins vingt-six semaines*, ils consistent en :

1^o Secours médicaux ;

2^o A partir du troisième jour, un salaire égal à la moitié du salaire habituel ;

3^o En cas de mort, un secours pour les frais des funérailles égal à vingt fois ce salaire.

Le secours peut comporter :

1^o Aides, secours médicaux à toute la famille de l'assuré ;

2^o Indemnité portée jusqu'à une année ;

3^o Frais de funérailles égaux à quarante fois le salaire habituel ;

4^o Assurance contre invalidité et vieillesse.

B. L'invalidité est considérée comme telle lorsque, par suite de maladie ou d'accident, l'ouvrier n'est plus en état de gagner le tiers de ce que gagnent les ouvriers du même métier, du même âge et de même qualité.

La seule condition exigée est : le paiement de 200 cotisations hebdomadaires pour les assurés obligés ; de 500 cotisations hebdomadaires pour les assurés libres.

C. Ont droit à la pension, tous les assurés mâles qui ont 70 ans et qui ont payé 1,200 cotisations hebdomadaires.

La loi prévoit des mesures transitoires pour ceux qui avaient 30 ans au moment où le métier qu'ils exercent est compris dans les classes d'assurances.

Un ouvrier malade pendant un an ou moins ne paie pas de cotisation pendant la maladie.

Les semaines de maladie sont comptées pour la formation de la pension.

Celui qui jouit de la pension à 70 ans doit continuer à verser ses cotisations sous peine de perdre sa pension.

Les *patrons* paient la même somme que les ouvriers.

Pour les assurés libres le patron ne paie pas.

L'État donne annuellement aux pensionnés 50 mares (62.50). Il prend à sa charge les cotisations de ceux qui sont à l'armée. .

Son intervention se manifeste d'autre part par la gratuité du service de paiement des retraites au moyen des bureaux de poste : par l'entretien à ses frais du bureau impérial des assurances.

France. — En France on a instauré, par la loi du 14 juillet 1905, l'assistance obligatoire aux vieillards.

Loi de bienfaisance : elle a été acceptée sans autres protestations que celles des administrations qui avaient été mises dans l'obligation de se créer les ressources nécessaires.

Quant aux pensions, depuis vingt ans, le Parlement a été saisi de nombreux projets qui, après les discussions en 1904-1906 et enfin en 1909-1910, sont devenus la loi du 5 avril 1910.

Tous les salariés de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture dont la rémunération totale annuelle ne dépasse pas 3,000 francs sont appelés à bénéficier de la loi, en même temps qu'ils sont astreints à ses obligations.

La retraite est constituée à l'aide de versements égaux des salariés et des patrons, auxquels vient s'ajouter, le cas échéant, une allocation viagère de l'État.

Le versement est de 9 francs par an pour les salariés d'au moins 48 ans, de fr. 4.50 pour les salariés de moins de 48 ans et de 6 francs pour les femmes, soit respectivement de 18, 9 ou 12 francs.

L'âge normal d'entrée en jouissance est fixé à 65 ans.

Si pendant trente années l'intéressé a effectué des versements atteignant les maxima légaux, sauf à parfaire au besoin ces maxima par des versements volontaires, l'État complètera sa pension au moyen d'une allocation viagère de 60 francs.

Si, sans avoir treize années de versements, l'intéressé en a au moins quinze, il a droit à une allocation viagère réduite, fixée à fr. 1.50 par année de versement.

Invalidité. — Invalidité prématurée.

Au point de vue qui nous occupe l'invalidité n'est ni la vieillesse ni la maladie proprement dite.

En dehors de l'Allemagne les pays qui se sont occupés de la question des retraites ouvrières ont fixé une limite d'âge après laquelle l'individu est censé incapable de gagner sa vie ou, plutôt, ou il est censé avoir acquis par son travail le droit à une pension : cette limite varie de 55 à 70 ans. L'invalidité reste dans le domaine de la bienfaisance.

Il est manifeste que cette limite ne peut être officiellement ou légalement déterminée par la loi que dans les pays qui appliquent le système de l'obligation.

Dans le système de la liberté, celui qui se fait sa pension est libre de déterminer l'époque où il veut en jouir. Le quantum se modifie d'après l'époque déterminée par l'intéressé.

Mais ni la maladie ni la vieillesse ne peuvent donner lieu à discussion.

Est malade au point de vue de la société de secours mutuels celui qui est déclaré tel par le praticien.

La question est de savoir jusqu'où iront les secours donnés par la société mutualiste.

Les statuts des sociétés de secours mutuels établissent la durée de l'intervention. Cette intervention varie d'après la nature de la maladie, maladie prolongée, chronique.

Autant de systèmes qu'il y a de sociétés de secours mutuels.

Mais la maladie peut se modifier et devenir un état définitif, état d'incapacité permanente, état d'invalidité.

Quand sera-t-on invalide ?

S'il y a une caisse d'invalidité, quand interviendra-t-elle ?

En Allemagne, le malade doit être secouru pendant vingt-six semaines par la caisse de maladie, il est déclaré invalide lorsqu'il perd habituellement deux tiers de son salaire normal.

Les sociétés de secours mutuels fixent en général, en Belgique, un terme après lequel elles cessent d'accorder une indemnité fixe et journalière; ce terme ne dépasse ordinairement pas six mois.

*
* *

On comprend combien il est pénible de priver un membre de tout secours si la maladie dure plus de six mois. Il est manifeste que la misère augmente dans le ménage qui vit du travail de son chef. La misère augmente et les ressources diminuent.

Les statuts de certaines sociétés permettent de prolonger les secours ou de donner une indemnité extraordinaire si les moyens le permettent.

Mais c'est l'arbitraire, le mutualiste n'y a aucun droit, et il importe qu'on

s'applique à lui créer un droit, le droit pour le malade d'exiger un secours après le premier terme de six mois fixé par les statuts.

Pour y arriver, on a recours à une seconde caisse de secours.

D'autre part, l'invalidité prématurée ne se confond pas avec l'incapacité de travail résultant de la vieillesse ou de l'accident de travail.

L'invalidité proprement dite est la résultante de la maladie, des infirmités qui détruisent les forces de l'ouvrier.

Jusque maintenant, la loi belge est muette au point de vue de l'invalidité prématurée.

Les 20 millions inscrits au budget de l'État servent à accorder les allocations de 65 francs aux vieillards âgés de 65 ans, et à subsidier au moyen de primes d'encouragement les prévoyants valides qui veulent se constituer une rente pour leurs vieux jours.

Les charges résultant de la loi sur les accidents de travail ne couvrent pas le risque résultant des maladies mêmes professionnelles.

L'initiative personnelle s'est saisie de la question et a cherché à la solutionner.

Les sociétés de secours mutuels cherchent à combler les lacunes des lois actuellement existantes, en organisant ce qu'on est convenu d'appeler : Les caisses de réassurances.

La plupart des mutualités s'affilient à des caisses fédérales qui, moyennant une cotisation mensuelle à déterminer, assurent à leurs membres atteints de maladies ou d'infirmités chroniques, une indemnité correspondant à une partie du salaire par jour.

Cette indemnité commence à courir à partir du moment où les mutualités locales cessent d'assurer aux intéressés leurs secours pécuniaires.

* . *

La question est de savoir comment seront organisées ces fédérations, en regard des sociétés de secours qu'elles affilient, doivent-elles poursuivre l'unité dans les conditions d'admission ou bien peuvent-elles être assez souples pour laisser toute latitude aux sociétés affiliées?

La société de réassurance doit-elle s'occuper de la division des risques professionnels; peut-elle établir des règles qui détermineront les conditions requises pour établir la limite précise entre la maladie, l'invalidité, la maladie professionnelle?

a) Quel doit être le nombre des affiliés pour que la caisse présente une certaine garantie?

b) Doit-on tenir compte des divers métiers exercés par les membres des sociétés affiliées pour établir le quantum des cotisations?

Certains organismes déjà existants sont à consulter :

La Caisse de réassurance de la fédération des mutualités chrétiennes de la province de Liège; reconnue par arrêté royal du 15 novembre 1901 (*Moniteur* du 24 novembre 1901), divise ses membres en deux séries : les

zingueurs et les mineurs qui paient une cotisation de 20 à 30 centimes, les autres membres qui paient de 10 à 15 centimes.

La Caisse de réassurance du Limbourg, reconnue par arrêté royal du 28 décembre 1904 (*Moniteur* du 3 février 1905), a suivi le même chemin.

D'autres continuent les secours octroyés par les statuts des caisses de secours mutuels affiliées (Anvers-Turnhout).

Depuis quelques années, ces sociétés ont pris une grande extension, et les masses ouvrières inscrites dans les sociétés de secours mutuels participeront bientôt aux services fédéraux de l'assurance contre l'invalidité du travail.

La loi allemande, peut-on dire, a inscrit l'assurance contre l'invalidité prématurée à la base de sa législation concernant les pensions.

Nous l'avons noté plus haut. Si la capacité de travail est réduite de deux tiers, l'ouvrier qui a versé deux cents cotisations, a droit, quel que soit son âge, à une pension d'invalidité qui varie, d'après la classe dans laquelle il est inscrit, de 145 à 147 francs.

Mais la législation allemande a le très grand défaut de remettre le fonctionnement de cette assurance à de grands et coûteux organismes bureaucratiques, admirablement dirigés mais placé trop haut et trop loin pour exercer un contrôle efficace dans une matière aussi délicate et qui prête à la fraude et au favoritisme.

Le système belge est autrement souple, il se prête mieux aux combinaisons les plus diverses en offrant de meilleures garanties d'une équitable répartition.

L'honorable M. Denis, dans la séance du 24 décembre 1897, déposa une proposition de loi qui appliquait le principe de l'obligation de l'assurance contre l'invalidité prématurée et la vieillesse à tous les ouvriers et ouvrières de l'industrie, de l'agriculture, des transports et du commerce; aux domestiques et employés ayant 16 ans révolus et dont le salaire ne dépassera pas 2,250 francs par an. L'incapacité de travail dérivant de maladies professionnelles était comprise dans l'invalidité prématurée.

La pension de vieillesse est acquise à l'âge de 65 ans. La pension d'invalidité serait acquise lorsque l'ouvrier aurait fait la preuve qu'il ne peut plus gagner que le sixième du salaire quotidien et qu'il a payé les cotisations pendant une période de cinq années.

Comme le faisait remarquer son auteur, cette proposition aurait consacré définitivement et irrévocablement les principes de la généralité et de l'obligation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, dans une application expérimentale à la Belgique, de la loi allemande du 22 juin 1889.

Mais la loi de 1900 n'a pas consacré l'obligation, l'expérience dira (croyons-nous) que le législateur belge a été bien inspiré en faisant appel à la liberté encouragée par les subsides.

Mais il faut encourager l'assurance contre l'invalidité prématurée, et le meilleur moyen est d'augmenter la puissance des sociétés de secours mutuels, de leur donner le moyen d'étendre la période pendant laquelle elles peuvent donner des secours. C'est ce que le Gouvernement a compris, c'est

à la réalisation de cette idée que nous devons l'arrêté royal du 31 décembre 1903 et la circulaire du 22 décembre 1906.

L'Etat accorde des subsides aux fédérations qui réassurent les mutualités contre la charge dérivant de maladies chroniques ou d'invalidité prématurée. Le subside est calculé sur la prime versée à la fédération par chaque membre; il est porté de 20 à 40 et à 60 centimes par franc, suivant que la fédération réassure le membre pour deux ans, pour une période de deux à cinq ans ou jusqu'à la guérison avec limite à 65 ans.

Les résultats de ces mesures furent très heureux, le nombre de caisses fédérales de réassurance augmentaient et plusieurs assurèrent à leurs membres des indemnités jusqu'à l'âge de 65 ans, jusqu'à l'âge de la pension légale.

La proposition de loi, présentée le 9 décembre 1908 par MM. Tibbaut, Versteyleu, de Ghellinck d'Elseghem, E. Standaert, Maenhaut, Raemdonck, n'a d'autre but que de donner plus de stabilité aux mesures que nous indiquons. Au vœu des signataires de la proposition, la loi consacrerait définitivement ce que l'arrêté royal et la circulaire avaient instauré.

Les principes ne sont plus discutés. L'expérience est concluante, nul doute que, saisie de la question, la Chambre n'approuve par un vote unanime.

Obligation.

Le législateur belge a-t-il eu raison de croire à l'efficacité du principe de la liberté? Aurait-il mieux fait d'inscrire dans sa loi de retraite le principe de l'obligation?

On invoque généralement, pour critiquer la loi de 1900, l'exemple de l'Allemagne et on se plaît à dire que l'obligation et la contrainte, la discipline militaire et administrative constituent le principe et la base de toutes les institutions en matière d'assurances sociales.

On oublie que les institutions allemandes laissent une large part à la liberté, on peut même dire que l'Allemagne n'a eu recours à la contrainte que dans la mesure strictement nécessaire. Dans l'obligation même, il y a faculté dans certains cas pour les autorités locales, et dans tous les cas pour les groupements assurés de modifier les services de l'assurance quant au chiffre et à la durée prévus par les statuts qui varient d'après les localités et le caractère ou le métier des intéressés.

Les caisses libres nées après la loi de 1889 peuvent accorder des indemnités complémentaires.

Enfin, l'assurance obligatoire n'est pas toute réalisée dans de grandes institutions uniformes et centralisées. Il y a les caisses de fabrique, des caisses de corporations et de secours qui ne sont autre chose que des mutualités agréées pour le service de l'assurance et administrées par les élus des assurés.

A côté des organismes obligatoires, l'initiative privée ne s'est pas fait

faute de créer des œuvres dont nous devons admirer la belle conception et les féconds résultats : citons les asiles spéciaux pour les convalescents, les cures forestières et de grand air, l'assurance mutuelle en cas de décès, les assurances contre les risques agricoles, etc.

La vérité est que l'Allemagne, ne disposant pas de nombreuses assurances libres dont l'essor continu est un honneur pour notre pays, a dû créer tout d'une pièce un système complet qui a dû servir de guide aux associations de prévoyance, et on peut dire que l'essor de la liberté est dû en grande partie à la loi.

D'autre part, il est exagéré de dire que la Belgique ne connaît pas l'obligation.

L'assurance en fait est obligatoire depuis trois quarts de siècle pour les ouvriers mineurs. La loi du 24 décembre 1903 a établi en fait l'obligation de l'assurance contre les accidents du travail. Considérée de cette façon, l'obligation devient une question d'opportunité.

Nul doute que là où l'obligation n'est pas absolument nécessaire, on ne saurait pas ne pas préférer la libre initiative.

L'obligation affaiblit en effet le sentiment viril et salulaire de la prévoyance : elle obscurcit le sentiment, la notion même du devoir.

L'ouvrier qui volontairement, librement, épargne une partie de son salaire pour se créer une pension pour ses vieux jours, s'ennoblit.

L'ouvrier qui volontairement, librement, dans un esprit de fraternité, devient le bienfaiteur de son semblable, est infiniment supérieur au point de vue du progrès de la société, au point de vue de la dignité de l'individu, à ce malheureux que la loi contraint.

L'assistance obligatoire peut convenir aux invalides. L'assurance libre répond au désir, aux aspirations de l'ouvrier valide.

Lorsque dans le projet de loi récent sur les retraites ouvrières le Gouvernement français a proposé d'inscrire l'obligation, le principe a été aussitôt battu en brèche par tous les groupements ouvriers.

La commission sénatoriale a consulté les syndicats. Elle a reçu 9,500 réponses.

Six cents soixante-deux syndicats ouvriers protestèrent, 460 se déclarèrent favorables.

Les syndicats patronaux refusèrent au nombre de 1395, alors que 237 seulement acceptèrent le principe.

Les syndicats agricoles émisrent un vote hostile par 1395 contre 237.

Enfin, les mutualités par 3904 contre 1128.

C'est qu'en France aussi la mutualité libre avait fait ses preuves : c'est que nombreuses étaient les créations provoquées par le souci de l'invalidité et de la vieillesse, retraites civiles et militaires, retraites des ouvriers mineurs organisées depuis 1894, retraites constituées par les compagnies de chemin de fer, par les syndicats des forges, par de nombreuses industries privées, les milliers de sociétés de secours mutuel qui apportent la solution pratique à ces questions.

Dès 1901, le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuel « leur seul représentant légal » publia ces divers avis :

« 22 mars 1901. Le Conseil supérieur appelle l'attention des législateurs sur les dangers que feraient courir aux mutualités, en plein progrès, le vote par le Parlement de l'assurance obligatoire en matière de retraite pour la vieillesse; il affirme que pour résoudre ce problème, la liberté est préférable à l'obligation.

» 23 novembre 1901. Le Conseil supérieur réclame le maintien intégral de la situation, des droits, des avantages, qui sont assurés à toutes les sociétés de secours mutuels par la loi du 1^{er} avril 1898. Avis du 7 avril 1903 se référant à ces avis et vœux antérieurs. »

Et combien suggestive la formule préconisée par Millerand au Congrès mutualiste de Nantes, des 16 et 22 mai 1904 : « Le Congrès, soucieux de voir se constituer des pensions de vieillesse suffisantes au profit de tous les travailleurs sans exception, ne se *croit pas en droit de repousser l'aide essentielle* de la loi dans cette entreprise, pourvu que l'établissement d'un système obligatoire respecte absolument l'autonomie et la variété des œuvres mutualistes. »

C'est, malgré toutes ces oppositions, le système de l'assurance obligatoire qui a prévalu, mais le législateur ne la sanctionne que par des amendes légères, espérant que les groupements des intéressés eux-mêmes assureront l'exécution des devoirs prescrits.

Il est inutile de discuter le mécanisme de la loi; il est en effet entendu qu'elle n'entrera en vigueur que lorsqu'une nouvelle loi aura déterminé ces ressources; il est intéressant de remarquer qu'avant son existence même, elle est battue en brèche par tous les syndicats d'ouvriers.

Au Congrès socialiste de Nîmes, les 6, 7, 8, 9 février, les parlementaires obtinrent, à grande peine, une adhésion conditionnelle au texte de la loi, par 193 voix contre 156 qui proposaient de repousser la loi comme dangereuse et insuffisante; son principe essentiel, l'obligation, a été condamné dans deux enquêtes successives. C'est qu'on la considère dans les milieux mutualistes comme une atteinte aux initiatives précieuses de l'épargne libre qui veut rester maîtresse de ses combinaisons.

Capitalisation. — Répartition.

MM. de Ponthière et Warocqué, dans les développements de leur projet de loi, préconisent, au point de vue du régime financier, le système de la répartition qu'ils estiment préférable au système de la capitalisation.

Cette question de la capitalisation ou de la répartition, dit M. Guesse dans son rapport déposé au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, est, en réalité, la plus importante dans l'établissement des retraites ouvrières.

Il est manifeste, en effet, que les versements faits par les ouvriers pour se constituer une pension doivent répondre au but poursuivi, ils doivent produire l'effet utile le plus grand. On doit, dans le système financier, rechercher la plus grande somme de sécurité.

C'est donc par les effets qu'on peut et qu'on doit juger les deux systèmes.

Si l'on se contente de demander chaque année des cotisations suffisantes pour faire face aux dépenses de cette année, la cotisation annuelle s'accroîtra successivement par le fait de l'augmentation progressive du nombre des pensions à servir et les cotisations seront donc forcément variables. La caisse est remplie et vide tous les ans. C'est le système de la répartition. Dans ce système, il n'y a, à proprement parler, ni capital ni réserve.

Dans le système de la capitalisation, au contraire, on tient compte non seulement des charges actuelles, mais aussi des charges futures. Les cotisations sont calculées en considérations de ces charges futures, et il est évident qu'on aura un excédent de capital qui est appelé à remplir plus tard, lorsque les dépenses dépasseront les recettes, une fonction régulatrice. Les sommes formant ces excédents annuels constituent ce qu'on appelle la réserve mathématique. Dans ce système, les groupes de personnes de même âge sont considérés comme autant de mutualités qui, chacune, doit disposer d'un capital qui garantisse les charges du groupement.

Dans le système de la répartition, qui ne se conçoit d'ailleurs pas sans l'obligation, on inscrit tous les ouvriers ou tous les bénéficiaires dans une association et on leur promet une pension à un âge déterminé. On exige des membres, annuellement, la somme nécessaire pour servir les pensions. Chaque année on liquide ce qu'on pourrait appeler l'avoir social. Le système de la répartition, ne se concevant guère en dehors de l'obligation, donne prise à toutes les objections qu'on fait au système de l'obligation lui-même. Puis, au point de vue de la garantie, comme il n'y a pas de capital, l'exécution des charges dépend essentiellement du renouvellement annuel des ressources sociales.

Il est vrai que les adversaires du système de capitalisation voient un danger dans cette accumulation énorme de capitaux provenant de l'épargne. Avec les progrès de l'idée de retraite, les affiliés augmentent tous les ans et les placements sûrs sont ou deviendront difficiles ou impossibles. Les mauvaises spéculations, les entreprises trop hardies ou téméraires peuvent mettre en danger toutes les espérances légitimement conçues au prix des plus grands sacrifices.

Cet argument peut être sérieux, il ne nous paraît pas convainquant. La surveillance de la Caisse centrale est prescrite par les lois, ses opérations sont strictement limitées, rien n'empêche le législateur de prescrire toutes les mesures qu'il estime nécessaires. On objecte en vain que l'intérêt de l'argent tend naturellement à diminuer, car, en supposant que l'accumulation des capitaux ne produise à la longue une diminution dans les intérêts de ces capitaux, diminution de nature à rompre l'équilibre entre les recettes et les charges, cette différence ne serait jamais assez grande pour mettre la Caisse dans l'impossibilité de remplir ses engagements.

Enfin, dans le système de la capitalisation, et ceci est reconnu même par les adversaires les plus convaincus, les charges de l'affilié sont moindres.

Nous lisons dans le *Bulletin de la Prévoyance*, page 14, 1^{re} année :

« A notre avis, il faut repousser le régime (de la répartition), parce qu'il imposerait à *tous les affiliés*, à partir d'un certain moment, des sacrifices beaucoup plus considérables que le régime de capitalisation. » C'est là une vérité qui n'est ni contestée, ni contestable : elle est rigoureusement démontrée et n'est d'ailleurs pas mise en doute par les partisans de la répartition eux-mêmes.

Pour plus de clarté, prenons un exemple : supposons que l'on veuille appliquer le régime de la répartition à toute la population ouvrière de plus de 15 ans, et que la pension à servir à tous les vieillards de 65 ans et plus soit fixée à 300 francs. Dans ces conditions, tout ouvrier âgé de moins de 65 ans verserait 1 franc par mois, auquel le patron ajouterait 1 franc par mois et l'État 1 franc par mois, moyennant quoi tous les affiliés actuellement âgés de plus de 65 ans recevraient 300 francs par an, ainsi que tous ceux qui atteindraient successivement cet âge. Ainsi tous les vieillards de l'heure actuelle seraient pensionnés sans qu'il leur en coûte rien : pour les affiliés actuellement âgés de 50 ans, par exemple, il serait versé 3 francs par mois pendant quinze ans ; pour ceux qui ont actuellement 30 ans, il serait versé 3 francs pendant trente-cinq ans ; pour ceux qui ont 15 ans, 3 francs par mois pendant cinquante ans. Pour tous, la pension serait de 300 francs.

Or, d'après les tarifs de la Caisse de retraite, nous constatons que la rente de 300 francs à 65 ans s'acquiert par des versements de 1 franc par mois de 15 à 65 ans.

Il en résulte que sous ce régime les versements du patron et de l'État ne profiteraient pas à l'affilié qui débute à 15 ans ; en effet, ce dernier verserait 1 franc, le patron et l'État paraîtraient verser ensemble 2 francs par mois, et il acquerrait la même rente qu'en versant seul 1 franc par mois à la Caisse de retraite.

*
* *

Les considérations qui précèdent trouveraient leur place dans la discussion d'une loi générale sur les retraites ouvrières.

La mission de la Commission a été restreinte à l'examen de la proposition de loi sur les pensions des ouvriers mineurs. La Commission n'a pas eu à trancher les principes énoncés, et les conclusions n'engagent que leur auteur.

*
* *

A titre documentaire nous joignons au rapport les questions posées en 1907 par la Commission avec les réponses du Gouvernement.

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT AUX QUESTIONS POSÉES
PAR LA COMMISSION.

I.

« Bruxelles, le 8 février 1907.

» *A Monsieur Nerinx, vice-président de la Chambre des Représentants, président de la Commission parlementaire chargée de l'examen des propositions de loi relatives aux pensions des vieux ouvriers mineurs, à Bruxelles.*

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint, avec ses annexes, une copie des réponses aux questions qui m'ont été posées par votre Commission et que je lui avais adressées fin 1904.

» J'y joins, à titre documentaire, les rapports de la Commission permanente des Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs sur les opérations de ces caisses en 1903 et 1904, ainsi que les statuts des Caisses du Hainaut modifiés par suite de l'application de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

» Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» *Le Ministre de l'Industrie et du Travail,*

» FRANCOTTE. »

Première question.

« a) La Commission désirerait savoir quelle est, au point de vue légal, la situation des Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs.

» b) Dans quelle mesure l'affiliation des charbonnages à ces Caisses est-elle obligatoire? »

Réponse.

a) Les Caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs sont des associations librement consenties entre patrons.

Elles ont pris naissance de 1839 à 1844, à la suite de plusieurs catastrophes minières, et ont eu d'abord uniquement en vue de venir au secours des victimes des accidents miniers et de leurs familles.

Ce n'est que plus tard qu'elles ont étendu leur action bienfaisante sur les

ouvriers invalides ou vieux et même sur leurs veuves ; mais, encore à l'heure présente, un certain nombre de ces caisses n'ont pas inscrit dans leurs statuts le droit, pour les ouvriers des établissements affiliés, à une pension de retraite et assimilent ces pensions à des secours bienveillants et gracieux.

Au point de vue légal, les Caisses communes de prévoyance des ouvriers mineurs sont régies par la loi du 28 mars 1868. Cette loi a eu pour effet, à l'instar de la loi de 1851 sur les sociétés de secours mutuels, d'accorder aux Caisses communes la reconnaissance légale et en même temps de leur donner certains avantages, à savoir : faculté d'ester en justice, exemption des frais de procédure, des droits de timbre et d'enregistrement, enfin faculté de recevoir des donations et des legs d'objets mobiliers.

D'autre part, la loi a soumis les caisses à certaines conditions, qu'a réglées l'arrêté royal du 17 août 1874.

Cet arrêté stipule les principaux objets que doivent mentionner les statuts des caisses : l'obligation de soumettre ceux-ci à l'approbation du Roi, les règles à suivre en cas de dissolution ou de révocation de l'acte d'approbation ; enfin, il fixe les conditions moyennant lesquelles elles pourront plaider gratis.

Il institue une Commission permanente des Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs et définit la mission de ce Collège.

b) Aucune disposition légale ne rend obligatoire l'affiliation des charbonnages aux Caisses communes de prévoyance, et il existe en fait un certain nombre de mines qui n'y sont pas affiliées.

Les cahiers des charges des concessions de mines accordées depuis 1840 renferment à la vérité une clause ainsi conçue :

« Il (le concessionnaire) sera tenu de prendre part à la Caisse de prévoyance établie à . . . , avec l'autorisation du Gouvernement. »

Mais la légalité de cette clause a été contestée, et un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles de 1857 a conclu à son illégalité.

2^e Question.

« La Commission désirerait connaître, aussi exactement qu'il est possible, la situation des Caisses de prévoyance à l'égard des pensions de retraite et des pensions ou secours accordés aux invalides du travail, spécialement :

- » 1^o Si tous les ouvriers mineurs y sont affiliés ;
- » 2^o Si les pensions sont assurées aux bénéficiaires jusqu'à la fin de leur vie ;
- » 3^o Le montant total des pensions qui leur sont attribuées ; les moyennes de ces pensions ;
- » 4^o Les fonds spécialement appliqués au service de ces pensions, en les distinguant aussi nettement que possible de ceux qui ont été affectés jusqu'ici à la réparation des accidents du travail ;

» 5° Les contributions qui les alimentent; par qui elles sont supportées, et quel est leur rapport avec les salaires payés;

» 6° Les rapports des Caisses de prévoyance entre elles au point de vue du service de ces pensions;

» 7° Si les ressources de ces institutions sont suffisantes pour assurer le service des pensions. »

Réponse.

1° Il y a lieu de remarquer, tout d'abord, que ce ne sont pas les ouvriers des mines et des usines qui sont affiliés aux Caisses communes de prévoyance, mais les établissements où ces ouvriers sont occupés.

Cette distinction essentielle faite, j'ajouterai qu'en réalité le plus grand nombre des charbonnages du pays sont affiliés à ces caisses.

Font exception, toutefois, quelques charbonnages du Couchant de Mons, du Centre, de la Basse-Sambre et quelques petites exploitations charbonnières de la province de Liège.

La très majeure partie des ouvriers des charbonnages affiliés sont admis à participer aux secours des caisses. Quelques-uns, cependant, n'y affilient pas les ouvriers de surface, ni ceux des services accessoires (lavoirs, fours à coke, etc.).

De par les statuts des caisses, des établissements industriels autres que les charbonnages peuvent également être affiliés aux caisses; mais, à part les minières et les ardoisières de la province de Luxembourg, quelques carrières de la province de Namur et quelques usines propriétaires de mines de la province de Liège, il n'a été usé de cette faculté que pour deux entreprises de transport du Couchant de Mons, et une seule occupant sept ouvriers en bénéficie actuellement;

2° Une distinction s'impose : certaines caisses, celles de Mons, de Charleroi, du Centre et de Luxembourg, ont fixé, par leurs statuts, le droit à la pension de retraite des vieux ouvriers des établissements affiliés, moyennant certaines conditions d'âge, de durée des services et d'incapacité de travail.

Les autres (celles de Liège et de Namur) ne l'ont pas fait; elles considèrent les pensions d'invalides comme des secours extraordinaires et gracieux auxquels les ouvriers n'ont nullement droit.

C'est ainsi que la Caisse de Namur, par suite de sa situation financière peu brillante, a cessé, depuis un certain nombre d'années déjà, d'allouer des secours autrement qu'à la suite d'accidents.

Indépendamment des pensions allouées en vertu de ses statuts, la Caisse de Charleroi accorde des secours à des invalides qui n'ont pas qualité pour obtenir des pensions.

Enfin, si les pensions accordées par application des statuts des caisses précitées sont viagères, il convient de remarquer que les caisses sont toujours maîtresses de leurs tarifs et qu'aucune disposition ne peut les

empêcher de modifier le taux des pensions de retraite qu'elles accordent, en donnant même à ces modifications un effet rétroactif.

C'est ainsi, notamment, qu'en 1873, 1878, 1881 et 1885, la Caisse de Charleroi a, par mesure générale, tantôt augmenté, et le plus souvent réduit le taux de toutes ses pensions, tant d'accident que de vieillesse, et de tous ses secours. La Caisse de Namur a, en 1871, pris une décision analogue également avec effet rétroactif ;

3° Des renseignements fournis par les derniers rapports des diverses caisses communes, il résulte le relevé suivant :

Pensions en 1905.

Mons.	1,611 vieux ouvriers.	fr.	228,979 42
	862 veuves de vieux ouvriers.		63,589 67
Charleroi	1,972 vieux ouvriers.		177,663 12
	53 veuves de vieux ouvriers.		1,287 24
Centre	1,143 vieux ouvriers.		226,511 »
	911 veuves de vieux ouvriers.		77,517 50
Luxembourg	46 ouvriers vieux et infirmes.		2,107 50
Ensemble	6,598 bénéficiaires pour.	fr.	777,655 45

auxquels il y a lieu de joindre :

Secours.

Liège	3,332 ouvriers vieux et infirmes.		513,038 »
Namur	1 — — —		120 »
Charleroi	307 — — —		29,657 35
Ensemble	3,640 bénéficiaires pour.	fr.	542,815 35

soit donc au total :

10,238 bénéficiaires pour fr. 1,320,470.80, ce qui ramène à fr. 128.97 le taux moyen des pensions et secours.

Voici, au surplus, les tarifs actuellement en vigueur dans les diverses caisses :

MONS. — Vieil ouvrier ayant, de trente-cinq à quarante ans de service, au livret 144 francs par an (avec majoration de 6 francs par année de service au delà de quarante jusque cinquante inscrite au livret).

Veuve de vieil ouvrier, 80 francs par an, à titre de réversibilité.

CHARLEROI. — Ouvrier vieux et infirme, 100 francs par an (les secours facultatifs aux ouvriers vieux qui peuvent obtenir une pension varient de fr. 0.30 à fr. 0.45 par jour).

CENTRE. — A. 180 francs par an pour les vieux ouvriers incapables de tout travail et qui ont, soit trente-huit années de services minimum dans les mines associées, quel que soit leur âge, soit trente années de services minimum dans les mêmes mines et 55 ans au moins.

B. 240 francs par an pour les ouvriers qui, capables ou non d'un

certain travail, ont trente-cinq années de service dans les mines associées à la caisse et 60 ans d'âge; cet âge sera porté à 65 ans pour les ouvriers de la surface.

Les veuves des ouvriers vieux pensionnés ayant au moins vingt ans de mariage jouiront de pensions de fr. 72.84 ou 96 francs par an, suivant qu'elles ont moins de vingt-cinq, vingt-cinq à trente, ou plus de trente années de mariage.

LIÈGE. — Les taux des secours des invalides sont de 132, 156 ou 180 francs, selon que le bénéficiaire a 60 ans, de 60 à 70, ou au-dessus de 70 ans. Majoration de 36 francs annuellement pour trente années de services dans les établissements affiliés.

NAMUR. — Le taux des secours prévu au tarif est de 120 francs par an.

LUXEMBOURG. — Le taux des secours varie, suivant les cas, de 50 à 100 francs par an.

Ainsi qu'il a déjà été dit précédemment, ces tarifs n'ont rien d'immuable; ils peuvent en tout temps être modifiés par décision des assemblées générales des participants. Ces décisions peuvent avoir un effet rétroactif et s'appliquer par conséquent aussi bien aux pensions en cours qu'à celles qui viendraient à être accordées à l'avenir.

4° et 5°. La distinction demandée n'est possible que pour la Caisse de Mons, qui, depuis 1891, a séparé la caisse des accidents de la caisse de retraite.

La cotisation pour cette dernière est de 1 % des salaires : elle est entièrement supportée par les exploitants, et il n'est opéré aucune retenue sur les salaires.

En 1903, ces cotisations se sont élevées à fr. 308,129.93. L'avoir de la caisse de retraite était de fr. 933,515.48 au 1^{er} janvier 1904; à la même date, ses charges en pensions viagères atteignaient la somme de fr. 295,595.80. Les autres caisses ne subdivisent ni leurs recettes, ni leur avoir en réserve.

Ces recettes sont, à Charleroi 1 $\frac{1}{2}$ % des salaires, à Liège 2 %, à Namur 1 $\frac{1}{2}$ %, le tout à la charge des exploitants.

Au Centre, elles sont de 2 $\frac{1}{2}$ % des salaires et dans la province de Luxembourg de 1 $\frac{1}{2}$ % des salaires; dans ces deux caisses, elles sont supportées moitié par les exploitants et moitié par les ouvriers.

Pendant l'année 1902 ⁽¹⁾, le pourcentage des sommes allouées aux ouvriers invalides et vieux et à leurs veuves a été :

A Mons	0.99 % des salaires.	
A Charleroi	0.33	—
Au Centre	1.27	—
A Liège	1.21	—
A Namur	0.003	—
Dans le Luxembourg	0.27	—

(1) Rapport de la Commission permanente des caisses de prévoyance sur les opérations de 1902.

Pour le surplus, le dernier rapport paru de la Commission permanente des caisses de prévoyance sur les opérations des caisses pendant l'année 1902, que j'annexe à la présente note, Annexe I, fournit tous les renseignements demandés (P. 8, 9, 11, 13, 16, 17, 20, 21).

6° En revisant ses statuts en 1894, la Caisse commune de prévoyance de Mons y a inscrit le droit à la pension « pour les ouvriers mineurs âgés de 65 ans accomplis et qui justifient de trente-cinq années de services *dans les établissements du pays associés aux caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs ou dans des charbonnages belges ayant organisé des caisses de retraite spéciales* (art. 20) ».

Lorsque tout le temps de service ne s'est pas passé dans les charbonnages affiliés à la Caisse de Mons, le taux de la pension servie par cette caisse est réduit au prorata du nombre d'années passées dans les charbonnages affiliés.

Mais la réciprocité de cette mesure, favorable au vieil ouvrier, n'a pas encore été obtenue des autres caisses communes.

Toutefois, en 1903, la Commission administrative de la Caisse de prévoyance du Centre, entrant jusqu'à un certain point dans la même voie, a pris la délibération suivante :

« Décide qu'aucun secours de l'espèce (secours aux vieux ouvriers) ne sera accordé, jusqu'à ce que l'entente avec les autres caisses soit en vigueur, que quand les vieux ouvriers auront au moins quarante-cinq années de services dans les charbonnages belges. »

Le 9 septembre 1902, le même collège, amendant dans un sens plus favorable aux ouvriers la disposition précédente, a décidé en outre :

« Qu'un secours permanent serait accordé : 1° Aux vieux ouvriers qui, n'ayant pas droit à la pension de notre institution, ont travaillé au moins quarante ans dans les charbonnages, partie dans ceux du Centre, partie dans d'autres en Belgique;

» 2° Aux veuves des ouvriers qui, ayant travaillé dans plusieurs bassins, auraient obtenu ou auraient eu le droit d'obtenir une pension de vieillesse. »

Enfin, la Députation permanente du Hainaut, sollicitée par divers membres du Conseil provincial d'intervenir auprès des commissions administratives des caisses de cette province, en vue d'obtenir l'inscription dans leurs statuts d'une clause analogue à celle qui est rappelée plus haut pour la Caisse de Mons, prit l'initiative de réunir des délégués des trois caisses du Hainaut. Dans cette réunion, il fut reconnu que la fédération de ces Caisses était inutile en présence de l'engagement pris par les délégués des caisses de Charleroi et du Centre de proposer d'introduire dans les statuts de ces caisses une disposition analogue à celle de l'article 20 des statuts de la Caisse de Mons.

La Caisse du Centre a de suite solutionné la question comme il a été dit plus haut.

La Caisse de Charleroi, ensuite de cette réunion, a proposé d'accorder

une pension viagère à tout ouvrier âgé de 65 ans accomplis, ayant été attaché pendant trente-cinq années complètes à des établissements du pays, affiliés aux caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs; l'âge de 65 ans étant réduit à 60 si l'ouvrier a été employé la majeure partie du temps à l'intérieur de la mine, et la durée de services, de trente-cinq à trente ans si l'ouvrier a travaillé ce laps de temps dans les établissements affiliés à la Caisse de Charleroi.

Par suite de diverses difficultés, cette proposition n'a pu jusqu'ici être sanctionnée; elle sera sous peu soumise à l'approbation royale.

Quant aux autres caisses, elles n'ont rien fait à cet égard : il est vrai que, les ouvriers de Liège et de Namur n'allant qu'exceptionnellement travailler le Hainaut et vice versa, l'adoption de pareille mesure a beaucoup moins d'importance;

7° En répondant au 4° ci-dessus, j'ai déjà dit que, sauf à Mons, aucune caisse ne faisait de distinction dans ses recettes entre la part afférente aux accidents et celle relative à la retraite.

Ce n'est donc que pour la Caisse de Mons qu'il est possible de répondre exactement.

Il va de soi que les ressources dont il s'agit signifient l'encaisse existante, dans l'hypothèse où les versements annuels viendraient à cesser complètement.

D'une étude ordonnée par l'honorable M. Nyssens, en 1898, sur des documents officiels fournis, à la demande de mon administration, par les diverses caisses communes et dont le résumé a été publié dans le *Bulletin de la Prévoyance* ⁽¹⁾, il résulte qu'au 31 décembre 1897 les charges résultant des pensions de retraite en cours (vieux ouvriers ou veuves de vieux ouvriers) s'élevaient en capital à environ 1,791,000 francs (abstraction faite des pensions réversibles dont il était impossible d'évaluer le capital).

A la même date, l'avoir en réserve de la Caisse de retraite de Mons était de fr. 570,655.79. Il y avait donc un déficit minimum de 1,220,000 francs.

Les cotisations de la Caisse de Mons étant plus élevées que celles des autres caisses, celle-ci est, malgré le taux plus faible des salaires du Borinage, dans une situation plus favorable que les autres.

A Charleroi, les charges totales dues à la retraite à la même date que ci-dessus étaient évaluées en capital à 1,416,000 francs environ. En raison des secours journaliers et en tout temps revisables, qui s'élevaient en 1897 à près de 28,000 francs, ces charges, en fait, étaient encore plus élevées. Ce nonobstant, l'avoir global en réserve ne s'élevait qu'à fr. 1,345,923.46 et avait à faire face en outre aux charges-accidents, évaluées au minimum à 3,320,000 francs.

A la Caisse du Centre, alors que l'avoir global était de 1,521,774 francs,

(1) Année 1900, pp. 121 et suiv.

la charge résultant des pensions accordées aux vieux ouvriers et à leurs veuves atteignait à elle seule 2,060,500 francs.

Il a fallu à Liège 4,437,000 francs pour faire le capital des secours extraordinaires alloués sans obligation aux ouvriers infirmes et vieux. Or, la caisse ne possédait en réserve que 2,180,000 francs, somme insuffisante de plus d'un million à assurer le service des pensions des ouvriers mutilés, de leurs veuves, des veuves, enfants et ascendants des ouvriers tués.

Depuis l'époque où le travail que je viens de résumer a été fait, la situation ne doit guère s'être améliorée; car, si l'avoir en réserve, grâce aux années prospères que l'industrie houillère vient de traverser, s'est accru de 3,300,000 francs environ, les charges du chef des pensions et secours d'ouvriers invalides et vieux ont augmenté de 223,000 francs et les charges-accidents de 50,000 francs environ.

3^e Question.

« La Commission désirerait avoir une statistique aussi complète que possible, en les classant par sexe et par âge, des invalides du travail secourus ou pensionnés par les différentes caisses de prévoyance, en faisant abstraction de ceux dont l'invalidité est due aux accidents du travail et en ne tenant compte que de l'invalidité prématurée provenant de maladie ou d'infirmité professionnelles.

» Elle désirerait, d'une manière générale, être éclairée, si c'est possible, sur l'importance de l'invalidité prématurée dans l'industrie houillère en Belgique et à l'étranger. »

Réponse.

En conséquence de cet énoncé, il y aurait lieu d'écarter du relevé demandé tous les ouvriers pensionnés comme mutilés et également tous ceux qui sont pensionnés en raison seule de leur âge. Il faudrait, en outre, parmi les autres, écarter également tous ceux dont l'invalidité « dite prématurée » ne proviendrait pas de maladie ou d'infirmité professionnelle.

Les caisses de prévoyance qui ont inscrit dans leurs statuts le droit, pour l'ouvrier non victime d'accident, à une pension de retraite (abstraction faite de la Caisse du Luxembourg qui ne compte qu'un nombre minime d'ouvriers affiliés et n'a repris que depuis 1896 le service des pensions de retraite) ont également inscrit dans ceux-ci ou dans leurs règlements des conditions d'âge minimum.

Ces conditions sont telles que tous les ouvriers pensionnés comme invalides ou vieux sont suffisamment âgés pour que leur invalidité ne puisse être regardée comme prématurée.

C'est le cas pour les 1,569 pensionnés de la Caisse de Mons (relevé de 1902) et pour les 1,877 pensionnés de la Caisse de Charleroi, *qui tous ont au moins 60 ans*. Ce l'est également pour la majeure partie des 1,098 pen-

sionnés de la Caisse du Centre, dont 74 seulement au moins de 55 ans et 176 de 55 à 60 ans.

Pour les pensionnés de Mons et de Charleroi, la limite inférieure d'âge statutaire est de 60 ans; elle est de 55 ans au Centre, mais il peut être fait exception pour les ouvriers *incapables de tout travail* qui ont trente-huit ans de services dans les mines associées. C'est donc que ceux-ci ont au moins 48 ans d'âge, puisque avant l'arrêté de 1884, qui a relevé à 12 ans l'âge d'entrée dans les mines, le décret du 3 janvier 1813 avait fixé cet âge à 10 ans; or, les ouvriers âgés de plus de 50 ans ne constituent qu'environ le douzième de la population ouvrière du fond (8,69 en 1897).

On peut donc dire que ces trois caisses ne pensionnent personne par suite d'*invalidité prématurée*, à moins que l'on ne considère comme rentrant dans cette catégorie les 74 ouvriers ayant moins de 55 ans.

La Caisse de Liège, nous l'avons vu, est, des quatre caisses importantes des mineurs, la seule qui n'ait pas inscrit dans ses statuts le droit à une pension de retraite.

C'est cependant celle qui en accorde le plus, car elle consacre à la retraite 63 % de ces dépenses annuelles.

Elle considère ces pensions comme des secours extraordinaires que l'article 16 de ses statuts lui permet de délivrer à des personnes qui, sans qualité « pour obtenir une pension, sont jugées, par leur position particulière et leurs besoins, mériter quelque assistance ».

Les mêmes statuts ne mettaient à cette libéralité qu'une seule condition : celle de justifier d'un travail de quinze années dans les exploitations associées.

L'élasticité que permettait cette règle ayant augmenté dans une mesure considérable le nombre des soi-disant invalides pensionnés et étant de nature à nuire à l'équilibre financier de la caisse, sa commission administrative a, en 1883, décidé que, pour obtenir une pension d'invalides, il faudrait, à l'avenir, non seulement justifier des quinze années susdites, mais encore avoir au moins 60 ans d'âge et être incapable de travailler, ajoutant toutefois que, par exception, la condition d'âge pourrait ne pas être exigée des ouvriers reconnus totalement incapables de se livrer à aucun travail ou justifiant de trente années dans les mines associées.

C'est sous le bénéfice de ces exceptions, et surtout de la dernière d'entre elles, qu'au 31 décembre 1903 sur 3,053 ouvriers invalides secourus par la caisse de Liège 1,265 étaient âgés de moins de 60 ans. Deux d'entre eux n'avaient que 30 ans; il y en avait 48 ayant 31 à 40 ans et 311 de 45 à 50 ans.

Ces nombres sont manifestement trop faibles pour pouvoir en déduire des conséquences au point de vue de l'invalidité prématurée résultant de maladie ou d'infirmité professionnelle.

Au surplus, il serait avant tout nécessaire de fixer d'une manière précise ce qu'il faut entendre par invalidité prématurée et définir quand elle com-

mence, comment elle se manifeste et quelle en est la mesure; il faudrait, d'autre part, être d'accord sur les maladies professionnelles des mineurs.

Dans ces conditions, je n'ai pas cru devoir faire procéder au relevé demandé par la Commission.

D'autre part, mon Département ne possède aucune donnée qui permette de déterminer l'importance de l'invalidité prématurée, indépendante d'accidents de travail, dans l'industrie houillère en Belgique et encore moins à l'étranger, si ce n'est, pour notre pays, le recensement des vieux ouvriers (*Recensement*, t. XVIII, p. 401) et la répartition par âge des ouvriers mineurs (*Annales des mines de Belgique*, t. IV), travail dont je joins un exemplaire à la présente réponse.

II.

« Bruxelles, 10 juin 1907.

» *A Monsieur Nerinx, vice-président de la Chambre des Représentants, président de la Section centrale chargée de l'examen des propositions de loi relatives à la pension des vieux houilleurs, à Bruxelles.*

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Par lettre du 3 mars dernier, vous m'avez transmis diverses questions posées par la Section centrale chargée de l'examen des propositions de loi relatives à la pension des vieux houilleurs.

» J'ai l'honneur de vous faire savoir que la première question a été transmise pour examen et solution à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

» Les autres questions ont fait l'objet d'un examen approfondi de la part du service compétent de mon Département; la note ci-jointe indique les raisons qui ne permettent pas de les résoudre dans la forme où elles ont été posées.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Ministre de l'Industrie et du Travail,*

» ARM. HUBERT. »

2^e Question.

Quel serait le montant des versements à ajouter aux versements annuels précédents pour assurer la même pension à un âge quelconque du chef d'invalidité prématurée?

Par invalidité, la Section entend l'impossibilité pour l'ouvrier de gagner un salaire supérieur au tiers de son salaire normal. Cette notion est celle qui est adoptée en Allemagne. Il conviendrait d'établir les calculs d'après les résultats de l'expérience dans ce pays.

Réponse.

Le problème énoncé ne pourrait être résolu que si l'on disposait notamment :

- 1° D'une table de mortalité des houilleurs invalides;
- 2° D'une table d'invalidité résultant de l'expérience allemande.

Il n'existe pas en Belgique de table de mortalité spéciale aux invalides houilleurs. Il faudrait faire usage de tables étrangères (Table *Kaan*, concernant la mortalité des mineurs autrichiens. Table *Morgenbesser*, concernant la mortalité des mineurs invalides de la Haute-Silésie) dont l'application appelle des réserves.

Il n'existe pas non plus, à notre connaissance, de table d'invalidité déduite des résultats de l'expérience allemande. Les tableaux statistiques publiés par les *Ämtliche Nachrichten des Versicherungsamtes* fournissent toutefois des éléments propres à la construction d'une table d'invalidité, à savoir :

- 1° Le nombre des assurés allemands pour les groupes d'âges suivants :

16 à 18 ans; 18 à 20 ans; 20 à 30 ans.
30 à 40 ans; 40 à 50 ans; 50 à 60 ans.
60 à 70 ans; 70 ans et au-dessus.

- 2° Le nombre des rentes d'invalidité créées pendant chaque exercice (depuis 1894), d'après l'âge, à six mois près, de l'invalidité au moment où sa rente prend cours.

Mais il faut observer :

a) Que le nombre des assurés n'est différencié que pour des *groupes d'âges* peu nombreux ;

b) Que la table d'invalidité dressée d'après les données signalées ci-dessus ne pourrait s'appliquer qu'à l'ensemble des assurés allemands. Si, en effet, le nombre des assurés est donné pour divers groupements professionnels assujettis à la loi allemande de 1889 et notamment par le groupe « Industrie et mines », le nombre des rentes créées est donné seulement pour l'ensemble des ouvriers allemands soumis à l'assurance.

Abstraction faite de ces deux causes systématiques d'erreur, il y a lieu de remarquer que la construction de la table d'invalidité, suivant les procédés scientifiques, présenterait des difficultés d'ordre pratique très considérables. De plus, les nombreuses supputations ou hypothèses que l'on devrait faire pour répondre à la question posée par la Section centrale permettraient difficilement de déterminer le degré d'exactitude de la situation.

D'autre part, il convient de rappeler que, depuis 1903, le Gouvernement accorde des subsides spéciaux, à dépôt réservé, aux caisses de réassurance qui ont organisé l'assurance contre l'invalidité prématurée.

En outre, un nouveau système d'encouragements vient d'être appliqué. A titre d'essai, le Gouvernement alloue aux caisses mutualistes fédérales de réassurance légalement reconnues une subvention annuelle égale à 60 % des cotisations perçues, à condition que l'indemnité soit payée aux intéressés jusqu'à leur guérison et, au plus tard, jusqu'à leur soixante-cinquième année.

La vieillesse et l'invalidité sont deux risques nettement différents au point de vue de l'organisation de l'assurance et du contrôle.

Le résultat de l'expérience allemande confirme cette opinion, défendue aussi par les principales autorités françaises (BELLOM, FUSTER, etc.).

On peut parfaitement admettre qu'en Belgique les associations mutualistes reconnues et subsidiées sont à même de réaliser l'assurance contre l'invalidité prématurée. Des mesures définitives seront à prendre pour l'application du système exposé ci-dessus, si l'essai tenté est concluant.

Il est à remarquer que les caisses mutualistes de réassurance et d'invalidité les plus anciennes et les plus nombreuses appartiennent au bassin houiller et renferment une forte proportion d'ouvriers mineurs.

3^e Question.

Quel serait le taux des versements annuels à faire, dans le système de la répartition, par les ouvriers houilleurs pour leur assurer une pension de

360 francs à l'âge de $\left\{ \begin{array}{l} 55 \\ 60 \\ 65 \end{array} \right\}$ ans en supposant que les versements commencent à l'âge de 15 ans ou à l'âge de 21 ans?

Réponse.

Cette question devrait être précisée.

Qu'entend la Section centrale par « système de répartition » ?

Serait-ce le système préconisé par la proposition Warocqué, qui admet au bénéfice de la pension, sans conditions spéciales relatives aux versements, tous les ouvriers houilleurs, quel que soit leur âge au moment de la mise en vigueur de la loi ?

Dans ce cas, il est à remarquer que les auteurs de la proposition ont fait le calcul de la cotisation *constante* qu'entraînerait le système subvisé (voir p. 16-A, § 2 et p. 17-A de la proposition Warocqué). Ce calcul ne serait-il pas trouvé satisfaisant par la Section centrale ?

Serait-ce un système qui tiendrait compte de l'âge des assurés ? Dès lors, il ne pourrait plus être question de calculer une cotisation annuelle con-

stante (comme semblent le demander les auteurs de la question), puisque la *cotisation* à exiger, de même que la *charge* des pensions, serait évidemment croissante jusqu'au régime permanent du système de la répartition.

4^e Question.

En supposant que les femmes soient admises à faire jusqu'à l'époque de leur mariage, des versements, dans les hypothèses prévues à la question 1, quel serait le capital qui pourrait leur être versé au moment de

leur mariage à l'âge de $\left\{ \begin{array}{c} 25 \\ 30 \\ 35 \end{array} \right\}$ ans?

Réponse.

Question insoluble, à défaut de table spéciale de nuptialité, par des procédés non empiriques.

D'ailleurs, les femmes et les enfants sont admis à faire des versements à la Caisse de retraite et ils bénéficient, sous les conditions énoncées par la loi, des primes d'encouragement.

Au 31 décembre 1904, il y avait 156,507 femmes et 147,807 enfants opérant leurs versements d'une façon régulière.

5^e Question.

Quel serait, dans les hypothèses prévues à la question 1, le montant des versements à ajouter aux versements annuels prévus pour assurer à la veuve la réversibilité de la pension acquise par l'ouvrier au moment de son décès : *a)* quelle que soit l'époque du décès; *b)* en supposant que le décès soit postérieur à l'entrée en jouissance de la pension?

Réponse.

L'énoncé ne donne pas l'élément indispensable à la possibilité d'une solution, à savoir *l'âge de la veuve, dans les hypothèses prévues à la question 1*.

Enfin, la réversibilité ne tient pas compte des résultats indiqués sub IV^o.

Tout l'effort de propagande a tendu, grâce au livret individuel, à assurer aux femmes des pensions indispensables.

Dans le système de la réversibilité, le chef de famille seul s'affiliera à la Caisse de retraite. L'épouse, n'ayant aucun intérêt à cette affiliation, s'abstiendra. Il en résulte que l'effort et l'esprit de prévoyance seront moindres.

III.

« Bruxelles, le 8 juillet 1907. .

» *Monsieur Nerinx, vice-président de la Chambre des Représentants, président de la Section centrale chargée de l'examen des propositions de loi relatives à la pension des vieux houilleurs, à Bruxelles.*

» **MONSIEUR LE PRÉSIDENT,**

» Comme suite à ma dépêche du 10 juin écoulé, émargée comme la présente, relative aux questions posées par la Section centrale chargée de l'examen des propositions de loi relatives à la pension des vieux ouvriers houilleurs, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un tableau répondant, autant que possible, à la première question posée.

» En me transmettant ce document, M. le directeur général de la Caisse d'épargne et de retraite fait observer que, dans le calcul des versements annuels à effectuer, il n'a été tenu compte que des subsides de l'État, les autres étant variables, tels, par exemple, ceux des provinces, qui sont différents d'année en année et d'une province à une autre.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Ministre de l'Industrie et du Travail,*

» **ARM. HUBERT.** »

Première question.

Quel est le taux des versements annuels à faire à la Caisse de retraite :

pour assurer aux ouvriers houilleurs des provinces de $\left. \begin{array}{l} \text{Liège} \\ \text{Namur} \\ \text{Hainaut} \\ \text{Limbourg} \\ \text{Anvers} \end{array} \right\}$ une

pension de 360 francs par an, à l'âge de $\left\{ \begin{array}{l} 55 \text{ ans} \\ 60 \text{ ans} \\ 65 \text{ ans} \end{array} \right\}$ en tenant compte $\left\{ \begin{array}{l} \text{sans tenir compte} \end{array} \right\}$ des

subsidés accordés par les pouvoirs publics et en supposant que les versements commencent à l'âge de $\left\{ \begin{array}{l} 15 \\ 21 \end{array} \right\}$ ans?

Réponse.

Quels sont les versements annuels à effectuer à la Caisse de retraite $\left\{ \begin{array}{l} \text{à capital abandonné} \\ \text{à capital réservé} \end{array} \right\}$ *pour acquérir une rente de 360 francs*
à $\left\{ \begin{array}{l} 55 \text{ ans} \\ 60 \text{ »} \\ 65 \text{ »} \end{array} \right\}$ $\left\{ \begin{array}{l} \text{en tenant compte} \\ \text{sans tenir compte} \end{array} \right\}$ *des seuls subsides de l'État?*

MONTANTS APPROXIMATIFS DES VERSEMENTS.**1° En tenant compte des subsides de l'État.**

AGE AU DÉBUT des VERSEMENTS.	Capital abandonné.			Capital réservé.		
	Jouissance à			Jouissance à		
	55 ans.	60 ans.	65 ans.	55 ans.	60 ans.	65 ans.
16 ans	40,45	22,35	9,80	74,95	44,25	19,95
18 —	45,00	28,00	10,75	84,75	50,20	23,40
20 —	50,30	28,05	11,85	96,10	57,10	27,35

2° Sans tenir compte des subsides de l'État.

AGE AU DÉBUT des VERSEMENTS.	Capital abandonné.			Capital réservé.		
	Jouissance à			Jouissance à		
	55 ans.	60 ans.	65 ans.	55 ans.	60 ans.	65 ans.
16 ans	43,35	26,80	15,40	78,05	49,00	28,60
18 —	47,95	29,50	16,95	87,85	53,00	32,05
20 —	53,25	32,60	18,65	99,20	61,90	36,00

Remarque. — Les affiliés sont supposés nés dans le quatrième trimestre.
 Le dernier versement est supposé effectué au moment de l'entrée en jouissance de la rente.

PENSIONS DE VIEILLESSE EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS.

Projet du Gouvernement du 27 juillet 1909.

Comme nous le dit l'Exposé des motifs, en dehors du principe de l'obligation le projet n'innove rien; il se contente d'appliquer le régime de la loi de mai 1900 à une catégorie d'ouvriers, les mineurs.

Le projet prévoit donc :

- 1° La participation des bénéficiaires eux-mêmes;
- 2° L'intervention de l'État;
- 3° L'affiliation *obligatoire* des intéressés à la Caisse générale de retraite.

Quant aux modalités de l'affiliation, il tient compte de l'existence des caisses de prévoyance. Celles-ci, dans l'économie du projet, remplaceraient, au point de vue de l'affiliation, les sociétés de secours mutuel qui constituent, pour l'application de la loi de 1900, un organisme intermédiaire sinon obligé, du moins privilégié, et qui ont rendu les services que l'on sait.

Mais, pour que les caisses de prévoyance puissent assumer les devoirs et jouir des faveurs octroyées aux sociétés de secours mutuel, il faut commencer par modifier leurs statuts.

Les caisses de prévoyance ont une existence légale, établies par la libre initiative des exploitants des mines en faveur des ouvriers mineurs des divers bassins, elles ont leurs statuts, elles sont approuvées par arrêté royal ⁽¹⁾. La loi du 28 mars 1868 les reconnaît et leur accorde certains avantages.

Formées dans le but d'accorder des secours aux victimes des accidents du travail, elles ont bientôt joint à leur champ d'action le service des pensions, jusqu'au moment où la loi de 1903, les déchargeant du service des indemnités ou secours pour les accidents du travail, leur a permis de ne plus s'occuper que des pensions.

(1) Les statuts de la Caisse du Centre sont approuvés par arrêtés royaux des 30 septembre 1841, 30 octobre 1851, 10 janvier 1862, 24 février 1875, 6 octobre 1882, 3 août 1889 et 30 mai 1905.

La Caisse du Couchant de Mons par arrêtés royaux des 30 septembre 1891 et 25 juin 1905.

La Caisse de Charleroi par arrêtés royaux des 2 août 1882 et 25 juin 1905.

D'autre part, comme tous les ouvriers des exploitations affiliées aux caisses de prévoyance sont, en vertu du contrat de travail, soumis aux règles établies par les statuts, ils vivent déjà en fait sous le régime de l'obligation.

*
* * *

Pour se rendre compte des effets de la loi proposée, il importe d'examiner la situation qui est faite aux ouvriers des exploitations affiliées aux diverses caisses de prévoyance.

Les trois Caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs de la province de Hainaut : à savoir celles du Couchant de Mons, du bassin du Centre et du bassin de Charleroi, continuent, depuis la mise en vigueur de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, à assurer le service de la retraite des vieux ouvriers mineurs, indépendamment de la liquidation des pensions et secours pour les accidents survenus avant le 1^{er} juillet 1903. Quant aux Caisses de prévoyance de la province de Liège, de la province de Namur et de la province de Luxembourg, elles ne subsistent plus que pour la liquidation au prorata de leur actif, des charges résultant des pensions accordées à la suite d'accidents survenus avant la même date. (Rapport de la Commission permanente.)

Examen des comptes.

CAISSE DE PRÉVOYANCE DU COUCHANT DE MONS.

(15 établissements avec 30,714 ouvriers.)

I. — Caisse des accidents.

(Cette Caisse ne subsiste plus que pour l'apurement de son actif, les recettes ne comprennent plus que les intérêts des fonds versés et les subsides.)

Pendant l'année 1908, les recettes se sont élevées à fr. 133,464.38; elles se décomposent comme suit :

Intérêts des fonds placés et primes de rembourse-	
ment	fr. 126,332 68
Subside de l'État	6,432 30
Subside de la Province.	699 40
TOTAL.	fr. 133,464 38

Les dépenses pendant le même exercice ont été de fr. 351,550.44 et se subdivisent ainsi qu'il suit :

Pensions et secours	fr. 331,634 44
Frais d'administration	7,096 »
Perte sur réalisation de titres	12,820 »
TOTAL.	fr. 351,550 44

L'avoir de la Caisse au 31 décembre 1907 était de fr. 3,475,850.08 réduit au 31 décembre 1908 à fr. 3,257,764.02.

Au 1^{er} janvier 1909, les charges en pensions viagères et temporaires incombant à la Caisse des accidents s'élevaient à fr. 315,605.05 à répartir entre 1,999 titulaires.

II. — Caisse de retraite.

Les recettes pendant l'année 1908 se sont élevées à :

Cotisations des affiliés. 1 % des salaires.	fr. 370,728 69
Subside de l'État	6,376 10
Subside de la Province.	693 30
Quote-part dans le subside de la province accordé à titre d'intervention dans la pension de cer- taines catégories de vieux ouvriers	281 50
Intérêts des capitaux placés	36,787 60
TOTAL.	fr. 424,865 23

Les dépenses se sont montées à :

Pensions des vieux ouvriers	fr. 261,391 85
Pensions de veuves de vieux ouvriers	86,342 22
Frais d'administration	7,034 07
TOTAL.	fr. 354,768 55

L'avoir de cette Caisse était au 31 décembre 1908 de fr. 1,222,670.75. Au 1^{er} janvier 1909, les pensions de retraite servies aux vieux ouvriers et aux veuves de vieux ouvriers comportaient une charge de fr. 340,649.60 à répartir entre 2,813 personnes, soit par tête fr. 124.65.

CAISSE DE PRÉVOYANCE DU CENTRE.

(7 établissements affiliés avec 18,531 ouvriers.)

Caisse des blessés pendant l'année 1908.

Recettes :

Subsides de l'État et de la Province fr.	4,249 33
Retenues sur les salaires (0.30 %)	76,864 73
Subventions des exploitants (0.30 %)	76,864 73
Cotisation des délégués à l'inspection des mines.	54 »
Intérêts des capitaux et plus-value du portefeuille.	27,014 83
TOTAL. . . . fr.	185,047 62

Dépenses :

Pensions et secours fr.	211,518 20
Gratifications à des veuves remariées. . . .	804 »
Frais d'administration	1,610 52
TOTAL. . . . fr.	213,932 72

L'avoir de cette Caisse s'élevait au 1^{er} janvier 1908 à fr. 892,398.71, réduit au 1^{er} décembre de la même année à fr. 863,513.61.

Les charges, qui étaient de fr. 215,134.80 au 1^{er} janvier 1908, se sont abaissées à fr. 207,219.60 au 1^{er} janvier 1909.

Caisse des vieillards.

Recettes :

Retenues sur les salaires (0.70 %) fr.	179,351 13
Subventions des exploitants (0.70 %)	179,351 13
Cotisations des délégués à l'inspection des mines.	126 »
Subsides de l'Etat et de la Province	7,123 47
Intérêts bonifiés en compte courant et plus-value du portefeuille	42,364 27
TOTAL. . . . fr.	408,316 »

Dépenses :

Pensions et secours fr.	355,930 10
Frais d'administration	2,699 82
TOTAL. . . . fr.	358,629 92

L'avoir de la Caisse des vieillards était au 1^{er} janvier 1908 de

fr. 1,355,221.36, élevé à fr. 1,404,907.43 au 31 décembre de la même année.

Au 1^{er} janvier 1909, les charges en pensions viagères et temporaires se montaient à fr. 367,587.60, à répartir :

Fr. 274,821.60 entre 1,263 vieux ouvriers, soit moyenne par tête fr. 217.59, et

92,766 francs entre 1,035 veuves de vieux ouvriers, soit moyenne par tête fr. 89.50.

CAISSE DE PRÉVOYANCE DE CHARLEROI.

(34 établissements affiliés, occupant 52,766 ouvriers.)

Pendant l'année de 1908, les recettes de cette Caisse se sont élevées à fr. 1,002,212.54 :

Subside de l'État	fr. 13,148 70
Subside de la Province.	2,787 50
Cotisation des exploitants à raison de 1.5 % des salaires	819,974 87
Intérêts des fonds placés et bénéfices sur vente	155,451 38
Cotisation de l'État pour les délégués à l'inspection des mines	337 50
Subside provincial en faveur des vieux ouvriers.	10,512 59
TOTAL	fr. 1,002,212 54

*
* *

Dans les accidents survenus avant la mise en vigueur de la loi sur la réparation des accidents du travail, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 1905, la Caisse a dépensé en pensions viagères fr. 224,815.73, en pensions temporaires fr. 22,484.75 et en secours fr. 256,322.52, soit un total de 503,623 francs.

Les charges au 1^{er} janvier 1909 s'élevaient au total à fr. 730,723.36, dont fr. 484,585.10 pour les pensions et secours d'accidents, à répartir entre 3,117 personnes.

Le total des pensions de vieillesse à partager entre 2,508 bénéficiaires était de fr. 246,138.16, soit une moyenne par tête de fr. 98.14.

*
* *

Une première observation s'impose :

Dans le mécanisme de la loi de 1900, le Gouvernement octroie par livret une somme de 2 francs pour encourager la mutualité, alors que les subsides donnés à chaque ouvrier se montent en moyenne à 9 francs.

Si les caisses de prévoyance avaient été mises sur le même pied que les

sociétés de secours mutuels, leurs recettes se seraient vues augmenter d'une façon très appréciable.

Le Couchant de Mons aurait eu pour le service des pensions $30,714 \times \text{par } (2 + 9) 11$, soit 337,854, ce qui lui aurait permis de porter ses pensions à environ 350 francs.

La Caisse de prévoyance du Centre aurait vu augmenter ses recettes de $18,531 \times \text{par } (2 + 9) 11$, ou 203,841 francs, et ses pensions se seraient élevées à plus de 400 francs, alors que Charleroi, avec ses 52,766 ouvriers, aurait eu un supplément de recettes de 580,426 francs, qui lui aurait permis de porter le taux de ses pensions de retraite à 280 francs.

Il importe de rendre hommage à la généreuse initiative des fondateurs des caisses de prévoyance auxquelles les ouvriers mineurs doivent les résultats que nous indiquons dans les lignes ci-dessus.

Et l'on se demande si la voie indiquée dans l'observation qui précède, c'est-à-dire subsidier pendant la période transitoire en tenant compte de ce que les caisses de prévoyance auraient pu recevoir, ne sauvegarde pas mieux les intérêts des ouvriers que le système préconisé et établi par le projet du Gouvernement.

Car, enfin, il est évident que ce système, principalement au point de vue du régime transitoire, prête le flanc aux critiques qui se sont fait jour dans les séances de la Commission.

Nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reprendre ici, à titre documentaire, les observations présentées par l'honorable M. Denis :

« Le projet du Gouvernement sur les pensions des mineurs présente deux ordres de dispositions applicables à deux catégories d'ouvriers :

» 1° Les ouvriers soumis à un régime transitoire; ce sont les ouvriers affiliés actuellement aux caisses de prévoyance et auxquels les statuts de ces caisses assurent actuellement une pension de retraite.

» A ceux-là le projet promet comme minimum la pension promise par ces caisses de prévoyance; à ce minimum s'ajouteront les accroissements de pension qui leur seront acquis suivant leur âge et la durée de leurs versements jusqu'à l'âge de 65 ans;

» 2° Les ouvriers placés sous le régime définitif; ce sont les ouvriers qui s'affilieront au nouveau système et qui pourront atteindre, à 65 ans, une pension de 360 francs grâce à des versements de 15 francs par ouvrier, accomplis à la fois par les ouvriers et les patrons, et au versement complémentaire de 9 francs par l'État.

» Comment se répartissent ces deux groupes et quelle perspective le premier de ces groupes a-t-il? C'est ce qu'il faut établir avant tout débat du fond.

» Selon les statuts des caisses de prévoyance, les vieux ouvriers ont comme perspective :

» A Mons, d'atteindre une pension de 144 francs;

- » A Charleroi, une pension de 100 francs;
- » A Liège, des secours variant de 133 à 180 francs;
- » A Namur, de 120 francs;
- » Dans le Centre, une pension de 211 francs.
- » Enfin, ces calculs du Gouvernement ont pour base le taux de pension adopté à Mons et qui est une sorte de moyenne : 144 francs.
- » Eh bien, en prenant cette base, il résulte des calculs du Gouvernement que ceux des ouvriers affiliés aux caisses de prévoyance, ceux-là seuls qui n'ont pas plus de 34 ans aujourd'hui, ceux-là seuls atteindront à 65 ans la pension de 360 francs qui est l'objet même du système définitif.
- » Cela posé, comment se répartissent les ouvriers mineurs?
- » D'après des données statistiques sur les âges des mineurs, dressées antérieurement par le Corps des mines, on peut calculer qu'il y a actuellement en Belgique :

1,950	ouvriers mineurs de 60 à 65 ans.
3,723	— 55 à 60 —
6,592	— 50 à 55 —
9,014	— 45 à 50 —
11,878	— 40 à 45 —
14,182	— 35 à 40 —

ensemble 47,339 ouvriers de plus de 34 ans.

» Dès lors, par la combinaison d'un *minimum* dû par la Caisse de prévoyance équivalent à celui de la Caisse de Mons, 144 francs avec les versements accomplis jusqu'à 65 ans, voici les résultats approximatifs :

- » Les 1,950 ouvriers de 60 à 65 ans auront fr. 169.91 de pension.
- » Les 3,723 ouvriers de 55 à 60 ans auront fr. 199.40 en 1920.
- » Les 6,592 de 50 à 55 ans auront fr. 232.62 à partir de 1925.
- » Les 9,014 de 45 à 50 ans auront fr. 247.22 à partir de 1930.
- » Les 11,878 de 40 à 45 ans auront fr. 292.68 à partir de 1935.
- » Les 14,182 de 35 à 40 ans auront fr. 548.77 à partir de 1940.
- » Les 47,339 plus vieux ouvriers d'aujourd'hui n'atteindront pas la pension de 360 francs.
- » C'est alors seulement, c'est à partir de 1940 que les ouvriers ayant 34 ans ou moins aujourd'hui, appartenant au régime définitif et faisant les versements prévus jusqu'à 65 ans, atteindront la pension assurée de 360 francs.
- » Le nombre de ces ouvriers est actuellement de 95,360 sur nos 142,699 mineurs.
- » La transition aura été de trente ans. »

Il est inutile de discuter ces chiffres, ils nous montrent que, sans le concours des caisses de prévoyance, le résultat prévu par le projet ne saurait être atteint. Le système escompte le concours de ces caisses de prévoyance.

On peut se demander si ce concours existe, et s'il n'existe pas, les statuts de ces caisses reconnus par une loi ne donnent-ils pas le droit aux administrations de ces caisses de protester et de refuser de participer à l'exécution d'un système qui, pendant de longues années encore, n'améliore en rien une situation qu'elles ont été seules à créer et dont elles ont le droit de se montrer fières.

Mais en se plaçant au point de vue du projet du Gouvernement, la Commission s'est demandé tout d'abord quelle était, d'une part, l'importance du sacrifice imposé au patron et, d'autre part, la situation de l'ouvrier pendant la période transitoire en les comparant au régime actuellement existant.

Première question.

Quelle est la somme payée actuellement par les patrons, n'est-elle pas supérieure aux 15 francs que ce projet exige?

Réponse.

Il n'est pas possible d'évaluer d'une manière précise le montant, par tête d'ouvrier, des sommes payées annuellement par les patrons charbonniers en vue de la création des pensions de retraite.

Suivant le mécanisme des caisses de prévoyance, par l'intermédiaire desquelles s'opère la constitution de ces pensions, il est versé annuellement par les patrons des charbonnages affiliés à la Caisse du Couchant de Mons une cotisation équivalente à 1 % des salaires payés aux ouvriers et maîtres ouvriers (article 196 des statuts). Les variations auxquelles les taux et le montant total des salaires sont sujets chaque année entraînent des variations correspondantes dans le montant des cotisations.

Dans les charbonnages affiliés à la Caisse de prévoyance du Centre, les versements effectués au profit de la Caisse de retraite s'élèvent à 1.40 % des salaires payés aux ouvriers dont la moitié, soit 0.70 % est fournie par la contribution des patrons (art. 6 des statuts).

Enfin, les patrons charbonniers affiliés à la Caisse de prévoyance de Charleroi versent annuellement une somme équivalente à 1 1/2 % de la moyenne des salaires payés aux ouvriers pendant les dix dernières années (1895 à 1904 inclus). Ces cotisations ne sont pas affectées uniquement au service des pensions de retraite; elles sont destinées en outre à couvrir les charges incombant à la Caisse, du chef des pensions et secours accordés à la suite d'accidents survenus avant la mise en vigueur de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Les Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs de la province de Namur et de Liège sont entrées en liquidation depuis le 1^{er} juillet 1905; aucun versement n'est plus effectué par les patrons pour le service de la retraite des ouvriers. Il y a lieu de remarquer cependant que les exploitants des charbonnages de la province de Liège ont fondé une caisse de retraite

autonome en faveur des vieux ouvriers mineurs. L'organisation ainsi que le fonctionnement de cette caisse échappent à l'intervention du Gouvernement, mais ses statuts prévoient également un versement proportionnel au montant des salaires et dont le taux est fixé par l'assemblée générale des participants.

Sous réserve des observations qui précèdent, il est possible toutefois, d'après les renseignements fournis par les rapports de la Commission permanente des caisses de prévoyance pour les années 1906, 1907, 1908, de calculer approximativement quel a été, par tête d'ouvrier, le montant des contributions demandées aux patrons en vue de la retraite des ouvriers attachés aux établissements affiliés.

CAISSE DE MONS.				CAISSE DU CENTRE.		
ANNÉES.	Nombre d'ouvriers des établissements affiliés.	Versement total à la Caisse de retraite.	Versement par tête.	Nombre d'ouvriers des établissements affiliés.	Versement patronal.	Versement par tête.
		Francs.	Francs.		Francs.	Francs.
1906	30,346	364,796 65	12 02	18,874	172,823 58	9 16
1907	31,394	411,364 29	13 10	18,740	188,133 21	10 03
1908	30,714	370,728 69	12 07	18,531	179,351 12	9 67

Il n'est pas possible d'étendre le calcul qui précède aux opérations de la Caisse de prévoyance de Charleroi en vue de déterminer la part contributive des patrons au service de la retraite, les cotisations versées de ce chef étant confondues avec celles payées pour le service des pensions accordées pour accidents.

Quoi qu'il en soit, les sommes payées actuellement par les patrons doivent être considérées comme inférieures, d'une manière générale, au taux de 15 francs prévu dans le projet.

2^e Question.

Le régime transitoire établi par le projet n'est-il pas défavorable à la moyenne des ouvriers. Quelle est la moyenne des pensions accordées à tous les ouvriers ?

Réponse.

Non, l'article 5 du projet de loi prescrit expressément que les statuts stipuleront la continuation des pensions en cours et réserveront, pour la pension transitoire aux ouvriers occupés dans les exploitations affiliées, des avantages éventuels au moins équivalents à ceux déterminés au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

DISCUSSION DES ARTICLES.

Les chiffres produits dans ce rapport montrent quelle serait ici la situation des ouvriers mineurs, si dès 1900 ils avaient bénéficié des avantages de la loi sur les pensions de vieillesse. A ce point de vue le projet actuel paraît être la réparation d'une erreur de la législature qui en 1900 n'a pas osé assimiler les caisses de prévoyance aux sociétés mutualistes reconnues.

Mais à ceux qui veulent demander à la loi la complète réparation des conséquences défavorables, il y a lieu de faire remarquer que si les caisses de prévoyance n'étaient pas assimilées aux mutualités de retraites, les mineurs personnellement étaient mis dans la même situation que tous les autres ouvriers et qu'ils auraient pu comme eux créer des organismes ou s'affilier à des organismes ayant pour but l'affiliation de leurs membres à la Caisse de retraite.

Grâce à la puissance des organisations qui les groupent, les mineurs auraient pu être les initiateurs d'un mouvement général qui aurait eu pour résultat de créer, à côté des caisses de prévoyance telles qu'elles existent légalement, des caisses de mutualité, à l'instar de ce qui existe pour les autres catégories d'ouvriers.

La question des pensions, nous croyons l'avoir démontré, aurait été bien près d'être résolue définitivement.

Il semble bien cependant que les dirigeants ne l'ont pas compris et que, au lieu de montrer les avantages de la loi de 1900, au lieu de pousser à suivre l'exemple donné dans les autres professions, ils se sont obstinés à ne montrer que les lacunes alors qu'il y avait à souligner les avantages.

Ce manque d'initiative, ce défaut de tactique a nui uniquement aux ouvriers, mais les faits sont les faits, rien ne sert de récriminer, il s'agit pour le législateur de 1910 de réparer, autant que faire se peut, les erreurs commises durant la période 1900-1910.

Un principe doit rester hors de discussion. Les faveurs faites aux mineurs doivent en stricte logique être accordées aux autres ouvriers belges.

Qu'on tienne largement compte de la situation que nous énonçons plus haut sur le régime transitoire, nul n'y contredira. La bonne volonté des uns, un large esprit de conciliation des autres doivent faire accepter pour ceux qui tombent dans la période transitoire des concessions acceptables, désirables par tous. Mais pour le régime normal des pensions de vieillesse, il nous paraît impossible de modifier les principes de la loi de 1900.

C'est par ces brèves considérations approuvées par l'initiative des membres de la Commission qui ont pris part aux discussions que la Chambre

devra trouver l'explication des votes sur ces articles et sur des amendements présentés.

Les articles 1, 2 et 3, qui énoncent les principes et les règles de l'assimilation des caisses de prévoyance aux sociétés mutualistes, n'ont provoqué d'autre opposition que les réserves des partisans du système financier de la répartition.

La loi de 1900, système de la liberté subsidiée, suppose le livret individuel, l'ouvrier maître de sa pension. Dans le système de la répartition, le livret individuel n'existe pas, il n'a pas de raison d'être. La personnalité de l'ouvrier, si on peut dire, disparaît, il ne reste que la qualité et l'âge, conditions essentielles mais uniques à l'obtention de la pension.

Des membres ont proposé de fixer la contribution de l'État à une somme de 180 francs, qui viendrait s'ajouter au produit des versements de l'exploitant et de l'ouvrier et employé, acquis après une durée de vingt-sept ans de versements. Cette proposition n'a pas été admise; elle ne saurait cadrer avec les dispositions de principe de la loi belge, elle trouverait peut-être sa place dans la discussion d'une loi d'assurance obligatoire; en réalité elle porte la participation de l'État au triple de ce qu'exige la loi allemande.

* * *

Au § 5 et dernier de l'article 4, un membre a proposé de rendre les versements obligatoires pour l'ouvrier et l'exploitant, jusqu'à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance; de plus, jusqu'à l'organisation de l'assurance contre l'invalidité prématurée, tout ouvrier aurait la faculté d'abaisser à 55 ans l'âge de l'entrée en jouissance. Le total des cotisations ne serait pas inférieur à 3 % du montant du salaire moyen du mineur de la dernière période décennale, il est porté à une somme de 36 francs par assuré, à supporter moitié par l'exploitant, moitié par l'ouvrier.

La Commission n'a pas cru devoir admettre ces amendements.

L'auteur de la proposition perd de vue que l'économie de la loi de 1900 est de procurer à l'ouvrier une pension suffisante que le législateur estime à 360 francs. Muni de cette rente, l'ouvrier est censé à l'abri du besoin, libre à lui d'augmenter la pension qu'il veut s'octroyer. Allouer indéfiniment des subsides, quel que soit le taux de la pension, serait imposer à l'État et aux patrons une charge injustifiée en même temps qu'étrangère à toute conception de pension ouvrière.

Il est vrai que, dans l'idée de l'auteur de la proposition, l'État devrait se contenter de parfaire la pension en ajoutant annuellement une somme déterminée et uniforme. Si l'État se contentait de faire un versement annuel en faveur et au profit du pensionné après l'entrée en jouissance, l'amendement n'aurait aucune influence sur sa participation. Quels que soient, en effet, les versements de l'ouvrier et du patron, l'État sous ce régime, qui ne serait autre que le régime de la loi allemande, ajoute la même somme. Sous le régime de la loi de 1900, les affiliés reçoivent annuellement leur prime.

L'octroi des primes cesse pour l'affilié qui a fait des versements dès qu'une pension de 360 francs lui est acquise.

Le principe de l'amendement devrait d'ailleurs être général et s'appliquer à tous les ouvriers. Jusqu'à présent, on est généralement d'accord à dire que l'État ne doit intervenir que pour faciliter l'obtention de la rente de 360 francs.

Régime transitoire.

Un membre propose de modifier l'article 3 :

« Les pensions acquises dans la période transitoire seront complétées à concurrence de 360 francs par le concours de l'État et de l'exploitant. L'État fera au titulaire l'avance de l'intégralité de la différence et en recouvrera le tiers sur les chefs d'exploitation et la Province.

» Des arrêtés royaux régulent le recouvrement en tenant compte de la diversité actuelle des mesures de prévoyances dans les différents districts miniers.

» Si la part contributive de l'État, d'après la disposition précédente, est inférieure à 180 francs, l'excédent sera ajouté à la pension minimum de 360 francs. »

La Commission, pour les motifs énoncés plus haut, s'est montrée favorable à l'idée de favoriser les ouvriers mineurs. Par quatre voix contre trois abstentions elle a porté la pension moyenne de 144 à 360 francs, se réservant de chercher toutefois quelle sera la part d'intervention de l'État, des patrons et des provinces dans la constitution de la pension.

Enfin, elle s'est ralliée à l'idée de voir les dispositions de la loi s'appliquer aux employés des mines d'un traitement inférieur à 3,000 francs.

L'ensemble de la loi a été voté par quatre voix contre deux.

Le Rapporteur,

ALP. VERSTEYLEN.

Le Président,

COOREMAN.

NOTE DE MINORITÉ

Les travailleurs des mines seront sans doute, par l'intérêt qu'inspire leur périlleux labeur, par l'évolution normale de leurs institutions de prévoyance, et grâce à la puissance de leur organisation, les premiers bénéficiaires d'un système d'assurance obligatoire, réalisant le concours de l'employé, de l'employeur, de l'État, et reconnu enfin seul vraiment efficace. Mais ils ne réclament aucun privilège, ils ne veulent être que des initiateurs; les principes qui leur seront appliqués s'étendront à tous les travailleurs, et la solution du problème dans les mines n'est qu'une partie d'une solution générale : générale et synthétique, car elle embrasse dans leur connexité nécessaire les deux aspects de l'invalidité qui sont aujourd'hui encore séparés. C'est à ce point de vue que nous nous sommes placé, c'est cette solution générale que nous avons sans relâche poursuivie, M. Warocqué dans son projet, et nous même depuis le dépôt, dès 1897, d'une proposition de loi; nous sommes résolu à le défendre devant d'autres sections et devant la Chambre; mais écarté par un vote de cette Commission, nous n'avons pas eu un instant la pensée de nous désintéresser de la solution du problème, tel qu'il est posé par le projet de loi à l'égard des mineurs, seulement il restera pour nous une partie de l'édifice dont le plan général est sans cesse sous nos yeux, et nous reprendrons toute la question devant la Chambre.

Le projet comprend un régime normal et un régime transitoire. Les observations dont il sera l'objet, les propositions qu'il suggère se rattachent principalement à la pension de vieillesse, comme il est nécessaire, mais elles impliquent l'organisation immédiate de l'assurance contre l'invalidité prématurée.

§ 1^{er}. — Régime normal.

L'objet exclusif du projet est en effet la pension de retraite des ouvriers des mines. Il se distingue par là de la législation et des institutions allemandes, et se rapproche de la législation française. Dans les mines de Westphalie, les ouvriers au nombre de 350,000 sont assurés par l'*Allgemeine Knappschaftsverein zu Bochum*, la Caisse générale de secours et de retraite des mineurs du bassin rhénan westphalien.

L'invalidité est couverte comme invalidité professionnelle minière, en

même temps que des secours et des pensions sont assurés aux veuves et aux orphelins.

C'est là un service régi par la législation prussienne des mines; l'invalidité l'est en même temps par la loi d'Empire, sous les deux formes d'incapacité de travail que prévoit le législateur de 1889-1899, c'est-à-dire comme incapacité présumée par l'âge quand le mineur atteint 70 ans, et incapacité *prouvée*, quand il justifie que le salaire ne dépasse plus le tiers de ce que gagnent en général les travailleurs dans le même emploi. La Caisse professionnelle des mineurs a été autorisée par la loi à accomplir le service de la loi d'Empire. C'est une fusion plus complète et plus avantageuse à la fois des deux services que les ouvriers réclament aujourd'hui, mais l'œuvre n'en est pas moins déjà vraiment organique, embrassant toute l'étendue du risque d'invalidité.

Faisons abstraction de l'assurance maladie obligatoire qui réclame 2 % des salaires à charge de l'exploitant, et 2 % à charge de l'ouvrier. En 1908, en éliminant cette quotité des données rigoureusement exactes rassemblées pour la Conférence de La Haye ⁽¹⁾, j'obtiens les résultats que voici :

	Marks.	Francs.
A la charge de l'ouvrier. . . .	52 16	65 20
A la charge du patron	52 04	65 03
	104 20	130 23

En ajoutant les charges de l'assurance contre les accidents qui pèsent exclusivement sur l'industriel, on obtient :

	Marks.	Francs.
Charges de l'ouvrier.	52 16	65 20
Charges du patron	88 60	110 75

La charge de l'invalidité professionnelle et des veuves et orphelins s'élève donc à fr. 65.20 pour l'ouvrier et fr. 65.03 pour le patron. Le calcul établit que pour le service de la loi d'Empire, elle s'élève à 9 marks 18 pour l'ouvrier et 9 marks 18 pour le patron. Nous avons donc :

	OUVRIER. Marks.	PATRON. Marks.
Invalidité et veuves Caisse professionnelle.	42 98	42 86
Invalidité loi de l'Empire	9 18	9 18
	52 16	52 04

Ces charges ont été élevées de 1907 à 1908 de 12 % pour l'ouvrier, de 43.5 % pour la mine. On ne comprend pas dans ces calculs la somme de 50 marks que l'Empire ajoute aux pensions à leur liquidation.

(1) *L'assurance dans les mines de Westphalie.* (BULLETIN DES ASSURANCES SOCIALES, 1910, n° 3, pp. 268 et suiv.)

En admettant un salaire annuel moyen de 1,370 marks, l'invalidité et la vieillesse, le service des veuves et orphelins compris, pèsent d'un poids d'environ 4 % du salaire à charge de l'ouvrier, juste 3.80 % et à peu près exactement la même quotité pour le patron. La charge d'Empire y comprise est de 0.67 % des salaires pour l'ouvrier, 0.67 % pour le patron.

La notion d'invalidité est d'une importance si décisive dans l'assurance ouvrière, que si l'on prend en 1908 le nombre total des mineurs pensionnés on n'en trouve que 264 touchant la pension de vieillesse, tandis que 14,145 ont à un âge antérieur à 70 ans été frappés de l'incapacité légale de travail. L'âge moyen de l'invalidité ouvrière était en 1908 dans les mines, de 41 ans 8 mois, ce qui implique des invalides à un âge bien inférieur; la durée moyenne des services au moment de l'invalidité pour maladie était de 20 ans 8 mois.

Les rentes moyennes recueillies par les invalides du travail dans les mines de Westphalie sont de deux ordres d'après ce qui précède : ils reçoivent du service minier de la Caisse des pensions une rente dont la moyenne était en 1907 de 227 marks 28; jusque là on déduisait de cette rente une partie de la rente d'invalidité du service de l'Empire. Cette déduction est supprimée depuis 1908, et la rente du service de la Caisse atteint 275 marks 33 en moyenne; il faut y ajouter la rente moyenne du service de l'Empire, 192 marks 02. Le total de ces deux rentes moyennes serait ainsi de 467 marks 35, c'est-à-dire 584 fr. 20. Il nous est impossible de déterminer les rentes effectives inférieures à cette moyenne.

En France, l'œuvre est plus étroite et plus empirique : la loi du 29 juin 1894 a institué, depuis le 1^{er} juillet 1895, une retenue obligatoire de 2 % sur le salaire, et une contribution égale de l'exploitant à verser sur livret individuel à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. L'entrée en jouissance est fixée à 55 ans, elle peut être différée, mais les versements cessent à partir de là d'être obligatoires : l'ouvrier peut continuer à verser, mais l'obligation corrélatrice de l'exploitant n'existe plus. L'exploitant verse au profit de chaque ouvrier et employé 4 % de son salaire, dont la moitié est prélevée sur le salaire même. Ces versements sont en principe à capital abandonné.

Le Ministère du Travail en France a réuni diverses données relatives aux rentes acquises en 1905 et aux rentes probables à 55 ans. Les versements commencent à 14 ans, les rentes s'élèvent à 55 ans à une moyenne de 468 francs sans aucune subvention de l'État ⁽¹⁾. Désormais la subvention prévue par la loi de 1910 sur les retraites viendra s'y ajouter.

Le régime normal du projet de loi impose le versement annuel d'une somme fixe, constante, 15 francs à l'ouvrier, un versement équivalent au patron. L'intervention de l'État est, conformément à la loi de 1900, de 60 centimes par franc, dès lors d'une somme fixe : 9 francs par ouvrier.

(1) *Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs*, 1909, p. 17. L'auteur de deux remarquables articles du *Journal de Liège* ne fait pas mention de ce régime antérieur à 1910, et resté en vigueur.

Je dois condamner dans ce projet l'insuffisance des versements du chef d'entreprise et de l'ouvrier, et l'insuffisante participation de l'État.

Remarquons d'abord que les charges actuelles que les chefs d'entreprise s'imposent à eux-mêmes sont, dans le plus grand nombre des cas, supérieures au taux légal proposé. Assurément elles ne sont pas rigoureusement comparables à celles du projet, et leur objet est plus ou moins complexe suivant les bassins : mais leur importance mise en rapport avec la complexité des services nécessaires qu'elles alimentent, et l'insuffisance de chacune des solutions partielles, jointe à l'expérience allemande, révèle que l'on doit affronter de grands sacrifices.

Charges actuelles par ouvrier moyen.

	Pour cent.	1906 — Francs.	1909 — Francs.
Liège	2.00	27.58	26.62
Namur.	1.50	21.30	»
Charleroi	1.50	21.21	19.86
Centre.	0.70	9.20	»
Mons	1.00	12.10	»
Luxembourg	0.75	»	»

Sur une moyenne des salaires de 1,284 francs, la prime de 15 francs représente 1.17 %, alors que la charge actuelle est de 2 % à Liège, 1.5 % à Charleroi et Namur. La moyenne des salaires de 1895 à 1909, à Liège, est de 1,243 francs, la prime de 15 francs en représente les 1.20 %, alors qu'elle atteint aujourd'hui 2 %. L'écart brut est, on le voit, considérable, bien que les charges de la retraite ne semblent dépasser nulle part 1 %.

Il y a donc, en 1906, 83,618 ouvriers des mines sur 139,394 bénéficiant du taux supérieur d'une contribution destinée, d'ailleurs, répétons-le, à un service plus complexe de prévoyance, c'est-à-dire 60 %.

Mais ce qui caractérise spécialement le projet de loi du Gouvernement, c'est que l'obligation du versement de 15 francs n'est maintenue, à l'égard du chef d'exploitation, comme de l'ouvrier, que pendant le temps nécessaire pour assurer à 60 ou 65 ans une rente *minimum* de 360 francs. Ce chiffre atteint, toute obligation cesse, et l'auteur du projet montre que, en opérant dès l'âge de 14 ans les versements obligatoires, on éteint à 23 ans l'obligation de verser. Sans doute les versements volontaires de l'ouvrier peuvent se prolonger au delà de cette limite, et l'exposé s'applique à établir que les pensions pourront aussi, selon que l'âge d'entrée en jouissance sera 60 ou 65 ans, atteindre par la continuité des versements volontaires 439 ou 600 francs. Je ne puis à aucun point de vue admettre un système qui rompe, plus de quarante ans avant l'échéance, toute solidarité entre l'exploitant et l'ouvrier, et abandonne celui-ci à lui-même. Dans aucune législation

consacrant l'intervention patronale obligatoire, on ne l'a suspendue avant l'âge de l'entrée en jouissance. Dans les caisses de prévoyance actuelles qui consacrent l'intervention patronale, celle-ci se traduit uniformément par une quotité de la masse des salaires, c'est-à-dire qu'elle présente une continuité absolue. C'est là précisément le grand aspect moral des solutions de ce grave problème. L'obligation patronale naît de la réaction du législateur contre l'insolidarité absolue du régime de la libre concurrence; le lien de solidarité que des penseurs immortels, comme Sismondi, ont réussi à faire renouer entre le capital et le travail, dans la phase capitaliste de cette évolution, pour produire ses effets au delà de la période d'activité productrice de l'ouvrier, doit subsister pendant toute cette période; il subsiste aussi longtemps que le contrat de travail subsiste, il implique que le salaire normal doit renfermer les primes contre tous les risques atteignant le travailleur, et que l'employeur doit participer à des primes encore si insuffisantes. Rien ne serait plus contraire à l'évolution économique, aux aspirations ouvrières légitimes; je trouve désastreux de dire au chef d'industrie : voici un enfant de 14 ans qui te servira pendant un demi-siècle, ta dette légale de solidarité sera éteinte dans moins de dix ans. J'ai le sentiment de la puissance d'apaisement qu'aura une solution à la fois organique et vraiment humaine de la question des assurances ouvrières. L'assurance si longtemps attendue contre l'incapacité du travail est, à mes yeux, l'un des éléments d'un pacte solennel destiné à réaliser un minimum d'équilibre stable dans la société et, par là, à permettre de franchir la phase de l'antagonisme social qui laisse subsister, dans une société industrielle, l'empreinte des sociétés guerrières, et par là même, d'accomplir dans des conditions plus pacifiques la transformation inévitable que le socialisme porte en lui.

Dans une série de congrès internationaux et nationaux, dont le plus récent date d'un mois à peine, les mineurs belges ont, par leur adhésion persistante aux dispositions essentielles d'une proposition de loi déposée le 27 novembre 1900 par le regretté Alfred Defuisseaux, fait connaître la solution à laquelle ils aspirent : après trente ans de travail pour les ouvriers du fond, après trente-cinq ans pour les ouvriers de la surface, la pension de 600 francs; cependant, par suite du mode de constituer la réserve dans ce projet, le montant de la pension se réduit à 450 francs de 50 à 55 ans, à 500 francs de 55 à 65 ans, à 550 francs de 65 à 70 ans, pour ne s'élever qu'alors à 600 francs. Quant à l'invalidité prématurée, la pension est acquise à l'âge de la retraite, sans justification de la durée normale des services, et à cet âge seulement. Pour réaliser ce projet, l'auteur a cru indispensable d'exiger de l'exploitant et de l'ouvrier des versements de 3 % du montant des salaires, et de l'État un concours égal aux deux tiers de ces contributions.

A ces quotités s'opposent, dans le projet de M. Warocqué, les réductions extrêmes des cotisations des patrons et des ouvriers mineurs, qui sont ramenées à la moitié des cotisations dans les autres industries, à environ fr. 0.60 et 0.70 du montant des salaires, alors qu'elles sont aujourd'hui portées à un taux supérieur. L'auteur de ce projet, dont le mérite incontestable

est dans la sécurité absolue qu'il tend à donner à tous les travailleurs, vieux et invalides, invoque la cruelle importance du risque-accident. Si ce risque servait de règle, il faudrait privilégier d'autres industries, et proportionner à ce risque les contributions à la Caisse de retraite, ce qui en ruinerait la base scientifique, et, pour maintenir ce privilège du patron et de l'ouvrier mineurs, il faudrait peser sur la masse des petits salaires; on oublie enfin que la prime de l'assurance-accident s'incorpore au coût de production, et se répercute sur l'acheteur du produit.

Sans s'arrêter aux systèmes, le devoir impérieux, à mes yeux, est de chercher à se rapprocher de la solution vers laquelle tendent les ouvriers, et dont les exemples étrangers cités plus haut révèlent la légitimité et la possibilité. Il faut faire cette recherche en tenant compte de la relativité historique, des conditions de concurrence entre nations, de l'importance des charges financières qu'entraîne la généralisation même des réformes.

L'âge de la retraite est nécessairement arbitraire dans tout système qui détache l'invalidité présumée de l'invalidité justifiée.

En adoptant 60 ans pour l'ouvrier du fond, 65 ans pour celui de la surface comme âge de l'invalidité présumée, même en adoptant, avec Deluiseaux, 50 et 55 ans, on laisse de côté des invalides prématurés; de même la vie active se prolonge au delà de ces âges limites : quand on considère la pension de retraite à part, on tend à abaisser l'âge de l'entrée en jouissance; seul le système allemand, qui synthétise les formes d'invalidité, peut réaliser une justice complète. La statistique révèle dans quelle mesure le travail fléchit avec l'âge. J'ai montré ailleurs que la courbe des âges dans les mines s'abaisse plus rapidement après 50 ans que dans l'industrie en général. Témoignage évident de la décroissance rapide de la puissance d'adaptation de l'ouvrier âgé; le tableau suivant montre qu'après 50 ans surtout le travailleur du fond tend à remonter à la surface.

Nombre proportionnel d'ouvriers occupés (1898).

	MINES.		Industries en général.
	Travail du fond.	Surface.	
De 12 à 16 ans	6.33 %	15.71 %	»
De 16 à 20 ans	11.88	17.11	»
De 20 à 25 ans	25.48	12.37	»
De 25 à 30 ans	15.44	9.99	»
De 30 à 35 ans	14.15	8.97	»
De 35 à 40 ans	11.99	8.39	»
De 40 à 45 ans	9.40	7.07	»
De 45 à 50 ans	6.64	6.45	»
De 50 à 55 ans	4.48	5.33	»
De 55 à 60 ans	2.84	4.40	»
Au-dessus de 60 ans	1.37	4.21	»
TOTAUX.	100.00 %	100.00 %	»

Nous sommes invinciblement exposés à l'arbitraire.

On ne peut adopter d'âge de la retraite qu'en réservant l'organisation de la pension contre l'invalidité prématurée. C'est sous cette réserve formelle que peut être acceptable le droit de faire liquider sa pension à 55 ans, comme en France. Les versements obligatoires ne vont pas dans le projet jusqu'à un tel âge, à l'encontre de ce qui a lieu en France. En considérant à la fois l'accroissement de la cotisation ouvrière et patronale, et les versements obligatoires jusqu'à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de la pension, nous avons examiné plusieurs hypothèses. Le Gouvernement, pour montrer l'efficacité de l'effort de prévoyance individuel, a surtout dû mettre en lumière les effets des longues années de versements. Voici les hypothèses :

1° Celle dans laquelle s'est placé le Gouvernement et où l'ouvrier prolonge seul les versements de 15 francs après que la pension de 360 francs à 60 ou 65 ans est acquise ;

2° Celle dans laquelle les versements de 15 francs sont accomplis à la fois par le patron et l'ouvrier jusqu'à l'entrée en jouissance ;

3° Celle dans laquelle les versements communs de l'ouvrier et du patron sont élevés à 1.5 % du montant des salaires ;

4° Celle dans laquelle ils sont portés à 2 %, taux admis pour le patron à Liège.

Nous constatons que les pensions *maxima* de 439 francs à 60 ans, de 600 francs à 65 ans, auxquelles l'ouvrier prolongeant seul les versements peut atteindre, exigent de quarante-six à cinquante et un ans d'affiliation continue, ce qui est extrêmement rare ; que les versements communs du patron et de l'ouvrier prolongés pendant les durées que les Caisses de prévoyance ont surtout réclamées, trente-cinq, trente ou vingt-sept ans (loi allemande de 1899), n'assurent des pensions voisines du minimum auquel les ouvriers aspirent qu'avec les taux de 1.5 et même 2 % des salaires.

Si nous nous prononçons ici pour le taux de 1.5 % du montant des salaires moyens des dix dernières années, établis dans les divers districts miniers, nous réservons par là tout entière et pour le moment le plus rapproché, l'assurance contre l'invalidité prématurée, et les charges inévitables et légitimes qu'elle entraîne : nous exprimons cette quotité dans nos calculs par des versements mensuels de fr. 1.50 à charge de l'ouvrier et du patron. Cette somme fixe de 18 francs pour chacun d'eux est un minimum sensiblement au-dessous du taux de 1.5 % ; ainsi la moyenne générale des salaires de 1900-1909 est dans le pays de Liège de 4,322 francs, ce qui donnerait à 1.5 %, fr. 19.83.

Voici quelles rentes seraient acquises pour ces versements indépendamment de l'allocation de l'État.

*Versements de 18 francs à charge respectivement de l'ouvrier
et du patron.*

Age au moment du premier versement.	Nombre d'années de versements			Montant de la pension acquise par les versements obligatoires de l'exploitant et de l'ouvrier		
	à 55 ans.	à 60 ans.	à 65 ans.	à 55 ans.	à 60 ans.	à 65 ans.
14 ans . . .	44	46	51	335 16	542 46	944 76
18 — . . .	37	42	47	273 60	446 40	779 76
20 — . . .	35	40	45	246 24	403 56	707 40
25 — . . .	30	35	40	186 12	310 32	549 72
28 — . . .	27	32	37	155 52	262 80	469 08
30 — . . .	25	30	35	137 16	234 "	420 48

Le taux de 2 % est consacré en France; on a vu qu'il est dépassé en Prusse. On peut mesurer l'influence de la charge de 1.5 % sur l'industrie; de 1900 à 1909, l'effet utile moyen est de fr. 167.80 à Liège. La charge de 18 francs correspond à 10 c^{mes} 8 par tonne. La moyenne des prix est de fr. 15.68 par tonne; la charge est de fr. 0.70, bien moins de 1 %. La moyenne des bénéfices à la tonne est de fr. 2.34; la charge patronale est de 4.6 % du bénéfice. Dans le Hainaut, de 1900 à 1909, l'effet utile moyen est de fr. 163.80; la charge par tonne serait de 11 c^{mes} 6; la moyenne des prix était de fr. 14.50, elle en représente 0.76 %; le bénéfice par tonne est de fr. 1.58 en moyenne : elle en représente les 7 %.

On peut constater, en comparant deux périodes décennales, qu'elle laisserait dans la seconde un bénéfice net par tonne bien supérieur encore à celui de la première, considérée sans aucune charge. En effet, de 1890 à 1899, le bénéfice moyen par tonne est de 1 franc dans le Hainaut; il est de fr. 1.58 de 1900 à 1909; déduction faite de la prime d'assurance, il serait encore de fr. 1.47. On doit donc comprendre que des sacrifices plus étendus pourront être réclamés pour réaliser l'assurance complète contre l'invalidité. En ordre subsidiaire, on peut consacrer la prolongation obligatoire des versements de 15 francs pour l'ouvrier et le patron jusqu'à l'entrée en jouissance.

*Versements de 15 francs à charge respectivement de l'ouvrier
et du patron.*

Entrée en jouissance à 60 ans.

Age du premier versement.	Age où la rente de 500 francs est acquise.	Rente acquise avec la prolongation des versements	
		de l'ouvrier.	du patron.
14 ans . . .	32	439 41	520 56
18 — . . .	44	400 08	442 83
20 — . . .	47	384 99	409 29
23 — . . .	"	360 83	362 18

Entrée en jouissance à 65 ans

44 ans . . .	23	600 90	854 70
48 — . . .	29	536 43	744 33
20 — . . .	32	504 37	652 42
25 — . . .	44	442 86	525 66
30 — . . .	52	390 26	424 64
32 — . . .	64	362 30	368 »

§ 2. — Concours de l'État.

A la rente produite par les versements des ouvriers et des exploitants doit s'ajouter la part contributive de l'État; réalisée par les versements successifs dans les systèmes du Gouvernement et de M. Warocqué, son intervention doit s'effectuer, dans ma pensée, comme dans le système allemand, par l'allocation d'une somme fixe ajoutée à chaque pension ouvrière et égale pour tous les travailleurs. Cette intervention correspond dans le système du Gouvernement à une contribution de 83 francs à la pension normale de 360 francs, elle est de 120 francs dans le système de M. Warocqué.

L'État est l'organe suprême de la solidarité sociale, sa fonction ici est la justice réparatrice : proportionner les allocations de l'État aux versements effectués par les intéressés, c'est, au moins dans certaines limites, favoriser les ouvriers à hauts salaires, et c'est en tout cas n'apporter qu'un insuffisant concours aux ouvriers à bas salaires.

Sous un régime de liberté subsidiée, c'est aggraver les inégalités chaque fois que l'ouvrier indigent ne peut vaincre les résistances qui compriment chez lui la prévoyance. L'obligation de l'assurance qui l'étend aux plus misérables, en incorporant une prime au salaire même par sa propre universalité, l'intervention financière uniforme de l'État sont des moyens puissants de relever les conditions des plus pauvres.

L'État est l'organe suprême de la solidarité sociale, son effort doit être de ramener les conditions sociales vers une norme; n'est-ce pas tendre à rapprocher les conditions, à réduire les inégalités que contribuer aux pensions uniformément en dépit de l'inégalité des salaires. N'est-ce pas là une expression supérieure de la justice? On en a le sentiment quand on élève la subvention de l'État pour les petits versements. C'est à cette méthode qu'ont encore recours les esprits généreux qui ont élaboré la proposition de loi du 12 novembre 1909. C'est un remède insuffisant. Il faut agir plus puissamment. L'un des grands mérites du système allemand est dans l'uniformité de l'allocation de l'Empire pour toutes les classes de salaires : mais l'imperfection du système actuel est dans la modicité des pensions (150 marks environ). C'est ce qui m'a déterminé à porter à 450 francs l'allocation de l'État dans une proposition d'assurance générale contre l'invalidité préma-

turée et la vieillesse. Je voudrais l'élever à 180 francs, c'est-à-dire à la moitié de ce minimum de 360 francs, autour duquel gravitent tant de projets. C'est l'ensemble des travailleurs et non les mineurs que nous considérons ici, et surtout la masse des plus pauvres. Il est clair que nous affrontons par là même des difficultés de deux ordres : celles qui dérivent de la grandeur de la charge ; celles qui dérivent de la nature des impôts propres à y faire face. En considérant comme fixe une population d'ouvriers et d'employés de 1,406,876 à 1,837,009 personnes ⁽¹⁾, on peut tenter une évaluation sommaire. On a porté à 12.60 % du nombre des assurés, le nombre des pensionnés du chef d'invalidité et de vieillesse au bout de cinquante ans. Le fardeau serait, dès lors, de 31,907,880 à 41,663,340 francs pour 177,266 ou 231,463 pensionnés en 1960 ; il est lourd à porter sans doute, et encore il faudra y ajouter l'assurance volontaire des artisans, cultivateurs, petits commerçants ou industriels et la part de l'État dans l'assurance contre le chômage, mais la charge représente une somme formidable de sécurité, d'énergie morale, de confiance ; elle est un gage de solidarité inappréciable et de paix sociale.

Et cette charge est graduelle.

Si nous avions commencé en 1889, il y aurait eu, en 1902, 5 % de pensionnés, soit, sur 1,837,009 travailleurs belges, 91,850, une dépense, à 180 francs, de 16,533,000 francs après douze ans.

En 1908, en supposant le nombre d'assurés constant, on eût eu 6.6 % de pensionnés ou 121,222, soit une charge de 22 millions. On a ainsi le temps d'orienter une politique financière rationnelle, efficace et juste.

Les charges budgétaires n'ont pas encore atteint, en Belgique, la grandeur de celles qui retardent ou paralysent l'effort social des nations étreintes encore plus que notre pays par le militarisme : le poids de l'impôt par tête est, en Angleterre, de fr. 63.19 ; en France, de fr. 70.65 ; en Belgique, il est de fr. 39.21 ; il est encore possible de tenter de profondes réformes.

Les impôts doivent avoir ce double caractère d'être assez élastiques et productifs, de n'aggraver ni la situation de l'industrie ni celle des travailleurs eux-mêmes. C'est encore là une raison de faire peser sur l'État une large part du service des pensions. J'ai non seulement signalé certains de ces impôts, mais tenté d'en traduire la pensée en projet : telle la transformation

(1) En combinant les recensements industriel et agricole de 1896 et celui de la population de 1900 :

	Hommes.	Femmes.	Total.
Ouvriers agricoles	192,012	55,458	247,470
Ouvriers des professions industrielles.	865,353	268,237	1,133,590
Employés de commerce	17,529	8,287	25,816
	1,074,894	331,982	1,406,876
Autres ouvriers, petits employés, domestiques	206,415	223,718	430,133
TOTAUX.	1,281,309	555,700	1,837,009

progressive de la contribution personnelle en impôt général sur le revenu ⁽¹⁾; telle la revision des droits de succession permettant d'atteindre la fortune mobilière ⁽²⁾; telle la transformation, même partielle, du droit de mutation en impôt sur la rente foncière, surtout urbaine; telle une taxe militaire ⁽³⁾. Que les classes dirigeantes acceptent une pareille transformation fiscale, qui est nécessairement progressive, et elles donneront, par cet acte de solidarité, un gage inappréciable à la paix sociale et au progrès pacifique de la nation. Des consommations stériles ou nuisibles, comme le tabac, supporteraient une partie du fardeau.

Voici quel serait le montant des pensions des mineurs avec l'allocation fixe de l'Etat :

Pensions acquises par les versements de 18 francs à charge respectivement de l'ouvrier et du patron, en y ajoutant la contribution de l'Etat.

Age au moment du premier versement.	Nombre d'années de versements			Rente acquise par les versements de l'ouvrier et du patron avec l'allocation de l'Etat		
	à 55 ans.	à 60 ans.	à 65 ans.	à 55 ans.	à 60 ans.	à 65 ans.
14 ans. . .	44	46	51	515 16	722 46	1,121 76
18 — . . .	37	42	47	453 60	626 40	954 76
20 — . . .	35	40	45	426 24	583 56	887 40
25 — . . .	30	35	40	366 12	490 32	749 72
28 — . . .	27	32	37	335 52	442 82	649 08
30 — . . .	25	30	35	317 16	414 »	600 48

Il faut en ordre subsidiaire établir les pensions atteintes dans deux hypothèses moins favorables aux ouvriers. Dans la première, la subvention de l'Etat reste de 180 francs.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE (subsidiaire).

Versements continus de 15 francs par le patron et l'ouvrier.

Pension à 60 ans.

Age du premier versement.	Durée des versements.	Pensions acquises par les versements de l'ouvrier et du patron.	Subvention de l'Etat.	Total.
14 ans. . .	46	454 80	180	634 80
18 — . . .	42	372 »	180	552 »
20 — . . .	40	336 30	180	516 30
25 — . . .	35	258 60	180	538 60
30 — . . .	30	195 »	180	375 »
33 — . . .	27	162 30	180	342 30

(1) Voir notre proposition de loi établissant un impôt général sur le revenu et modifiant la contribution personnelle (6 décembre 1901, *Doc. parl.*, n° 23).

(2) Voir notre proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1851 sur les successions (annexe au n° 24 du 6 décembre 1851).

(3) Voir séance du 21 décembre 1897, n° 40.

Pension à 65 ans.

14 ans.	. . .	51	784 80	180	964 80
18 —	. . .	46	649 80	180	829 80
20 —	. . .	45	589 50	180	769 50
25 —	. . .	40	458 10	180	638 10
30 —	. . .	35	350 40	180	530 40
33 —	. . .	32	285 50	180	465 50
35 —	. . .	30	262 50	180	442 50
38 —	. . .	27	217 50	180	397 50

Avec la fixité de la part absolue de l'État, sa participation proportionnelle décroît à mesure que croît la pension due aux versements du patron et de l'ouvrier. Dans le cas de la pension à 60 ans, la proportion s'abaisse de 50 à 30 %; dans le second cas, de près de 50, à moins de 20 %.

La seconde hypothèse consiste simplement à prolonger l'intervention de l'État admise par la loi de 1900, en même temps que celle du patron, sur les bases du projet du Gouvernement; il n'y a aucun principe qui enchaîne le législateur aux limites assignées par la loi de 1900, alors surtout qu'il en transforme les bases essentielles en rendant obligatoire la participation de l'ouvrier et de l'entrepreneur.

Dans cette hypothèse on remarquera que la part de l'État, proportionnellement constante, croît absolument avec l'élévation des pensions.

TROISIÈME HYPOTHÈSE (subsidaire).

Pension à 60 ans.

Age du premier versement.	Rente d'après le projet avec versements prolongés de l'ouvrier jusqu'à l'entrée en jouissance	Complément du aux versements prolongés du patron (15 francs).	Complément du aux versements prolongés de l'État (9 francs).	Rente totale.
14 ans . .	439 41 +	81 15 +	48 69 =	569 25
18 — . .	400 08 +	42 75 +	25 65 =	468 48
20 — . .	384 99 +	24 30 +	14 58 =	423 87
25 — . .	360 83 +	1 35 +	0 81 =	362 99

Pension à 65 ans.

14 ans . .	600 90 +	241 80 +	144 72 =	987 42
18 — . .	536 13 +	175 20 +	105 12 =	816 45
20 — . .	504 37 +	147 75 +	88 65 =	740 77
25 — . .	442 86 +	82 80 +	49 68 =	575 34
30 — . .	390 26 +	31 35 +	20 97 =	442 58
33 — . .	362 30 +	5 70 +	3 42 =	371 42

Dans cette hypothèse, si la part proportionnelle de l'État dans le total

reste constante, sa part absolue va de 83 francs à 134 francs pour les pensions à 60 ans, et de 83 francs à 217 francs pour les pensions à 65 ans. Les inégalités sont plus grandes entre les pensionnés que dans les deux autres hypothèses. On pourrait dans cette hypothèse suspendre l'intervention de l'État, dès qu'une rente de 600 francs est acquise.

§ 3. — Régime transitoire.

Le régime transitoire proposé par le Gouvernement est applicable aux ouvriers qui, à raison de leur âge, ne comptent plus assez de versements pour atteindre le résultat poursuivi dans le régime définitif : la pension de 360 francs. Ce régime prolonge celui des Caisses de prévoyance jusqu'au régime définitif nouveau. La Caisse de prévoyance est considérée comme leur débitrice de la rente de vieillesse qu'elle assurait : à Mons, cette rente s'élevait à 144 francs; dans le Centre, de 180 à 240 francs; à Namur, à 120 francs; à 100 francs à Charleroi; à Liège, de 132 à 180 francs.

De cette rente on déduit, jusqu'à l'âge de 60 ou 65 ans, le montant de la rente produite par la cotisation patronale de 15 francs conformément au régime nouveau; on y ajoute le montant de la rente que les versements annuels du régime nouveau, faits par l'affilié, le patron, l'État, peuvent produire en appliquant les subventions accrues selon l'âge d'après la loi de 1903 : au projet du Gouvernement s'incorpore cette loi sans aucune modification. La rente nette qui résulte de ces opérations combinées va s'élevant à mesure que l'on s'éloigne de l'âge de la retraite, qui est de 60 ou de 65 ans, jusqu'à atteindre les 360 francs du régime définitif.

Ce qui résulte donc du système transitoire proposé, c'est qu'un nombre plus au moins considérable d'ouvriers, les plus âgés, n'atteindront jamais la rente de 360 francs, considérée cependant comme correspondant au *minimum* d'existence.

Pour rendre sensible cette graduation des rentes, le Gouvernement a choisi l'exemple de Mons, et il résulte du tableau même dressé par lui, que cette rente ne sera acquise qu'aux ouvriers ayant, au moment de la mise en vigueur de la loi, moins de 34 ans. M. le Rapporteur a bien voulu reproduire l'évaluation que j'ai donnée de cette partie déshéritée de la population minière. En me basant sur de remarquables données statistiques publiées en 1891 par M. le Directeur général des Mines Arnould, dans un *Projet d'affiliation des ouvriers mineurs à la Caisse de retraite* ⁽¹⁾, j'avais porté, pour 1906, à 47,339 le nombre de ceux qui n'atteindront jamais ce *minimum*. Des calculs plus récents de M. Dejardin sur la répartition des âges dans les mines de houille, insérés dans une étude sur la répartition et les salaires des ouvriers des charbonnages belges en 1898 ⁽²⁾, me permettent de me rapprocher davantage de la vérité.

(1) *Projet d'application des ouvriers mineurs à la Caisse de retraite.*

(2) DEJARDIN, *La répartition dans les mines de houille.*

Voici le tableau que j'ai dressé en appliquant à la population minière de 1908 la répartition des âges de 1898. On constate que les rapports restent sensiblement constants.

Ouvriers de 35 ans et plus en 1908.

Age.	Fond.	Surface.	Total.
35 ans et plus . . .	38,830	14,169	52,999
Plus de 60 ans. . .	1,448	1,664	3,112
De 55 à 60 ans . . .	3,003	1,739	4,742
De 50 à 55 ans . . .	4,737	2,107	6,844
De 45 à 50 ans . . .	7,021	2,549	9,570
De 40 à 45 ans . . .	9,941	2,794	12,735
De 35 à 40 ans . . .	12,680	3,316	15,996
	38,830	14,169	52,999
Ouvriers de tout âge en 1908.	105,753	39,527	145,280

Si l'on adopte l'exemple publié par le Gouvernement, celui des mines du Couchant de Mons, où la pension garantie par la Caisse de prévoyance est de 144 francs, on constate les résultats suivants : les survivants des 3,112 ouvriers ayant aujourd'hui plus de 60 ans, toucheront une pension d'environ 169 francs; les survivants des 4,742 ouvriers ayant de 55 à 60 ans auront, à partir de 1920, une pension d'environ 199 francs; ceux des 6,844 ouvriers ayant de 50 à 55 ans auront 232 francs à partir de 1925; les survivants des 9,570 ouvriers ayant de 45 à 50 ans auront 265 francs en 1930; ceux des 12,735 ouvriers ayant de 40 à 45 ans auront 292 francs en 1935; enfin, les survivants des 15,996 ouvriers ayant de 35 à 40 ans recueilleront, en 1940, une pension de 348 francs.

Ce régime créerait les inégalités les plus pénibles. Ainsi l'ouvrier du Centre, ayant 46 ans aujourd'hui, atteindrait, vers 1928, la rente de 360 francs, alors que l'ouvrier de Mons, à cette époque, n'aurait que 239 francs de rente, et celui de Charleroi, fr. 191.25. La transition de trente ans, à Mons, ne serait que de dix-huit ans dans le Centre, et d'environ trente-cinq ans, à Charleroi. Ce système doit être radicalement transformé, et le principe de l'uniformité du minimum de pension consacré, dès aujourd'hui, pour tous les ouvriers mineurs atteignant l'âge de la retraite. On ne nous dit même pas ce qu'il adviendra des ouvriers des charbonnages actuellement non affiliés. Le système transitoire, avec cette gradation ingénieuse du montant des retraites, n'est autre chose qu'une combinaison du système de la capitalisation, qui est l'essence du projet définitif, avec celui de la répartition inhérent aux caisses de prévoyance,

et partiellement incorporé à la loi de 1903. L'erreur du projet est de considérer l'intervention financière de l'État comme fixée définitivement par la loi de 1903. L'augmentation des contributions de l'État consacrée par elle est à la fois inefficace sous le régime de la liberté subsidiaire, parce qu'elle ne réussit pas à stimuler assez puissamment l'intérêt personnel, et insuffisante sous le régime de l'obligation, parce qu'elle n'assure pas le minimum de pension.

Le système de M. Warocqué présente cet avantage, qu'il ne comporte aucune période transitoire, on entre d'emblée dans le système définitif. C'est une application absolue et exclusive du système financier de répartition. Le Gouvernement a voulu en marquer le côté désavantageux en critiquant les systèmes qui, dit-il, partent du principe de l'égalité invariable des pensions, et qui en font indistinctement peser les charges sur toute la durée de la vie active de l'ouvrier, au risque de les répartir en dehors de toute relation avec les avantages espérés. A la vérité, M. Warocqué étreint tous les âges dans une solidarité absolue ; l'ouvrier qui verse de 14 à 65 ans, n'est pas plus avantagé que le vieillard qui commence à 60 ou 64 ans, et les versements parallèles du patron et de l'État, pas plus que les siens, ne lui feront dépasser la rente de 360 francs. L'avenir est sacrifié au passé, mais le système du Gouvernement, application trop absolue du principe de proportionnalité des avantages aux charges, cédant à un individualisme excessif, a sacrifié le passé à l'avenir. Il faut rechercher une solution qui donne la même sécurité aux ouvriers âgés que le système de M. Warocqué, et une élasticité beaucoup plus grande à tout l'ensemble du régime des pensions. La solution doit être cherchée dans un emprunt beaucoup plus large au système de répartition, et écarter, dès à présent, d'une manière décisive, le problème qui s'est posé en France avec une extrême gravité dans l'application d'une loi imparfaite.

La loi française de 1894 ne visait qu'un régime normal, et le Gouvernement ne tarda pas à se heurter aux graves difficultés de la transition : le Parlement s'était, en 1894, borné à décider le maintien des droits acquis. A la suite des revendications répétées et sous la poussée des grèves, que le Gouvernement voulut apaiser, une loi du 11 mars 1903 institua, jusqu'à concurrence d'une dépense annuelle de 1 million, des majorations pour les pensions acquises avant la loi de 1894 et, d'une manière générale, des allocations pour tous les ouvriers mineurs justifiant de trente ans de travail salarié dans les mines. Ces majorations et allocations, qui peuvent croître avec la réduction du nombre des parties prenantes, sont couvertes pour deux tiers par l'État, et pour un tiers par l'ensemble des exploitants des mines ⁽¹⁾. Trois lois des 17 avril 1906, 13 décembre 1907 et 14 avril 1908 ont élargi ce régime : elles ont attribué la réversibilité des majorations et allocations aux

(1) Voir *Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs*, 1909, et PAULET, *Les assurances sociales en France*, 1909, pp. 62 et suiv.

conjointes survivants, étendu le bénéfice des allocations à tous les ouvriers non retraités ou possédant seulement des retraites infimes, pourvu qu'ils aient 6,600 journées de travail et 55 ans d'âge, à quelque époque qu'ils aient atteint cet âge, et, enfin, modifié certaines conditions de répartition et d'attribution des bonifications ⁽¹⁾. La statistique nous révèle que les majorations de pensions ont atteint en moyenne 295 francs en 1904, 255 francs en 1905, 256 francs en 1906, 258 francs en 1907 et 272 francs en 1908 ⁽²⁾. Le maximum était de 310 francs.

On voit par quelle laborieuse gestation on a atteint en France les résultats actuels : c'est à l'imperfection initiale de la législation qu'il faut s'en prendre.

La législation nouvelle a fait peser la plus grande partie des majorations sur la nation même. La loi de 1894 avait bien garanti les droits acquis vis-à-vis des caisses de prévoyance antérieures, mais elle n'avait rien fait de plus. Le régime institué n'était qu'un régime d'avenir, les générations antérieures n'en pouvaient recueillir les fruits.

On a jugé avec raison que c'était surtout à la nation à supporter la charge du manque de prévoyance antérieur. M. Jaurès lui-même s'opposa à ce que le fardeau en fût reporté sur les exploitants : « Il faut, disait-il, toujours dès maintenant rappeler, dans nos lois, que les retraites pour les travailleurs ne sont pas seulement une obligation patronale, qu'elles sont aussi une obligation sociale... L'État laisse un tiers à la charge des compagnies ; il garde le tiers qui doit lui revenir d'une façon normale, et, pour l'autre tiers que les ouvriers ne peuvent payer, il se substitue à eux en vertu d'une obligation supérieure... ⁽³⁾. »

Cette expérience française suffirait à elle seule pour nous déterminer à une refonte complète de cette partie du projet de loi. La justice et la sagesse la réclament. Il faut que le *minimum* de pensions soit assuré, par des mesures transitoires, à tous les ouvriers des mines qui, à raison de leur âge, ne peuvent plus l'attendre de l'application du régime normal ; je pense de plus que la garantie du complément de pension, jusqu'à concurrence du *minimum* légal, doit incomber directement à la collectivité. Les suites du manque de prévoyance sociale doivent peser avant tout sur la collectivité tout entière, sur l'État, l'organe supérieur de la solidarité ; la loi autoriserait l'État à recouvrer le tiers de ce complément sur les exploitants. Un membre de la Section a suggéré l'idée de faire supporter ce tiers par les provinces minières et par les exploitants. Je me rallie à cette solution.

Pour rendre le recouvrement plus uniforme et plus commode pour les exploitants, il faudrait, pour chaque bassin, calculer le montant total de la charge pendant la période transitoire qui sera de trente ans à Mons, et reporter uniformément ce fardeau sur les années qu'elle embrasse.

On pourrait recouvrer la dette annuelle au moyen de centimes addition-

(1) *Ibid.*, p. 88.

(2) *Les retraites et les caisses de secours, etc.*, p. 74.

(3) *Les retraites et les caisses de secours*, p. 12.

nels à la redevance des mines, même en tenant compte de l'inégale situation des divers bassins. C'est à examiner.

Calculé d'après les données du Couchant de Mons, le complément moyen annuel des pensions, pour chacun des survivants des 52,999 ouvriers de 35 ans, serait, avec une grossière approximation, d'environ 80 francs dont 27 à recouvrer sur les exploitants et les provinces.

La charge immédiate serait engendrée par les survivants des 3,112 ouvriers de plus de 60 ans.

§ 4. — Le complément nécessaire. L'invalidité prématurée.

L'invalidité présumée par l'âge (vieillesse) est inséparable de l'invalidité justifiée avant cet âge, ou prématurée. En Allemagne, on a reculé l'âge de l'invalidité présumée jusqu'à 70 ans, pour rapprocher le plus possible la présomption légale de la réalité; par là même le nombre des rentes de vieillesse tend à s'abaisser au minimum, celui des rentes d'invalidité prématurée tend à s'élever au maximum. C'est ainsi que dans les mines de Westphalie, en 1908, il y avait en cours 264 rentes de vieillesse (70 ans) et 14,145 rentes d'invalidité prématurée. Le nombre proportionnel des nouvelles rentes d'invalidité prématurée va croissant; de 30 pour 100 pensions en 1892, il s'élève à 90 en 1902. Nous pouvons constater en outre que parmi les pensions d'invalidité, il y en a en Allemagne 479 pour 1,000 qui sont acquises de 60 à 70 ans et plus, 521 à moins de 60 ans (de 20 à 60 ans) (1).

En transportant, par hypothèse, ces données dans le problème des mines belges, et en faisant abstraction du premier exercice (1891) qui, en Allemagne, a présenté un nombre énorme de pensions de vieillesse, voici les résultats tout à fait préparatoires que l'on peut obtenir dans les périodes qui suivent :

Progression hypothétique du nombre des pensions des mineurs en adoptant les données allemandes générales.

Années.	Nombre des mineurs belges.	Pensions nouvelles échues.	Pensions d'invalidité.	Pensions de vieillesse (70 ans).
1890	116,800	1,285 dont	386 ou 30 %	899 ou 70 %
1895	119,000	1,309 —	916 ou 70 %	393 ou 30 %
1900	132,800	1,461 —	1,256 ou 86 %	205 ou 14 %
1908	145,300	1,598 —	1,438 ou 90 %	160 ou 10 %

(1) Voir les tableaux précieux publiés dans l'*Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne*. (Doc. du Ministère du Commerce. Paris, 1905, pp. 89 et suiv.)

Application de l'âge de 60 ans à la retraite.

Années.	Pensions de vieillesse échues à 60 ans.			Pensions d'invalidité à moins de 60 ans
1890	899	+	185 = 1,084	201
1895	393	+	438 = 831	478
1900	205	+	601 = 806	655
1908	160	+	689 = 849	749

La solution du problème de l'assurance contre l'invalidité prématurée peut être poursuivie par deux voies : en rattachant cette assurance à l'assurance contre la maladie ; en la combinant organiquement avec l'assurance contre la vieillesse. Le premier système semble être définitivement adopté par le Gouvernement belge, le second est celui de l'Allemagne que consacre encore en ce moment, dans d'admirables travaux, le Grand-Duché de Luxembourg. Il ne peut être question de les discuter ici, mais l'adoption de l'un d'eux est nécessaire, inévitable. Il faut consacrer ici, dès lors, une mesure préalable qui assure au plus grand nombre possible des ouvriers actuels l'application de l'un ou de l'autre. Dans chacun des systèmes, pour avoir droit à la pension d'invalidité prématurée, l'assuré doit justifier d'un certain nombre d'années de versements : ce délai est de cinq ans en Allemagne. C'est pourquoi nous proposons, comme mesure transitoire, de rendre immédiatement obligatoire, pour le patron et l'ouvrier, le versement de $1\frac{1}{2}$ % du montant du salaire moyen des dix dernières années pour constituer un fonds, soit d'assurance, soit de réassurance contre l'invalidité prématurée. Une loi générale, organisant dans les trois ans l'assurance contre l'invalidité prématurée, fixera définitivement la nature et réglera l'emploi de ce fonds et le montant des cotisations. La contribution de l'État, dans l'intervalle, devra être d'une somme fixe.

A côté de ces dispositions transitoires et préparatoires, il reste encore l'article 50 de la loi du 16 mars 1865, qui permet à toute personne dont l'existence dépend de son travail et qui, avant l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de sa rente, se trouve incapable de pourvoir à sa subsistance, de solliciter la jouissance anticipée des rentes acquises mais réduites en raison de son âge réel. C'est dans ces cas douloureux que la subvention fixe et uniforme de l'État est un bienfait.

Conclusions principales.

RÉGIME NORMAL.

Amendement à l'article 1^{er}, modificateur de la loi de 1900.

La contribution de l'État est d'une somme fixe de 180 francs, qui s'ajoute au produit des versements de l'exploitant et de l'ouvrier ou employé.

ART. 4. — Les versements seront obligatoires pour l'ouvrier et l'exploitant jusqu'à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance, savoir respectivement 60 et 65 ans.

ART. 4. — Le total des cotisations pourra s'élever à 3 % du montant du salaire moyen du mineur de la dernière période décennale.

Il est fixé à une somme de 36 francs par assuré, à supporter moitié par l'exploitant, moitié par l'ouvrier.

RÉGIME TRANSITOIRE.

Les pensions acquises dans la période transitoire seront complétées à concurrence de 360 francs. L'État fera aux titulaires l'avance de l'intégralité de la différence, et en recouvrera le tiers sur les chefs d'exploitation et les provinces minières. Le Trésor public en supportera les deux tiers.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

Les dispositions de la présente loi s'appliqueront aux employés d'un traitement inférieur à 3,000 francs.

Un fonds d'assurance contre l'invalidité prématurée sera constitué; provisoirement le prélèvement sera de $\frac{1}{2}$ % du montant des salaires, à supporter moitié par l'exploitant, moitié par l'ouvrier. Une loi définitive sur l'assurance contre l'invalidité prématurée en réglera le taux et l'application. Après deux années de versements, l'ouvrier frappé d'invalidité prématurée aura droit à une pension de 360 francs dont la moitié (subsidiairement les trois quarts) sera prélevée sur ce fonds; le surplus sera supporté par l'État.

A défaut de rente d'invalidité en cas d'application de l'article 50 de la loi du 16 mars 1868, la contribution fixe de l'État sera attribuée au bénéficiaire, soit 180 francs, dans la liquidation de la pension de vieillesse.

Conclusion subsidiaire.

AMENDEMENT A L'ARTICLE 4. — Les versements de l'ouvrier, du patron, de l'État, tels qu'ils sont prévus par cet article, seront prolongés jusqu'à l'entrée en jouissance de la pension de retraite. Néanmoins la participation financière de l'État cessera quand les versements réunis assureront une rente de 600 francs.

H. DENIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1910.

Ontwerp van wet op de ouderdomspensioenen voor mijnwerkers ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTYLEN.

MIJNE HEEREN,

Sedert de wet van 10 Mei 1910 werden, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, verscheidene wetsvoorstellen overgelegd met het doel, de beginselen dier wet meer algemeen te maken of ze te wijzigen volgens verschillende klassen van belanghebbenden. Aldus hebben wij :

27 November 1900. Wetsvoorstel van den heer Alfred Defuisseaux, houdende instelling van een jaarlijksch pensioen van 600 frank voor de mijnwerkers, meer dan 50 jaar oud, die binnen in de mijn, en voor die, meer dan 55 jaar oud, welke in open lucht hebben gearbeid. (*Stukken van de Kamer*, n° 14.)

11 December 1900. Wetsvoorstel van den heer Warocqué, houdende instelling van een verzekeringsfonds met het doel, een jaarlijksch pensioen van 360 frank te betalen aan invalide en oude werklieden in landbouw en nijverheid. (*Stukken van de Kamer*, n° 40.)

3 Mei 1901. Wetsvoorstel van den heer De Ponthière tot vermeerdering van de geldmiddelen der kassen van voorzorg voor mijnwerkers, opgericht te Luik, Bergen, Charleroi, in het Centrum, te Namen en in de provincie

(1) Wetsontwerp, n° 238 (zittingsjaar 1908-1909).

(2) De Commissie bestond uit de heeren COOREMAN, *voorzitter*, ANSEEE, BERTRAND, DENIS, DESNAISIÈRES, DRION, FERON, LÉONARD, LEVIE, VAN CLEENDUTTE, VERSTYLEN, *verslaggever*.

Luxemburg, met 6 % van het loon dat de aangesloten patroons uithetalen wegens arbeid binnen in de mijn. (*Stukken van de Kamer*, n^o 159.)

Krachtens het voorstel, zouden die 6 % bestaan uit : 2 % afgehouden van het dagloon, 2 % daarbij gevoegd door den patroon en 2 % door den Staat. De aldus verzamelde gelden zouden worden toegekend aan de mijnwerkers, die gedurende ten minste vijftien achtereenvolgende jaren binnen in de mijn gearbeid hebben, en, voor de helft, overgebracht worden op de weduwen of op de weezen beneden 16 jaar. (Wijzigingen in de wet van 1900.)

19 December 1901. Wetsvoorstel van den heer Tibbaut houdende wijziging van de schaal der door den Staat uit te keeren toelagen. (*Stukken van de Kamer*, n^o 43.)

Op 23 Maart 1905 stellen de heeren A. en P. Daens voor, het voordeel van de bijzondere tegemoetkoming van 65 frank, voorzien bij de wet van 10 Mei 1900, uit te strekken tot elken kleinen burger en landbouwer, alsook tot elken nijverheids- of handelsbediende die aan dezelfde vereischen voldoet. (*Stukken van de Kamer*, n^o 126.)

Op 27 November 1906, stelt de heer Destrée voor, § 2 van artikel 9 af te schaffen en aldus de tegemoetkoming van 65 frank algemeen te maken, zonder dat de belanghebbende verplicht is te storten. (*Stukken van de Kamer*, n^o 17.)

Ten slotte, werd op 12 November 1909 een wetsontwerp ingediend door den heer de Ghellinck d'Elseghem, dat zeer gunstig werd onthaald door al wie de wet van 1900 heeft bestudeerd en toegepast. (*Stukken van de Kamer*, n^o 12.)

Door dit ontwerp kan het vraagstuk der arbeiderspensioenen bepaald opgelost worden, ten minste voor hen die een overwegend belang hechten aan de maatschappelijke zijde der pensioenwetten. Het ontwerp eischt van den belanghebbende eene daad van persoonlijk initiatief, eene daad van beredeneerd vooruitzicht, doch het breidt dermate het premiënstelsel uit, dat elke werkman, welke zijn leeftijd ook zij, zich een ouderdomspensioen zou kunnen verzekeren.

*
* *

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van deze verscheidene wetsvoorstellen, begreep, van hare eerste vergaderingen af, dat, op een zoo omvangrijk gebied, de beginselen dienden in het licht te worden gesteld. De pensioenwetten mogen algemeen zijn en alle werklieden zonder onderscheid omvatten, of integendeel voor sommige afzonderlijke klassen bestemd zijn : in beide gevallen zullen, bij de behandeling van elk ontwerp, dezelfde opwerpingen geopperd en dezelfde bezwaren aangevoerd worden.

Wanneer er sprake is van pensioenen wegens ouderdom in den eigenlijken zin, is men in de eerste plaats er toe gebracht, het abstracte begrip

van *ouderdom door de jaren* ter zijde te laten om tevens in aanmerking te nemen het tijdperk van het leven van den werkman, waarop hij den beslissenden leeftijd nog niet heeft bereikt, doch een grijsaard is geworden vóór den tijd ten gevolge van de slechte arbeidsvoorwaarden, ofwel een invalide ten gevolge van ziekte en ongezonde levenswijze.

Wat doet men? Welken onderstand bekomt de werkman zonder middelen van bestaan, die niet meer arbeiden kan, doch den vereischten leeftijd om zijn pensioen te genieten nog niet bereikt?

Verder, zal het pensioen kunnen overdragen worden? Zullen de opofferingen, die de werkman zich heeft getroost om zich een pensioen te verzekeren, voor hem en de zijnen verloren gaan, zoo hij bezwijkt vóór den dag waarop hij het moest genieten? Zal het geld, dat hij eigenlijk van zijn huishouden heeft afgenomen, doodgewoon het reservekapitaal der pensioenfondsen gaan vermeerderen? Heeft het gezin, dat in de ontberingen deelde, rechtvaardigheidshalve niet een zeker recht op het gespaarde geld?

Zal de vrouw, de toegewijde gezellin van den werkman, die hem het leven aangenamer of den arbeid lichter maakte door hem een verzorgd en vriendelijk tehuis te bereiden, van de voordeelen van het pensioen verstoken blijven? Mag men de aansluiting van twee echtgenooten voorzien met beding van rechtstreeksche overdracht der rechten van den man op het hoofd van vrouw en kinderen?

Eindelijk, het begrip van pensioen vindt steeds meer ingang, het getal aangeslotenen groeit steeds aan; wie, onder die omstandigheden, ziet niet in hoe belangrijk het financieele stelsel, dat men invoert om den dienst der pensioenen te waarborgen, worden zal?

Kan men zich een denkbeeld vormen van de overgrootte kapitalen waarmee de geregelde stortingen van de geheele arbeidersklasse 's Rijks kas zullen vullen? Moet men al die sommen kapitaliseeren en aldus gedurende de eerste jaren minder uitkeeren? Of zal het integendeel volstaan, elk jaar onder de belanghebbenden te verdeelen de door hen gestorte sommen, mits men hoogere stortingen eischt volgens het bedrag van het pensioen dat moet worden uitgekeerd?

Moet men de regeling, ingevoerd door de wet van 1900, behouden en de oplossing zoeken in het beginsel der geldelijk ondersteunde vrijheid, ofwel moet men, wanhopend aan het vrije initiatief, opwelling eener beredeneerde overtuiging gepaard met verzedelijkende wilskracht, als laatste middel verplichting en dwang invoeren?

Dat zijn evenveel ingewikkelde vraagstukken waarvoor men met goed gevolg kan nagaan wat in andere landen werd gedaan om de uitkomsten aldaar te vergelijken met de onze in België.

*
* *

Wij meenen dat deze korte studie in de eerste plaats moet worden gewijdd aan een algemeen overzicht van wat in de vreemde landen werd

verricht. « Aan de vrucht erkent men den boom », zoo leert ons de wijsheid der volkeren. Door het vergelijkend onderzoek van de uitkomsten der verschillende stelsels zullen de socioloog en de voorstander van maatschappelijke instellingen vinden op welke grondslagen de practische en definitieve wetgeving moet berusten.

Thans worden drie stelsels toegepast in de pensioenwetten die van kracht zijn in verscheidene landen.

A. De pensioenen zijn uitsluitend ten laste van den Staat, zonder tusschenkomst van werklieden noch patroons. In de laatste tijden werd dit stelsel toegepast in Engeland.

B. De pensioenen worden door de werklieden tot stand gebracht door middel van vrijwillige stortingen met hulpelden van den Staat en vrije tusschenkomst van provincie, gemeente en werkgevers. Het is het stelsel der ondersteunde vrijheid, dat in Italië en in België wordt toegepast.

C. Het stelsel van de verplichting zooals in Duitschland, met verplichte afhoudingen van het loon der werklieden, verplichte bijdrage der patroons en hulpgeld van den Staat.

Toepassingen en uitkomsten.

A. 1^o *Nieuw-Zeeland*. — Op 65jarigen leeftijd krijgt elke ouderling, die geen 850 frank inkomen geniet, een pensioen van 650 frank. Het pensioen vermindert voor hen, wier inkomen 625 frank overschrijdt.

Vereischten : een verblijf van vijf en twintig jaar zonder afwezigheid van meer dan twee jaar; gedurende die vijf en twintig jaar geene veroordeeling wegens eerroovende misdaad; een matig en eerzaam leven sedert vijf jaar. (Wet van 4 November 1898, gewijzigd door de wetten van 18 October 1900 en 29 Juli 1905.)

Lasten : voor eene bevolking van minder dan één millioen inwoners : 8,000,000 frank.

Uit de enkele opgave van de gestelde vereischten blijkt, dat deze wetgeving vrijen teugel laat aan de willekeur van het bestuur.

2^o *Victoria*. — 40 frank per week op 65jarigen leeftijd. Zelfde pensioen voor het geval van invaliditeit, veroorzaakt door den arbeid in de mijnen of in een ongezond en gevaarlijk bedrijf.

3^o *Nieuw Zuid-Wallis*. — 650 frank elk jaar voor de arbeiders, wier inkomen geen 650 frank bereikt.

4^o *Engeland* trad handelend op, na te hebben vastgesteld dat de vrije groepeerings niet bij machte waren om het steeds aangroeiende paupe-

risme te bestrijden en te overwinnen. De *Friendly Societies* en de *Trades Unions*, die meer dan 2 millioen werklieden vereenigen en over bijna 50 millioen frank beschikken, hebben het vraagstuk niet kunnen oplossen. In 1906 telde men 15,000 gepensionneerden. Men raamt echter op 1,200,000 het getal ouderlingen die in nood verkeerden.

Het ontwerp Asquith werd op 8 Mei 1908 ingediend. Op 9 Juli werd het in 3^e lezing aangenomen met 305 stemmen tegen 10 in het Lagerhuis en op 28 Juli met 77 stemmen tegen 40 in het Hoogerhuis; vervolgens werd de wet afgekondigd op 1 Augustus 1908.

Elke 70jarige Engelsche onderdaan, in Engeland verblijvende, heeft recht op een pensioen van 5 schelling (6.25), zijnde 325 frank elk jaar, zoo zijn persoonlijk inkomen minder dan 8 schelling (10 frank) per week bedraagt.

Het bedrag van het pensioen vermindert, wanneer het wekelijksch inkomen meer bedraagt, doch niet 13 schelling bereikt. Wie 13 schelling verdient, krijgt geen pensioen.

In de wet is er enkel sprake van het pensioen wegens ouderdom: er wordt geen hulpgeld verleend wegens invaliditeit.

De beambten der thesaurie, die de aanvragen onderzoeken, weigeren de voordeelen der wet aan hen, die strafbare feiten begingen of zich openlijk slecht gedragen.

De gepensionneerden trekken iedere week hun pensioen op het postkantoor hunner woonplaats.

De wet trad in werking op 1 Januari 1909 met 596,000 gepensionneerden: werkelijk is zij slechts eene weldadigheidswet.

Voor 1910 is eene som van 200 millioen op de Begrooting uitgetrokken. Zoomin als de wetten van Nieuw-Zeeland, kan de Engelsche wet het verwijt van willekeur ontduiken. Overigens, — naar onze mening is dat het hoofdgebrek, — verre van eene premie te geven aan het vooruitzicht, geeft de Engelsche wet meer aan hen, die minder hebben gespaard, ten nadeele van diegenen welke zich op sparen toelagden.

De *Deensche* wet van 9 Februari 1891 legt ook al de kosten ten laste van den Staat; zij geldt echter enkel voor behoeftigen, voor diegenen welke geen persoonlijke middelen van bestaan hebben, mits zij hunne woonplaats binnen het Rijk hebben sedert ten minste tien jaar en gedurende dit tijdsverloop niet ten laste van de openbare weldadigheid vielen noch werden veroordeeld wegens landlooperij of bedelarij.

De tegemoetkoming verschilt: zij kan *in natura* of in geld uitgekeerd worden en bedraagt gemiddeld 150 frank. Dit bedrag wordt bepaald door de gemeente die de helft van de kosten betaalt; de andere helft komt ten laste van den Staat.

* * *

B. — ONDERSTEUNDE INSTELLINGEN. — *Italië*. — De wetten van 17 Juli 1898 en 7 Juli 1901, die in één tekst werden vereenigd bij

koninklijk decreet van 20 Juli 1904 en waarvan enkele bepalingen daarna werden gewijzigd door de wetten van 13 Maart 1904 en 30 Juli 1906, alsmede door het koninklijk decreet van 30 Mei 1907, brachten het Nationaal Voorzorgsfonds tegen invaliditeit en ouderdom der werklieden tot stand.

Het is eene op zich zelf bestaande, onafhankelijke instelling waarover de Staat alleen een recht van toezicht en contrôle uitoefent.

Alle Italiaansche burgers, handarbeiders, meer dan 10 en minder dan 65 jaar oud, dag- of stukwerkers, kunnen er zich bij aansluiten.

De pensioenen worden tot stand gebracht door de gekapitaliseerde stortingen van de aangeslotenen en door de Staatspremiën.

Het dotatiefonds bedraagt 14 millioen. De interesten van dit fonds, alsook het bedrag der nalatenschappen zonder erfgenamen vormen de ontvangsten van het fonds.

Daarvan worden afgetrokken de beheerkosten, alsmede eene afhouding van $\frac{5}{10}$, elk jaar bestemd voor het invaliditeitsfonds en voor de buitengewone reserve :

Het overige wordt onder de aangeslotenen verdeeld en het aandeel op een persoonlijk boekje gebracht.

Om recht te hebben op de premiën, mogen de stortingen niet meer dan 100 frank en niet minder dan 6 frank bedragen.

Het pensioen wordt verkregen na vijf en twintig jaar aansluiting en wanneer de titularis den leeftijd van 60 jaar (55 voor de vrouwen) bereikt, uitgenomen in het geval van invaliditeit; in dit geval wordt het pensioen uitbetaald, welke ook de ouderdom van den belanghebbende zij, mits hij sedert ten minste vijf jaar heeft gestort.

Een werkman, die jaarlijks 18 frank stort van af den leeftijd van 20 jaar, kan aldus op 60jarigen leeftijd een pensioen van 320 frank trekken. (G. Olphe Gaillard, *Le problème des retraites ouvrières*.)

Het voorzorgsfonds trad in werking in 1900, en niettegenstaande eene degelijke propaganda bereikt zij geen aanzienlijk aantal aangeslotenen : nauwelijks 3 % van de arbeidersklasse, daarin begrepen de klassen van werklieden van ambtswege aangesloten door de patroons of door de openbare besturen, Staat, provinciën en gemeenten, posterijen en telegraphen, fabrieken van den Staat.

Dit mislukken is grootendeels te wijten aan de slechte inrichting van het fonds waarvan de werking te ingewikkeld is; daarenboven weten de aangeslotenen niets bepaald omtrent het bedrag van het pensioen, noch omtrent de toelagen van den Staat.

Deze moedigde de maatschappijen van onderlingen bijstand niet aan, die alleen bij machte zijn om de begrippen van voorzorg en mutualiteit te verspreiden.

België. — Wet van 7 Mei 1900 :

De Algemeene Lijfrentekas bestaat sedert 1850; doch in practijk is het slechts na 1888 dat men begon haar naar waarde te schatten. Het is waar

dat zeer ernstige wijzigingen in de statuten hare werking leniger en hare inrichting onder het volk meer bekend maakten. Het getal aangeslotenen, dat in 1888 slechts 7,600 bedroeg, klom in 1899 tot 168,000.

Men kent de wet van 1900.

Volgens de laatste statistieken van einde 1908 bezaten 1,000,000 personen een pensioenboekje : 87 % daarvan behooren tot de arbeidersklasse.

Anderzijds wordt op ongeveer 2 miljoen geraamd het getal personen, die de weldaad der wet van 1900 zouden kunnen genieten; van dit cijfer mag afgetrokken worden het getal diergenen, welke, uit hoofde van hun bedrijf, reeds bij bijzondere fondsen aangesloten zijn — spoorwegen, mijnwerkers, enz. —; dat getal kan op ongeveer 350,000 worden geraamd.

Na een tijdsverloop van min dan tien jaren zijn er in België, op de 2,629 gemeenten, nog slechts 127, waar geen pensioenmaatschappij bestaat; groot daarenboven is het getal gemeenten, waar verscheidene maatschappijen wedijveren tot meerder welzijn van den arbeidersstand.

Neemt men in aanmerking de ouderlingen die niet meer kunnen noch moeten aangesloten worden bij eene pensioenkas, de kinderen die den daartoe vereischten leeftijd niet hebben bereikt, de klassen van personen die er geen belang bij hebben, ambtenaren en werklieden van den Staat en van sommige besturen, die uit hoofde van hunne bediening recht hebben op pensioen, dan mag men staande houden dat het meerendeel der personen, die bij de pensioenkas kunnen aangesloten worden, de weldaden der wet reeds genieten of zullen genieten.

Onderstaande tabel vermeldt het toenemen van het aantal aangeslotenen en tevens het bedrag van de premien, alsmede van de toelagen die de Staat verplicht is te verleen en krachtens de wet van 1900.

Jaar.	Aantal tusschen- komende maatschappijen.	Deelnemers.	Stortingen.	Premien van den Staat.	Toelagen van 2 frank.
1900. . . .	3,327	227,870	2,490,000	1,087,480	411,136
1901. . . .	4,319	328,203	3,698,000	1,749,141	601,292
1902. . . .	4,597	380,296	4,750,000	2,216,119	704,402
1903. . . .	4,813	433,012	5,884,000	3,281,379	784,334
1904. . . .	4,933	503,301	6,337,600	3,547,770	848,344
1905. . . .	5,033	541,614	6,858,000	3,778,768	920,464
1906. . . .	5,303	579,002	7,921,283	4,111,891	1,007,202
1907. . . .	5,380	596,000	8,253,100	4,256,496	1,060,722
1908. . . .	5,526	603,670	8,743,748	4,500,000	1,104,340
1909. . . .	5,616	650,000	8,645,086	4,500,000	1,140,994

*
* *

C. Het stelsel van de verplichte verzekering wordt toegepast in Duitschland. Frankrijk heeft de hoofdbepalingen daarvan aangenomen bij de wet van 5 April 1910.

Duitschland. — De Troonrede van 17 November 1887 schetste in breede trekken de sociale wetgeving in Duitschland.

De wet van 22 Juni 1889, die op 1 Januari 1891 in werking trad, voert de verplichte verzekering in voor alle werklieden zonder onderscheid van geslacht, vanaf den leeftijd van 16 jaar, alsook voor de bedienden wier jaarwedde 2,000 mark (2,500 frank) niet overschrijdt.

De verzekering is vrij voor de bedienden wier jaarwedde meer dan 2,000 mark bedraagt, voor de werklieden die te huis arbeiden en voor de patroons die niet meer dan 2 werklieden bezigen.

Zij, die verplicht zijn zich te verzekeren, zijn ingedeeld in vijf klassen, volgens hun loon :

1^{ste} klasse, van 350 mark en minder (437.50), storten 14 pfennig per week (17.5).

2^o klasse, van 350 tot 550 mark (437.50-687.50), storten 20 pfennig per week (25).

3^o klasse, van 550 tot 850 mark (687.50-1,062.50), storten 24 pfennig per week (30).

4^e klasse, van 850 tot 1,150 mark (1,062.50-1,437.50), storten 30 pfennig per week (37.5).

5^o klasse, meer dan 1,150 mark, storten 36 pfennig per week (45).

AARD DER VERZEKERING :

A. Ziekteverzekering; B. Invaliditeit; C. Ouderdom.

A. Onderstand gedurende *ten minste zes en twintig weken* bestaande in :

1^o Geneeskundige hulp ;

2^o Van den derden dag af, een loon van gelijk bedrag als de helft van het gewone loon ;

3^o Ingeval van overlijden, vergoeding voor begrafenis-kosten, bedragende twintigmaal dit loon.

De onderstand kan omvatten :

1^o Geneeskundige hulp voor het gansche gezin van den verzekerde ;

2^o Vergoeding verleend gedurende een jaar ;

3^o Begrafenis-kosten bedragende veertigmaal het gewone loon ;

4^o Verzekering tegen invaliditeit en ouderdom.

B. Er bestaat invaliditeit, wanneer, door ziekte of ongeval, de werkman niet meer bij machte is om een derde te verdienen van wat de werklieden van denzelfden stiel, van denzelfden leeftijd en dezelfde bekwaamheid verdienen.

De eenige vereischte voorwaarde is : de storting van 200 wekelijksche bijdragen voor de gedwongen verzekerden en van 500 wekelijksche bijdragen voor de vrije verzekerden.

C. Hebben recht op pensioen, alle mannelijke verzekerden die 70 jaar oud zijn en 4,200 wekelijksche bijdragen hebben gestort.

De wet voorziet overgangsmaatregelen voor hen die 30 jaar oud waren op het oogenblik dat het ambacht, hetwelk zij uitoefenen, begrepen wordt onder de klassen van verzekeringen.

Een werkman, die gedurende een jaar of minder dan een jaar ziek is, betaalt geen bijdrage.

De weken der ziekte komen in aanmerking voor het pensioen.

Wie op 70jarigen leeftijd een pensioen geniet, moet de stortingen voortzetten, zooniet verliest hij zijn pensioen.

De *patroons* betalen evenveel als de werklieden.

Voor de vrije verzekerden betaalt de patroon niet.

De Staat geeft jaarlijks aan de gepensioneerden 30 mark (62.50). Hij betaalt de bijdragen van hen, die bij het leger zijn.

Anderzijds, uit zich de tusschenkomst van den Staat door middel van den postdienst, die het bedrag der pensioenen kosteloos uitbetaalt, alsmede van 's Rijks verzekeringsbureau, dat de Staat op zijne kosten onderhoudt.

Frankrijk. — In Frankrijk werd, krachtens de wet van 14 Juli 1905, de verplichte onderstand aan ouderlingen ingesteld.

Die wet is eene liefdadigheidswet en daartegen werden geen andere bezwaren aangevoerd dan die van de besturen welke gedwongen werden zich de noodige geldmiddelen te verschaffen.

Bij het Parlement werden, betreffende de pensioenen zelf, talrijke wetsontwerpen ingediend, die, na behandeld te zijn geweest van 1904 af tot 1906 en eindelijk in 1909-1910, de wet van 5 April 1910 zijn geworden.

In de nijverheid, in den handel, in de vrije beroepen en in den landbouw kunnen al de loontrekkenden, wier algeheele bezoldiging elk jaar 3,000 frank niet overschrijdt, de voordeelen der wet genieten, terwijl zij ook aan de daardoor opgelegde verplichtingen zijn onderworpen.

Het pensioen wordt gevestigd door middel van gelijke stortingen van wege loontrekkenden en patrons; bij voorkomend geval voegt de Staat daarbij eene levensrente.

De storting bedraagt 9 frank 's jaars voor de loontrekkenden minstens 18 jaar oud, fr. 4.50 voor die beneden 18 jaar en 6 frank voor de vrouwen, hetzij respectievelijk 18, 9 of 12 frank.

De normale leeftijd bepaald voor de ingenottreding is 65 jaar.

Heeft de belanghebbende gedurende dertig jaar stortingen gedaan, die het door de wet bepaalde maximum bereiken, — bij voorkomend geval, kan men dit maximum bereiken door middel van vrijwillige stortingen, — dan zal de Staat het pensioen aanvullen door middel van eene levensrente van 60 frank.

Zoo echter de belanghebbende, in plaats van dertig jaren lang, ten minste gedurende vijftien jaren heeft gestort, dan heeft hij recht op eene verminderde levensrente, bepaald op fr. 1.50 voor elk jaar dat er werd gestort.

Invaliditeit. — Vroegtijdige invaliditeit.

Ten aanzien van het vraagstuk waarmee wij ons bezighouden, is de invaliditeit noch de ouderdom, noch de ziekte in den eigenlijken zin.

Behalve Duitschland, hebben de landen, die zich met de arbeiderspensioenen bezighielden, eene ouderdomsgrens bepaald, boven welke de arbeider ongeschikt wordt geacht om zijn brood te verdienen, of liever, waarop hij geacht wordt recht op pensioen te hebben verkregen door zijnen arbeid : die ouderdomsgrens is bepaald tusschen 55 en 70 jaar. De invaliditeit behoort tot het gebied der weldadigheid.

Het spreekt vanzelf dat deze grens door de wet kan bepaald worden alleen in de landen die het stelsel van de verplichting huldigen.

In het stelsel der vrije verzekering is hij, die zelf zijn pensioen tot stand brengt, vrij het tijdstip vast te stellen, waarop hij het wil genieten. Het bedrag hangt af van het tijdstip, door den belanghebbende bepaald.

Ziekte noch ouderdom kunnen aanleiding geven tot bespreking.

Is ziek, ten aanzien van eene maatschappij van onderlingen bijstand, hij die door een geneesheer ziek verklaard wordt.

Hoever zal de onderstand strekken, door de maatschappij van onderlingen bijstand verleend? Dat is de vraag.

De statuten van de maatschappijen van onderlingen bijstand bepalen den duur van den onderstand. Deze onderstand verandert volgens den aard der ziekte, langdurige ziekte, chronische ziekte.

Er zijn evenveel stelsels als er maatschappijen van onderlingen bijstand bestaan.

Doch de ziekte kan zich wijzigen en een blijvende toestand worden : een toestand van voortdurende ongeschiktheid, een toestand van invaliditeit.

Wanneer is men invalide?

Zoo er een invalidenfonds bestaat, wanneer treedt dit in werking?

In Duitschland, moet de zieke gedurende zes en twintig weken onderstand genieten uit het ziekenfonds; hij wordt invalide verklaard wanneer hij gewoonlijk twee derden van zijn gewoon loon verliest.

De maatschappijen van onderlingen bijstand in België stellen, over

't algemeen, een tijdsverloop vast, na hetwelk zij ophouden eene vaste en dagelijksche vergoeding te betalen ; gewoonlijk overschrijdt dit tijdsverloop niet zes maanden.

*
* *

Men begrijpt hoe pijnlijk het is, elken onderstand aan een lid te ontzeggen, zoo de ziekte langer dan zes maanden duurt. Het spreekt vanzelf dat de nood stijgt in het gezin dat van zijnen arbeid leeft. De ellende neemt toe en de geldmiddelen verminderen.

Krachtens de statuten van sommige maatschappijen kan men, voor zoover de middelen strekken, den onderstand verlengen en eene buitengewone vergoeding uitbetalen.

Maar dat is willekeur, daarop heeft de mutualist geen recht, en men moet er zich op toeleggen, hem een recht te verschaffen : het recht, voor den zieke, om onderstand te eischen na het eerste tijdsverloop van zes maanden, door de statuten bepaald.

Om dit doel te bereiken, wordt de hulp eener tweede bijstandskas ingeroepen.

Van den anderen kant, mag vroegtijdige invaliditeit niet op gelijken voet worden gesteld met de ongeschiktheid tot den arbeid, die het gevolg is van hoogen leeftijd of van arbeidsongevallen.

De eigenlijke invaliditeit ontstaat uit ziekten, gebrekkelikheden die 's werkmans krachten vernietigen.

Tot nu toe is er in de Belgische wet geen sprake van vroegtijdige invaliditeit.

De 20 millioen, op de Staatsbegrooting uitgetrokken, zijn bestemd om de tegemoetkomingen van 65 frank te verleenen aan de 65jarige ouderlingen en door middel van aanmoedigingspremiën de valide vooruitziende personen te steunen, die zich een pensioen voor hunnen ouden dag willen verschaffen.

De lasten, door de wet op de arbeidsongevallen veroorzaakt, dekken niet het risico voortvloeiende uit ziekten, al zijn het beroepsziekten.

Het privaat initiatief hield zich met de zaak bezig en trachtte het op te lossen.

De maatschappijen van onderlingen bijstand leggen er zich op toe, de leemten van de thans bestaande wetten aan te vullen door wat men overeengekomen is te heeten « herverzekeringsfondsen ».

Meestal de mutualiteiten sluiten zich aan bij bondskassen ; door middel van eene te bepalen maandelijksche bijdrage verstrekken die kassen eene vergoeding, overeenstemmende met een deel van het dagloon, aan de leden der mutualiteiten die door chronische ziekten of gebrekkelikheden zijn aangelast.

Die vergoeding neemt aanvang te rekenen van het oogenblik waarop de plaatselijke mutualiteiten ophouden, aan hare leden geldelijken onderstand te verstrekken.

*
* *

Hoe zullen deze bonden ingericht worden, ten aanzien van de maatschappijen die erbij aangesloten zijn? Moeten zij de eenheid in de aansluitingsvoorwaarden beoogen of wel ruim genoeg zijn om de aangesloten maatschappijen in alles vrij te laten?

Moet de herverzekeringsmaatschappij zich bezighouden met de verdeling der beroepsrisico's; mag zij regelen stellen, die de vereischte voorwaarden zullen bepalen om het juiste onderscheid te maken tusschen ziekte, invaliditeit en beroepsziekte?

a) Welk moet het getal aangeslotenen zijn, opdat het fonds zekere waarborgen geve?

b) Moet men rekening houden met de verschillende ambachten, uitgeoefend door de leden der aangesloten maatschappijen, om het bedrag der bijdragen vast te stellen?

Sommige reeds bestaande inrichtingen kunnen onderzocht worden :

Het Herverzekeringsfonds van den Bond der christelijke mutualiteiten in de provincie Luik, erkend bij koninklijk besluit van 15 November 1901 (*Staatsblad*, 24 November 1901), rangschikt zijne leden in twee klassen : de zinkbewerkers en de mijnwerkers, die 20 tot 30 centiemen bijdrage betalen, en de overige leden die 10 tot 15 centiemen betalen.

Het Herverzekeringsfonds van Limburg, erkend bij koninklijk besluit van 28 December 1904 (*Staatsblad*, 5 Februari 1905), heeft dezelfde richting gevolgd.

Andere blijven den onderstand betalen, door de statuten der maatschappijen van onderlingen bijstand verleend (Antwerpen-Turnhout).

Sedert enkele jaren hebben deze maatschappijen eene groote uitbreiding genomen, en de werklieden, bij maatschappijen van onderlingen bijstand aangesloten, zullen eerlang de voordeelen der verzekeringsverbonden tegen invaliditeit genieten.

De Duitschers, mag men zeggen, hebben de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit als grondslag genomen hunner wetgeving op de pensioenen.

Wij hebben het hooger gezien. Is de geschiktheid tot den arbeid vermindert met twee derden, dan heeft de werkman, die twee honderd storting deed, recht, welke zijn leeftijd ook zij, op een invaliditeitspensioen dat van 154 tot 147 frank bedraagt, volgens de klasse waarbij hij aangesloten is.

De Deutsche wetgeving beging echter de grove dwaling, de werking van die verzekering toe te vertrouwen aan groote en kostelijke inrichtingen, die prachtig bestuurd worden, doch te hoog en te ver zijn geplaatst om een doelmatig toezicht uit te oefenen in eene zoo moeilijke zaak, welke zoo licht aanleiding geeft tot bedrog en onbehoorlijke begunstiging.

Het Belgische stelsel is veel leniger, het schikt zich beter naar de meest

verscheidene berekeningen en geeft tevens de beste waarborgen van billijke verdeeling.

Ter vergadering van 24 December 1897 diende de achtbare heer Denis een wetsvoorstel in, dat het beginsel der verplichte verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit en ouderdom toepaste op alle mannelijke en vrouwelijke werklieden in nijverheid, landbouw, vervoerdiensten en handel; op diensthoden en bedienden die den leeftijd van 16 jaar hadden bereikt en wier loon niet meer dan 2,500 frank bedroeg. De ongeschiktheid tot den arbeid, gevolg van beroepsziekten, wordt begrepen onder de vroegtijdige invaliditeit.

Het ouderdomspensioen wordt op 65 jarigen leeftijd verkregen. Het invaliditeitspensioen zou worden verkregen, wanneer de arbeider het bewijs zou hebben geleverd dat hij slechts nog een zesde van zijn dagloon kan verdienen en hij gedurende een tijdsverloop van vijf jaar gestort heeft.

Zooals de heer Denis deed opmerken, zou zijn voorstel het beginsel der algemeene en verplichte verzekering tegen invaliditeit en ouderdom definitief en onherroepelijk bekrachtigen bij eene proefondervindelijke toepassing, in België, der Duitsche wet van 22 Juni 1889.

De wet van 1900 heeft echter deze verplichting niet opgelegd : wij meenen dat uit de ervaring blijken zal dat de Belgische wetgever wijs handelde, wanneer hij het stelsel huldigde van de vrije vereenigingen, aangemoedigd door toelagen.

Doch de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit moet ook aangemoedigd worden en het beste middel is : de macht der maatschappijen van onderlingen bijstand te vermeerderen, haar het middel te verschaffen om het tijdsverloop, gedurende hetwelk zij onderstand kunnen verleenen, te verlengen. Dat heeft de Regeering ingezien en aan de verwezenlijking van dit gedacht danken wij het koninklijk besluit van 31 December 1903 en den omzendbrief van 22 December 1906.

De Staat verleent toelagen aan de bonden die de mutualiteiten herverzekeren tegen de lasten die slepende ziekten of vroegtijdige invaliditeit haar veroorzaken. De toelage wordt berekend naar de in de bondskas door elk lid gestorte premie; zij wordt gebracht van 20 tot op 40 en 60 centiemen per frank, naar gelang de bond het lid herverzekert voor twee jaar, voor een tijdsverloop van twee tot vijf jaar of tot de genezing, met een ouderdomsgrens van 65 jaar.

De uitkomsten van deze maatregelen waren zeer gunstig, het aantal bondskassen voor herverzekering steeg en verscheidene kassen betaalden aan hunne leden vergoedingen uit tot den leeftijd van 65 jaar, tot den leeftijd waarop men volgens de wet een pensioen kan bekomen.

Het wetsvoorstel, den 9ⁿ December 1908 ingediend door de heeren Tibbaut, Versteylen, de Ghellinck d'Elseghem, E. Standaert, Maenhaut, Raemdonck, heeft geen ander doel dan de maatregelen, waarop wij de aandacht vestigen, een hechteren grondslag te geven. Ingaande op den wensch der onderteekenaars van het voorstel, zou de wet definitief bekrachtigen wat het koninklijk besluit en de omzendbrief hebben ingevoerd.

Over de beginselen is men het eens. De proefneming is beslissend en ongetwijfeld zal de Kamer, met algemeene stemmen, het voorstel goedkeuren.

Verzekeringsplicht.

Had de Belgische wetgever gelijk, wanneer hij meende dat het beginsel der vrijheid doelmatig werken zou? Had hij beter gedaan, in zijn pensioenwet het beginsel der verplichting te huldigen?

Tegen de wet van 1900 wordt gewoonlijk aangevoerd het voorbeeld van Duitschland en niet ongaarne zegt men dat verplichting en dwang, militaire en administratieve tucht het beginsel en de grondslag zijn van al de instellingen in zake van sociale verzekeringen.

Men vergeet dat de Deutsche instellingen eene groote vrijheid van handelen hebben, men mag zelfs zeggen dat Duitschland de verplichting oplegde slechts daar waar het volstrekt noodzakelijk was. Ondanks de verplichting staat het, in zekere gevallen, aan de plaatselijke overheden en, in elk geval, aan de verzekerde groepen vrij, de diensten der verzekering te wijzigen, wat betreft bedrag en duur die door de statuten zijn voorzien en verschillen volgens de gemeenten en den aard of het ambacht der belanghebbenden.

De vrije fondsen, na de wet van 1889 opgericht, mogen aanvullende vergoedingen uitbetalen.

Ten slotte, wordt de verplichte verzekering niet geheel verwezenlijkt in groote gelijkaardige en gecentraliseerde instellingen. Er bestaan fabriekskassen, gildenkassen en hulpkassen, die niets anders zijn dan mutualiteiten, toegelaten voor den dienst der verzekering en beheerd door de gekozenen der leden.

Benevens de verplichte instellingen liet het bijzonder initiatief niet na, werken tot stand te brengen, waarvan wij de prachtige opvatting en de heilzame inkomsten moeten bewonderen : bijzondere sanatoria voor herstelenden, bosch- en luchtkuren, onderlinge verzekering ingeval van overlijden, verzekeringen tegen landbouwisico's, enz.

De waarheid is dat Duitschland, hetwelk op zoo talrijke vrije verzekeringen niet mag bogen als die wier voortdurende bloei ons land tot eer strekt, uit een stuk een volledig stelsel moest tot stand brengen, dat tot leidraad dienen moest aan de maatschappijen van voorzorg, en men mag zeggen dat de opbloei der vrije instellingen grootendeels te danken is aan de wet.

Anderzijds is het overdreven, te zeggen dat België de verplichting niet kent.

Sedert drie vierden eener eeuw is er werkelijk verzekeringsplicht voor de mijnwerkers. De wet van 24 December 1903 schrijft verzekeringsplicht voor tegen arbeidsongevallen. Aldus beschouwd, wordt verplichting eene zaak van opportuniteit.

Het spreekt vanzelf dat waar verplichting niet volstrekt noodzakelijk is, aan het vrije initiatief de voorkeur dient te worden gegeven.

Inderdaad, de verplichting verzwakt het krachtig en heilzaam gevoel van voorzorg : zij smoort het gevoel, ja zelfs het begrip van plicht.

De werkman, die vrijwillig, uit eigen beweging, een deel van zijn loon bespaart om zich een pensioen voor zijn ouden dag te verzekeren, verricht eene edele daad.

De werkman, die vrijwillig, uit eigen beweging, uit broedermin, de wel-doener wordt van zijnen evennaaste, staat, ten aanzien van den vooruitgang der samenleving, van de waardigheid van het individu, verre boven den ongelukkige die door de wet wordt gedwongen.

Verplichte onderstand kan goed zijn voor invaliden. Vrije verzekering ligt in den wensch en beantwoordt aan het verlangen van den kloeken werkman.

Toen de Fransche Regeering onlangs bij haar wetsontwerp op de werkmanspensioenen den verzekeringsplicht voorstelde, werd dit beginsel aanstonds door al de arbeidersvereenigingen bestreden.

De Commissie van den Schaats won het gevoelen in van de syndicaten. Zij ontving 9,500 antwoorden.

Zes honderd twee en zestig syndicaten van werklieden teekenden verzet aan, 460 waren het beginsel genegen.

De syndicaten der patroons weigerden ten getale van 1,393, terwijl slechts 237 het beginsel voorstonden.

De landbouwsyndicaten verwierpen het beginsel met 1,393 stemmen tegen 237.

Eindelijk, de mutualiteiten verklaarden zich tegen het beginsel met 3,904 stemmen tegen 1,128.

De reden daarvan is, dat ook in Frankrijk de vrije mutualiteit de proef doorstaan had; talrijk waren de instellingen die de bezorgdheid voor invaliditeit en ouderdom in het leven riep : burgerlijke en militaire pensioenen, pensioenen voor mijnwerkers sedert 1894 ingesteld, pensioenkassen opgericht door de spoorwegmaatschappijen, door de syndicaten der smeltovens, door de talrijke nijverheidsinrichtingen, met een woord, de duizende maatschappijen van onderlingen bijstand welke die vraagstukken op practische wijze oplossen.

Reeds in 1901, maakte de Hooge Raad der maatschappijen van onderlingen bijstand, « haar eenige wettelijke vertegenwoordiger », de volgende zienswijzen bekend :

« 22 Maart 1901. De Hooge Raad vestigt de aandacht der wetgevers op de gevaren waaraan de steeds meer bloeiende mutualiteiten zouden blootgesteld zijn, moest het Parlement de verplichte verzekering in zake ouderdomspensioenen huldigen ; hij bevestigt dat, om dit vraagstuk op te lossen, vrijheid beter is dan verplichting.

» 23 November 1901. De Hooge Raad eischt het volledig behouden

van den toestand, van de rechten en voordeelen die de wet van 1 April 1898 aan al de maatschappijen van onderlingen bijstand waarborgt. Het advies van 7 April 1903 verwijst naar die vroegere adviezen en wenschen. »

En hoe beteekenisvol is de formule, door Millerand voorgestaan op het Mutualistisch Congres te Nantes, den 16ⁿ en 22ⁿ Mei 1904 : « Het Congres, wenschende toereikende ouderdomspensioenen te zien tot stand komen, ten bate van alle werklieden zonder onderscheid, *acht zich niet gerechtigd den werkelijken steun der wet bij deze onderneming af te wijzen*, mits het huldigen van een stelsel van verplichting de zelfstandigheid en de verscheidenheid der mutualistische inrichtingen volstrekt eerbiedigt. »

Ondanks al die tegenkanting genoot het stelsel van de verplichte verzekering de voorkeur, doch de wetgever bekrachtigt die verplichting slechts door geringe boeten, omdat hij hoopt dat de groepeerings van de belanghebbenden zelf het nakomen van de opgelegde verplichtingen zullen verzekeren.

•Het is onnoodig de regeling, door de wet gehuldigd, te bespreken; er werd inderdaad beslist dat zij alleen dan in werking treden zal, wanneer een nieuwe wet de geldmiddelen zal hebben bepaald; van belang is het te doen opmerken dat, zelfs vóór haar bestaan, de wet door al de arbeiders-syndicaten bestreden wordt.

Op het Socialistisch Congres te Nimes, den 6ⁿ, 7ⁿ, 8ⁿ, 9ⁿ Februari, bekwamen de parlementairen met groote moeite eene voorwaardelijke toetreding tot den tekst der wet, met 193 stemmen tegen 156, die voorstelden de wet te verwerpen als zijnde gevaarlijk en ontoereikend; haar hoofd-beginsel, de verplichting, werd veroordeeld nadat men, tweemaal achtereenvolgens, een onderzoek had ingesteld. De mutualisten beschouwen haar inderdaad als een inbreuk op de hoogst nuttige werking van de vrije spaarinrichtingen, die hunne werkwijzen naar goeddunken willen regelen.

Kapitaliseering. — Omslag.

Om financieele redenen staan de heeren de Ponthière en Warocqué, in de toelichting van hun wetsvoorstel, het stelsel van den omslag voor; daaraan geven zij de voorkeur boven het stelsel van de kapitaliseering.

Dit vraagstuk van kapitaliseering of omslag, zegt de heer Guesse in zijn verslag, uitgebracht namens de Commissie voor sociale verzekering en voorzorg, is feitelijk van het hoogste belang bij het tot stand brengen van de arbeiderspensioenen.

Het is immers klaar dat de stortingen, door de werklieden gedaan om zich een pensioen te verzekeren, aan het beoogde doel moeten beantwoorden, zij moeten het grootst mogelijk voordeel opleveren. Bij de financieele regeling moet de grootst mogelijke veiligheid worden betracht.

De uitkomsten kunnen en moeten bijgevolg ons richtsnoer zijn bij het beoordeelen van de twee stelsels.

Bepaalt men er zich bij, elk jaar de bijdragen te doen betalen, die toereikend zijn om de uitgaven van dit jaar te dekken, dan zal de jaarlijksche bijdrage gedurig stijgen naarmate het aantal uit te keeren pensioenen toeneemt. De bijdragen zullen dus noodzakelijkerwijze niet gelijk blijven. Elk jaar wordt de kas gevuld en ledig gemaakt. Dat is het stelsel van den omslag. Volgens dit stelsel is er eigenlijk noch kapitaal, noch reserve.

Volgens het stelsel van de kapitaliseering wordt integendeel rekening gehouden niet alleen met de tegenwoordige lasten, maar ook met de latere lasten. De bijdragen worden berekend naar verhouding van die latere lasten en het spreekt vanzelf dat men aldus een overschot van kapitaal bekomt, hetwelk bestemd is om later, wanneer de uitgaven meer bedragen dan de inkomsten, de balans sluitend te maken. De sommen, waaruit dit jaarlijksch overschot telkens bestaat, vormen wat men noemt de mathematische reserve. Volgens dit stelsel, worden de groepen van personen van gelijken leeftijd beschouwd als evenveel mutualiteiten, waarvan elke over een kapitaal moet beschikken, dat de lasten der groep waarborgt.

Volgens het stelsel van den omslag, dat onafscheidbaar is van verzekeringsplicht, worden al de werklieden of al de leden bij eene vereeniging aangesloten en men belooft hun een pensioen op een bepaalden leeftijd. Elk jaar eischt men van de leden de noodige som om de pensioenen uit te keeren. Elk jaar vereffent men wat men het maatschappelijk vermogen zou kunnen noemen. De onafscheidbaarheid van verzekeringsplicht maakt het stelsel van den omslag vatbaar voor al de bezwaren die tegen het stelsel van de verplichting zelf aangevoerd worden. Verder, daar er geen kapitaal bestaat, hangt, ten aanzien van den waarborg, het dekken der lasten hoofdzakelijk af van de jaarlijksche hernieuwing der maatschappelijke geldmiddelen.

Weliswaar, zien de bestrijders van het stelsel der kapitaliseering een bezwaar in de ontzaglijke opeenhooping van de gespaarde kapitalen. Met den vooruitgang van het pensioensbegrip groeien de aangeslotenen elk jaar in aantal aan, en de zekere beleggingen zijn of worden moeilijk of onmogelijk. Slechte speculatiën, al te stoutmoedige of roekeloze ondernemingen kunnen de ten koste van de grootste opofferingen rechtmatig gekoesterde verwachtingen in gevaar brengen.

Dit kan een ernstig bezwaar zijn, toch schijnt het ons niet overtuigend. Het toezicht op de Centrale Kas wordt door de wetten voorgeschreven, hare verrichtingen worden binnen vaste grenzen beperkt, niets helet den wetgever al de noodige maatregelen voor te schrijven. Vergeefs voert men aan dat de interest van het geld er natuurlijkerwijze toe strekt te verminderen; immers, gesteld dat de opeenhooping der kapitalen den interest, dien zij opbrengen, op den duur zou doen dalen, zoodat het evenwicht tusschen inkomsten en uitgaven zou verbroken zijn, dan toch zou dit verschil nooit groot genoeg zijn om de Kas in de onmogelijkheid te stellen, hare verbintenissen na te komen.

Eindelijk, volgens het stelsel der kapitaliseering — en dit wordt erkend

door de meest overtuigde tegenstanders —, zijn de lasten van de aangeslotenen geringer.

In het *Bulletin de la Prévoyance*, bladzijde 14, 1^e jaargang, lezen wij het volgende :

« Naar onze meening, moet het stelsel (van den omslag) verworpen worden, omdat het, van een zeker oogenblik af, aan *al de aangeslotenen* veel grootere opofferingen zou opleggen dan het stelsel der kapitaliseering. » Dat is eene waarheid die niet betwist wordt en niet betwist kan worden : zij rust op vaste bewijsgronden en wordt zelfs door de voorstanders van den omslag niet betwijfeld.

Een voorbeeld om dit te verduidelijken : laat ons onderstellen dat men het stelsel van den omslag wil toepassen op de geheele arbeidersbevolking, die meer dan 15 jaar oud is, en dat het pensioen voor al de ouderlingen van 65 jaar en daarboven bepaald wordt op 300 frank. Onder die omstandigheden, zou elke werkman, die geen 65 jaar oud is, elke maand 1 frank storten, waarbij de patroon elke maand 1 frank en de Staat elke maand 1 frank zou voegen : met dit geld zouden al de tegenwoordige leden, die meer dan 65 jaar oud zijn, elk jaar 300 frank krijgen, alsook al de leden die achtereenvolgens dien leeftijd zouden bereiken. Op die wijze zouden al de tegenwoordige ouderlingen een pensioen genieten, zonder dat het hun iets zou kosten : voor de aangeslotenen die, bijvoorbeeld, thans 50 jaar oud zijn, zou er, gedurende 15 jaar, elke maand 3 frank gestort worden ; voor hen, die thans 30 jaar oud zijn, zou er elke maand 3 frank gestort worden gedurende 35 jaar, voor hen, die 15 jaar oud zijn, elke maand 3 frank gedurende 50 jaar. Voor allen zou het pensioen 300 frank bedragen.

Nu, volgens de tarieven der Lijfrentekas stellen wij vast dat de rente van 300 frank op 65 jarigen leeftijd verkregen wordt door maandelijksche stortingen van 1 frank van den leeftijd van 15 jaar af tot dien van 65 jaar.

Daaruit volgt dat, met dit stelsel, de aangeslotene, die begint te storten op 15 jarigen leeftijd, geen voordeel haalt uit de stortingen van patroon en Staat ; inderdaad, deze laatste zou 1 frank storten, patroon en Staat zouden schijnen te zamen 2 frank te storten en hij zou dezelve rente verkrijgen als met 1 frank, elke maand gestort in de Lijfrentekas.

*
* *

Bovenstaande beschouwingen zouden kunnen te berde gebracht worden bij de behandeling van eene algemeene wet op de arbeiderspensioenen.

De zending der Commissie werd beperkt tot het onderzoek van het wetsvoorstel op de pensioenen der mijnwerkers. De Commissie moest geen uitspraak doen over de uiteengezette beginselen, en de besluitschriften verbinden alleen hem die ze neerschreef.

*
* *

Als inlichting voegen wij bij het verslag de vragen, die in 1907 tot de Regeering werden gericht, alsmede de antwoorden van de Regeering.

ANTWOORDEN VAN DE REGEERING OP DE VRAGEN,
HAAR GESTELD DOOR DE COMMISSIE.

I.

« Brussel, 8 Februari 1907.

» *Den Heer Nerinx, ondervoorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, voorzitter van de Parlementaire Commissie belast met het onderzoek van de wetsvoorstellen in zake van pensioenen voor oude mijnwerkers.*

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Hierbij heb ik de eer U, benevens de bijlagen, over te maken een afschrift van de antwoorden op de vragen, mij gesteld door Uwe Commissie, haar reeds door mij einde 1904 toegestuurd.

» Als bewijsstukken voeg ik daaraan toe, de verslagen van de Bestendige Commissie voor de Voorzorgskassen ten behoeve van mijnwerkers, betreffende de werking van die kassen in 1903 en 1904, alsmede de statuten der Kassen in Henegouw, gewijzigd bij toepassing van de wet op de vergoeding van schade ten gevolge van arbeidsongevallen.

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de uitdrukking van mijne bijzondere hoogachting.

» *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

» FRANCOTTE. »

Eerste vraag.

» a) De Commissie verlangt te weten wat, in wettelijk opzicht, de toestand is van de Voorzorgskassen voor mijnwerkers.

» b) In hoeverre bestaat voor de kolenmijnen verplichte aansluiting bij deze Kassen? »

Antwoord.

a) De gemeene Voorzorgskassen ten bate van mijnwerkers zijn vereenigingen, in volle vrijheid gesloten onder werkgevers.

Zij ontstonden van 1839 tot 1841, na verscheidene mijnrampen; voorschands strekten zij enkel om onderstand te verstrekken aan slachtoffers van mijnrampen en aan hun gezin.

Eerst later werd hare weldadige werking uitgestrekt tot invalide of oude

werklieden, zelfs tot hunne weduwen; doch, nu nog is in de statuten van een aantal dezer Kassen niet opgenomen het recht, voor de werklieden van aangesloten nijverheidsondernemingen, op een pensioen; deze pensioenen staan gelijk met welwillenden en vrijwilligen onderstand.

De gemeene Voorzorgskassen voor mijnwerkers zijn beheerscht door de wet van 28 Maart 1868, strekkende, evenals de wet van 1851 op de maatschappijen van onderlingen bijstand, tot wettelijke erkenning van de gemeene Kassen, haar tevens verleende zekere voordeelen, als daar zijn: bevoegdheid om in rechte op te treden, kosteloze rechtspleging, ontheffing van zegel- en registratierechten, ten slotte, recht om giften en schenkingen van roerende voorwerpen te ontvangen.

Anderdeels, legde de wet aan de Kassen sommige verplichtingen op, geregeld bij koninklijk besluit van 17 Augustus 1874.

Dit besluit bepaalt de voornaamste punten te vermelden in de statuten der Kassen: verplichting om ze te onderwerpen aan 's Konings goedkeuring, de regelen te volgen ingeval van ontbinding of van intrekking der akte van goedkeuring; verder bepaalt het onder welke omstandigheden zij kosteloos in rechte kunnen optreden.

Door gemeld besluit wordt ingesteld eene Bestendige Commissie voor de Voorzorgskassen der mijnwerkers en de taak van dit College omschreven.

b) Geene wetsbepaling maakt tot verplichting de aansluiting van de kolenmijnen bij de gemeene Voorzorgskassen; ook zijn er een zeker getal mijnen daarbij niet aangesloten.

Weliswaar, bevat het lastkohier voor de concessie van mijnen, toegestaan sedert 1840, eene aldus luidende bepaling:

« Hij (de concessiehouder) is verplicht deel te nemen aan de Voorzorgskas, gevestigd te . . . , mits toestemming van de Regeering. »

Doch de wettelijkheid van deze bepaling werd betwist en een arrest van het Hof van Beroep te Brussel, in 1857 uitgesproken, besliste dat zij onwettelijk was.

2° Vraag.

« De Commissie verlangt zoo nauwkeurig mogelijk te kennen den toestand der Voorzorgskassen, met het oog op de rustgelden en pensioenen of onderstand, verleend aan invalide mijnwerkers, inzonderheid:

- 1° Of al de mijnwerkers daarbij zijn aangesloten;
- 2° Of de pensioenen aan hen, die ze genieten, verzekerd zijn tot het einde huns levens;
- 3° Het geheel bedrag van de hun toegekende pensioenen; het gemiddeld bedrag van die pensioenen;
- 4° Welke fondsen bijzonder worden gebruikt voor het uitkeeren van die pensioenen, ze zoo duidelijk mogelijk onderscheidend van die welke tot nu toe dienden tot vergoeding van arbeidsongevallen;

- » 5^o Door welke bijdragen zij worden in stand gehouden; door wie zij worden bekostigd en welke hunne verhouding is tot het betaalde loon;
- » 6^o Welke onderlinge betrekkingen de Voorzorgskassen hebben, met het oog op het uitbetalen van de pensioenen;
- » 7^o Of de geldmiddelen van deze instellingen toereikend zijn om den dienst der pensioenen te verzekeren. »

Antwoord.

1^o Vooreerst dient te worden aangemerkt, dat niet de werklieden van mijnen en fabrieken aangesloten zijn bij de gemeene Voorzorgskassen, maar wel de ondernemingen waar zij arbeiden.

Eenmaal dit hoofdzakelijk onderscheid gemaakt, voeg ik er aan toe, dat eigenlijk het meerendeel van de kolenmijnen des lands bij die Kassen zijn aangesloten.

Uitgezonderd evenwel enkele kolenmijnen uit de Couchant de Mons, het Centrum, de Neder-Samber en eenige kleinere mijnondernemingen in de provincie Luik.

De overgrootste meerderheid van de werklieden der aangesloten kolenmijnen genieten onderstand uit die kassen. Door eenige worden evenwel noch de arbeiders buiten de mijn noch die der hulpdiensten (waschplaatsen, cokeovens, enz.) er bij aangesloten.

Naar luid van de statuten der Kassen, kunnen andere nijverheids-ondernemingen dan kolenmijnen insgelijks worden aangesloten bij de Kassen; doch behalve de graverijen en leigroeven der provincie Luxemburg, enkele groeven der provincie Namen en eenige werkhuizen eigenaars van mijnen in de provincie Luik, werd van dit recht slechts gebruik gemaakt door twee vervoerondernemingen uit de Couchant de Mons; eene enkele, met zeven werklieden, maakt daarvan thans gebruik;

2^o Een onderscheid is noodig: zekere Kassen, die van Bergen, Charleroi, het Centrum en Luxemburg, hebben in hare statuten bepaald dat de oude werklieden van de aangesloten ondernemingen recht hebben op rustgeld, mits zekere voorwaarden van leeftijd, dienstjaren en ongeschiktheid tot verderen arbeid.

De overige (die in de provincie Luik en Namen) deden het niet; de pensioenen voor invaliden beschouwen zij als buitengewonen en vrijwilligen onderstand, waarop de werklieden geen recht hoegenaamd hebben.

Zóó heeft de Kas van Namen, ten gevolge van haren weinig schitterenden toestand, reeds sedert een zeker getal jaren geen onderstand meer verleend tenzij na arbeidsongevallen.

Onverminderd de pensioenen, verleend krachtens hare statuten, kent de Kas van Charleroi onderstand toe aan invaliden die geen aanspraak op pensioen hebben.

Ten slotte, zoo de pensioenen, toegekend bij toepassing van de statuten

van voormelde Kassen, levensdurend zijn, toch dient te worden opgemerkt dat de Kassen steeds volmachtig beslissen over hare tarieven en dat geene bepaling hoegenaamd ze kan verhinderen, het bedrag van de door haar verleende pensioenen te wijzigen, al gaven ze zelfs terugwerkende kracht aan die wijzigingen.

Aldus, namelijk, heeft de Kas van Charleroi in 1873, 1878, 1884 en 1885, bij algemeenen maatregel nu verhoogd en meestal verlaagd het bedrag van al hare pensioenen, zoo wegens ongeval als leeftijd, alsmede van al haren onderstand. In 1874 nam de Kas van Namen eene zelfde beslissing, insgelijks met terugwerkende kracht.

3^o Uit de inlichtingen, geleverd door de jongste verslagen van de verschillende gemeene Kassen, blijkt het volgende :

Pensioenen in 1903.

Bergen . . .	4,644 oude werklieden fr.	228,979 42
	862 weduwen van oude werklieden.	63,589 67
Charleroi . . .	4,972 oude werklieden	177,663 12
	53 weduwen van oude werklieden.	1,287 24
Centrum. . .	4,143 oude werklieden	226,544 »
	944 weduwen van oude werklieden.	77,547 50
Luxemburg.	46 oude en zwakke werklieden. . .	2,107 30
Te zamen . . .	6,598 pensioentrekkenden voor . . . fr.	777,655 45

waarbij is te voegen :

Onderstand.

Luik.	3,332 oude en zwakke werklieden.	513,038 »
Namen	4 — — —	120 »
Charleroi . . .	307 — — —	29,657 35
Te zamen . . .	3,640 bedceelden voor fr.	542,815 35

dus te zamen :

10,238 pensioen- en onderstandtrekkenden voor fr. 1,320,470.80, waaruit blijkt dat het gemiddeld bedrag van pensioenen en onderstand is bepaald op fr. 128.97.

Ziehier, overigens, welke tarieven thans bestaan voor de verschillende Kassen :

BERGEN. — Oude werkman, met vijf en dertig tot veertig jaren dienst, op het spaarboekje 444 frank per jaar (met verhooging van 6 frank per jaar dienst boven veertig tot vijftig, op het boekje ingeschreven).

Weduwe van een ouden werkman, 80 frank per jaar, door overdracht.

CHARLEROI. — Oude en zwakke werkmán, 100 frank per jaar (de vrijwillige onderstand aan oude werklíeden, die een pensioen kunnen erlangen, verschilt van fr. 0.30 tot fr. 0.45 per dag).

CENTRUM. — A. 180 frank, per jaar, voor oude werklíeden onbekwaam tot elken arbeid, tellende ten minste acht en dertig jaren dienst in de aangesloten mijnen, wat ook hun leeftijd zij, of wel ten minste dertig jaren dienst in dezelfde mijnen en ten minste 55 jaar oud.

B. 240 frank per jaar, voor werklíeden die, al of niet in staat tot zeker werk, vijf en dertig jaren dienst tellen in de bij de Kas aangesloten mijnen en 60 jaar oud zijn; deze leeftijd wordt op 65 jaar gebracht voor de werklíeden boven den grond.

Weduwen van gepensionneerde oude werklíeden, ten minste twintig jaar gehuwd, genieten pensioenen van fr. 72.84 of 96 frank per jaar, naar gelang dat zij minder dan vijf en twintig, vijf en twintig tot dertig of meer dan dertig jaar gehuwd waren.

LUIK. — Het bedrag van den onderstand aan de invaliden is 132, 156 of 180 frank, naar gelang dat de belanghebbende 60, van 60 tot 70 of meer dan 70 jaar oud is. Jaarlijksche verhooging van 36 frank voor dertig jaren dienst in de aangesloten ondernemingen.

NAMEN. — Het bedrag van den onderstand, in het tarief voorzien, is 120 frank per jaar.

LUXEMBURG. — Het bedrag van den onderstand verschilt, volgens de gevallen, van 50 tot 100 frank per jaar.

Zooals reeds hiervoren is gezegd, zijn deze tarieven niet onveranderlijk; altijd kunnen zij worden gewijzigd bij beslissing van de algemeene vergaderingen der deelnemers. Deze beslissingen kunnen eene terugwerkende kracht hebben en bijgevolg worden toegepast zoo op loopende als op later te verleenen pensioenen.

4^o en 5^o. Het gevraagd onderscheid is maar mogelijk voor de Kas van Bergen, die sedert 1891 de kas voor ongevallen heeft gescheiden van de pensioenkas.

Voor deze laatste beloopt de bijdrage 1 % van het loon : zij wordt gansch bekostigd door de ondernemers, zonder hoegenaamde afhouding van het loon.

In 1903, beliepen die bijdragen fr. 308,129.93. De pensioenkas bezat fr. 933,515.48 op 1 Januari 1904; dien dag bedroegen hare lasten wegens levenslange pensioenen fr. 295,595.80. De overige Kassen maken geene onderverdeeling van hare ontvangsten noch van haar bezit aan reserve.

Deze ontvangsten bedragen te Charleroi 1 $\frac{1}{2}$ % van het loon; te Luik, 2 %; te Namen, 1 $\frac{1}{2}$ %, alles ten laste van de ondernemers.

In het Centrum bedragen zij 2 $\frac{1}{2}$ % van het loon, en in de provincie Luxemburg 1 $\frac{1}{2}$ %; in beide kassen worden zij bij helft bekostigd door de werkgevers en bij helft door de werklíeden.

In 1902.⁽¹⁾ was het percent der sommen, aan invalide en oude werklieden alsmede aan hunne weduwen toegekend :

Te Bergen	0.99	% van het loon.
Te Charleroi	0.33	—
In het Centrum.	1.27	—
Te Luik	1.21	—
Te Namen	0.003	—
In Luxemburg	0.27	—

Voor 't overige worden in het jongste verschenen verslag der Bestendige Commissie voor de Voorzorgskassen over de werking der Kassen in 1902, door mij aan deze nota toegevoegd, Bijlage I, al de gevraagde inlichtingen gegeven. (Blz. 8, 9, 11, 13, 16, 17, 20, 21.)

6° Bij de herziening van hare statuten in 1891, heeft de gemeene Voorzorgskas van Bergen daarin opgenomen het recht op pensioen « voor 65jarige mijnwerkers, die bewijs leveren van vijf en dertig jaren dienst *in de nijverheidsondernemingen des lands, aangesloten bij de Voorzorgskassen ten bate van mijnwerkers, of in Belgische kolenmijnen die bijzondere pensioenkassen tot stand brachten* (art. 20) ».

Werd niet gansch de diensttijd doorgebracht in de kolenmijnen, aangesloten bij de Kas van Bergen, zoo wordt het bedrag van het pensioen, door deze Kas betaald, verminderd naar evenredigheid van het getal jaren, doorgebracht in de aangesloten kolenmijnen.

Doch wederkeerigheid van dezen maatregel, den ouden werkmán voordeelig, bestaat vooralsnog niet bij de andere gemeene Kassen.

Nochtans trad, in 1903, de Bestuurscommissie der Voorzorgskas uit het Centrum in zekere mate denzelfden weg op door het nemen van onderstaande beslissing :

« Geen onderstand van dien aard (onderstand aan oude werklieden) wordt verleend, tot op het oogenblik dat de overeenkomst met de overige Kassen van kracht is, dan wanneer de oude werklieden ten minste vijf en veertig jaar dienst in Belgische kolenmijnen hebben. »

Op 9 September 1902 wijzigde hetzelfde College bovenstaande bepaling in een voor de werklieden gunstigeren zin en besloot daarenboven :

« Dat een bestendige onderstand zou worden verleend : 1° Aan oude werklieden die, geen recht hebbend op het pensioen van onze iustelling, ten minste veertig jaar hebben gearbeid in kolenmijnen, gedeeltelijk in die van het Centrum, gedeeltelijk in andere mijnen van België ;

» 2° Aan de weduwen van werklieden die, hebbende gearbeid in verschillende bekkens, hebben verworven of gehad hebben het recht om een ouderdomspensioen te bekomen. »

(1) Verslag van de Bestendige Commissie voor de Voorzorgskassen over de werking in 1902.

Eindelijk, de Bestendige Deputatie van Henegouw, door verscheidene leden van den Provincialen Raad aangezocht om bij de bestuurscommissiën van de Kassen in die provincie aan te dringen, ten einde te bekomen dat in hare statuten werd opgenomen eene bepaling in den aard van de bovenvermelde voor de Kas van Bergen, nam op zich, afgevaardigden van de drie Henegouwsche Kassen te vergaderen. Op deze vergadering werd bevonden dat een Bond van deze Kassen nutteloos was, gezien de verbintenis, door de afgevaardigden der Kassen van Charleroi en het Centrum aangegaan en krachtens welke zij zouden voorstellen, in de statuten van deze Kassen eene bepaling op te nemen zooals die van artikel 20 der statuten van de Kas van Bergen.

Dadelijk loste de Kas van het Centrum de zaak op zooals hierboven is gezegd.

Ten gevolge van die vergadering stelde de Kas van Charleroi voor, een levensdurend pensioen toe te kennen aan elken werkman van 65 jaar, die vijf en dertig jaar lang was verbonden aan ondernemingen in het land, aangesloten bij voorzorgskassen ten bate van mijnwerkers; de leeftijd van 65 jaar zou tot 60 worden vermindert, indien de werkman het meerendeel van den tijd arbeidde binnen in de mijn, en de duur van den dienst van vijf en dertig tot dertig jaar, indien de werkman al dien tijd arbeidde in ondernemingen aangesloten bij de Kas van Charleroi.

Ten gevolge van verschillende moeilijkheden, kon dit voorstel tot nu toe niet worden bekrachtigd; eerlang wordt het aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

De overige Kassen hebben in dit opzicht niets gedaan: overigens, daar de werklieden van Luik en Namen slechts bij uitzondering gaan arbeiden in Henegouw, en omgekeerd, is de aanneming van dergelijken maatregel van veel minder belang.

7° In antwoord op bovenstaand 4° heb ik reeds gezegd dat, behalve te Bergen, geene Kas in hare ontvangsten een onderscheid maakt tusschen het aandeel bestemd voor de ongevallen en dit voor het pensioen.

Dus kan nauwkeurig worden geantwoord enkel wat betreft de Kas van Bergen.

Het spreekt vanzelf dat bedoelde geldmiddelen beteekenen het bestaande in-kas, ondersteld dat de jaarlijksche stortingen volstrekt zouden gestaakt worden.

Uit eene, in 1898, door den achtbaren heer Nyssens bevolen studie naar officieele stukken, op verzoek van mijn bestuur geleverd door de onderscheiden gemeene Kassen en waarvan de beknopte inhoud werd opgenomen in het *Bulletin de la Prévoyance* (1) blijkt, dat op 31 December 1897 de lasten, voortvloeiende uit de loopende pensioenen (oude werklieden of weduwen van oude werklieden) in kapitaal nagenoeg 1,794,000 frank bedroegen

(1) Jaargang 1900, bl. 121 en volg.

(onverlet gelaten de overgedragen pensioenen, waarvan het kapitaal onmogelijk kan worden geraamd).

Op denzelfden datum bedroeg de reserve der Pensioenkas van Bergen fr. 570,653.79. Dus was er een tekort van ten minste 1,220,000 frank.

Daar de bijdragen voor de Kas van Bergen hooger zijn dan die der overige Kassen, verkeert deze, ondanks het lager loonbedrag in de Borige, in een gunstigeren toestand dan de overige.

Te Charleroi waren, op denzelfden datum als hierboven, de algeheele lasten, aan het pensioen te wijten, geraamd op nagenoeg 1,416,000 frank in kapitaal. Uit hoofde van den dagelijkschen, te allen tijde herzienbaren onderstand die in 1897 nagenoeg 28,000 frank bedroeg, waren die lasten feitelijk nog hooger. Niettegenstaande dit, bedroeg de algeheele reserve slechts fr. 1,345,923.46 en moest zij daarenboven voorzien in de lasten wegens ongevallen, ten minste op 3,320,000 frank geraamd.

Voor de Kas van het Centrum, ofschoon het globaal bezit 1,521,774 frank bedroeg, bereikte alleen de last van de pensioenen aan oude werklieden en hunne weduwen 2,060,500 frank.

Te Luik had men 4,437,000 frank noodig tot het vormen van het kapitaal voor buitengewonen onderstand, zonder verplichting toegekend aan gebrekkelijke en oude werklieden. Nu, de kas bezat als reserve slechts 2,180,000 frank, dus meer dan één millioen te kort om den dienst der pensioenen voor verminkte werklieden en hunne weduwen, alsmede voor de weduwen, kinderen en bloedverwanten in opklimmende lijn van gedoode werklieden te verzekeren.

Sedert den tijd waarop het door mij beknopt samengevat werk werd opgemaakt, kan de toestand niet veel verbeterd zijn; want, zoo het bezit aan reserve, dank zij de voorspoedige jaren die de kolennijverheid pas beleefde, aangroeide met nagenoeg 3,300,000 frank, de kosten uit hoofde van pensioenen en onderstand aan invalide en oude werklieden verhoogden met 223,000 frank en de lasten wegens ongevallen met nagenoeg 50,000 frank.

3^e Vraag.

« De Commissie verlangt eene statistiek, zoo volledig mogelijk, naar geslacht en leeftijd, van de invaliden, bijgestaan of gepensionneerd door de verschillende voorzorgskassen, daargelaten diegenen, wier invaliditeit is te wijten aan arbeidsongevallen, en slechts rekening houdend met vroegtijdige invaliditeit ten gevolge van beroepsziekten of beroepsgebrekkelikheden.

» In algemeenen zin verlangt zij, zoo mogelijk, te worden ingelicht over den omvang der vroegtijdige invaliditeit in de kolennijverheid in België evenals in het buitenland. »

Antwoord.

Zooals deze vraag luidt, zouden uit den gevraagden staat moeten worden weggelaten de als verminkt gepensionneerde werklieden, alsmede

al diegenen welke enkel wegens leeftijd zijn gepensionneerd. Daarenboven zou men, onder de anderen, insgelijks moeten ter zijde laten al diegenen wier zoogezegde « vroegtijdige » invaliditeit niet het gevolg is van beroepsziekte of beroepsgebrekelijkheid.

De voorzorgskassen, die in hare statuten opnamen het recht, voor den werkman wien geen ongeval overkwam, op een pensioen (onverlet gelaten de Kas van Luxemburg, die slechts een gering getal aangesloten werklieden telt en eerst sedert 1896 den dienst der pensioenen overnam), hebben in hare statuten of in hare verordeningen ook vereischten opgenomen betreffende een minimum-leeftijd.

Deze vereischten zijn van zulken aard, dat al de wegens invaliditeit of ouderdom gepensionneerde werklieden oud genoeg zijn opdat hunne invaliditeit niet kan worden beschouwd als vroegtijdig.

Dit is het geval met 1,569 gepensionneerden der Kas van Bergen (opgave van 1902) en met 1,877 gepensionneerden der Kas van Charleroi, *allen ten minste 60 jaar oud*. Ook met het meerendeel van de 1,098 gepensionneerden der Kas van het Centrum, waaronder slechts 74 ten minste 55 en 176 van 55 tot 60 jaar oud.

Voor de pensioentrekkenden van Bergen en van Charleroi wordt ten minste 60 jaar ouderdom vereischt; in het Centrum eischt men 55 jaar, doch er kan uitzondering gemaakt worden voor de werklieden die *tot om 't even welken arbeid ongeschikt zijn* en acht- en dertig jaar dienst hebben in de vereenigde mijnen. Dus zijn deze laatsten ten minste 48 jaar oud, vermits, vóór het besluit van 1884, dat den vereischten ouderdom om in de mijnen te arbeiden verhoogde tot 42 jaar, het decreet van 3 Januari 1843 dien ouderdom op 40 jaar had bepaald; nu, de werklieden boven 50 jaar zijn maar het twaalfste gedeelte, nagenoeg, van al de werklieden binnen in de mijn (8,69 in 1897).

Derhalve mag worden gezegd dat die drie kassen aan niemand pensioen verleenen wegens *vroegtijdige invaliditeit*, ten ware men de 74 arbeiders beneden 55 jaar beschouwde als behoorende tot die klasse.

Zooals wij reeds vaststelden, is de Kas van Luik, onder de vier belangrijke kassen voor mijnwerkers, de eenige die het recht op een pensioen niet in hare statuten opnam.

Die Kas verleent nochtans het meest pensioenen, want aan den pensioendienst besteedt zij 63 % van hare jaarlijksche uitgaven.

Zij beschouwt die pensioenen als buitengewone hulp gelden welke artikel 46 harer statuten haar toelaat te verleenen aan personen die, zonder aanspraak te kunnen maken « op een pensioen, worden geacht eenige hulp te verdienen uit hoofde van hun bijzonderen toestand en van hunne behoeften ».

Dezelfde statuten stelden slechts ééne voorwaarde voor dat hulp geld: men moest bewijzen dat men vijftien jaar had gearbeid in de vereenigde mijnondernemingen.

Daar de rekbaarheid van dien regel het getal zoogenaamde invalide

pensioentrekkenden merkelyk verhoogde en het evenwicht tusschen inkomsten en uitgaven kon schaden, besloot de beheerraad der Kas, in 1883, dat men, om een invaliditeitspensioen te bekomen, voortaan niet alleen het bewijs van bedoelde vijftien jaar zou moeten leveren, maar ook dat men ten minste 60 jaar oud zou moeten zijn en tevens onbekwaam om te arbeiden; daarbij werd evenwel gevoegd dat, bij uitzondering, de ouderdomsvereischte mogelijk niet gesteld zou worden voor werklieden, die volkomen ongeschikt tot om 't even welken arbeid worden bevonden of die het bewijs kunnen leveren dat zij dertig jaar dienst hebben in de vereenigde mijnen.

Dank aan deze uitzonderingen en vooral dank aan de laatste, waren er, op 31 December 1903, op 3,053 invalide werklieden, door de Kas van Luik bijgestaan, 1,265 minder dan 60 jaar oud. Twee waren slechts 30 jaar oud, 48 waren van 31 tot 40 jaar en 311 tusschen 45 en 50 jaar oud.

Die getallen zijn blykbaar te klein om daaruit gevolgtrekkingen te kunnen afleiden wat betreft de vroegtijdige invaliditeit uit hoofde van beroepsziekte of van beroepsgebrekkelijheid.

Overigens, het ware vooral noodig nauwkeurig te bepalen wat men dient te verstaan onder vroegtijdige invaliditeit, wanneer zij aanvangt, welke de verschijnselen daarvan zijn en hoeverre zij strekt; anderzijds, zou men het eens moeten zijn over de beroepsziekten der mijnwerkers.

Daarom achte ik het onnoodig, de opgave te doen opmaken, die door de Commissie werd gevraagd.

Anderzijds, bezit mijn Ministerie geen gegevens om den omvang te bepalen van de vroegtijdige invaliditeit, buiten de arbeidsongevallen, bij de kolenmijnwerkers in België en nog minder in den vreemde; voor ons land heeft het alleen de telling der oude werklieden (*Volkstelling*, d. XVIII, bl. 401) en de indeeling der mijnwerkers per ouderdom (*Annales des mines de Belgique*, d. IV); van die opgaven voeg ik een exemplaar bij dit antwoord.

II.

« Brussel, 10 Juni 1907.

» *Den Heere Nerincx, ondervoorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, voorzitter van de Middelenafdeeling belast met het onderzoek der wetsvoorstellen betreffende het pensioen der oude mijnwerkers.*

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Bij brief van 3 Maart laatstleden, hebt gij mij verscheidene vragen

overgemaakt, uitgaande van de Middenafdeeling belast met het onderzoek der wetsvoorstellen betreffende het pensioen der oude mijnwerkers.

» Ik heb de eer U ter kennis te brengen dat de eerste vraag werd overgemaakt, tot onderzoek en oplossing, aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

» De overige vragen werden grondig onderzocht door den bevoegden dienst van mijn Bestuur; bijgaande nota vermeldt de redenen, welke beletten ze op te lossen in den vorm waaronder zij werden gesteld.

» Aanvaard, Heer Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

» *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

» ARM. HUBERT. »

2^{de} Vraag.

Welk zou het bedrag zijn van de stortingen, die bij de vroegere jaarlijksche stortingen zouden moeten gevoegd worden om een gelijk pensioen op om 't even welken leeftijd te verschaffen wegens vroegtijdige invaliditeit?

Door invaliditeit bedoelt de Afdeeling de onmogelijkheid, voor een werkmán, om meer te verdienen dan een derde van zijn normaal loon. Zóó wordt het ook aangenomen in Duitschland. De berekeningen dienen te worden opgemaakt naar de uitkomsten der ondervinding in dat land.

Antwoord.

Om bedoelde vraag op te lossen, zou men moeten beschikken, onder andere :

1° Over eene sterftetafel betreffende de invalide mijnwerkers ;

2° Over eene sterftetafel opgemaakt naar de ondervinding in Duitschland.

In België bestaat er geen sterftetafel betreffende de invalide mijnwerkers. Men zou moeten gebruik maken van tabellen uit den vreemde (Tabel *Kaan*, betreffende de sterfte bij de mijnwerkers in Oostenrijk. Tabel *Morgenbesser*, betreffende de sterfte bij de invalide mijnwerkers in Opper-Silezië), omtrent dewelke voorbehoudingen dienen te worden gemaakt.

Naar wij weten, bestaat er evenmin eene tafel van invaliditeit, opgemaakt naar de uitkomsten der ondervinding in Duitschland. In de statistische tabellen, uitgegeven door de *Amtliche Nachrichten des Versicherungsamtes*, komen er evenwel gegevens voor, die kunnen dienen tot het opmaken van eene invaliditeitstafel, met name :

1° Het getal verzekerde Duitschers voor de volgende ouderdomstijdvakken :

16 tot 18 jaar; 18 tot 20 jaar; 20 tot 30 jaar.
30 tot 40 jaar; 40 tot 50 jaar; 50 tot 60 jaar.
60 tot 70 jaar; 70 jaar en daarboven.

2^o Het getal invaliditeitspensioenen, ieder jaar (sedert 1891) verleend, volgens den leeftijd, op zes maand na, van den invalide, op 't oogenblik dat het pensioen aanvangt.

Er dient echter te worden opgemerkt :

a) Dat het getal verzekerden enkel voor een gering getal *ouderdomstijdvakken* verschillend wordt opgegeven ;

b) Dat de invaliditeitstafel, opgemaakt volgens de bovenvermelde gegevens, enkel van toepassing zijn zou op het *gezamenlijk getal verzekerde Duitschers*. Het getal verzekerden is inderdaad vermeld voor verscheidene bedrijfsgroepen, aan de Duitse wet van 1889 onderworpen, met name voor de groep « Nijverheid en mijnen », doch het getal verleende pensioenen wordt enkel vermeld voor het gezamenlijk getal verzekeringsplichtige Duitse werklieden.

Buiten deze twee oorzaken van dwaling, door bedoelde stelsels opgeleverd, dient te worden opgemerkt dat het opmaken van de invaliditeitstafel, naar de wetenschappelijke wijzen, zeer groote bezwaren zou opleveren in de praktijk. Daarenboven zou men uit hoofde van de talrijke onderstellingen of stellingen, welke onvermijdelijk zouden zijn om te kunnen antwoorden op de vraag der Middenafdeeling, moeielijk kunnen bepalen in hoeverre de tafel met de wezenlijkheid overeenkomt.

Anderzijds, moct men er aan herinneren dat, sedert 1903, de Regeering bijzondere toelagen, met voorbehouden kapitaal, verleent aan de herverzekeringsfondsen, die de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit hebben ingericht.

Daarenboven wordt sedert eenigen tijd een nieuw stelsel van aanmoedigen toegepast. Bij wijze van proef verleent de Regeering aan de mutualistische bondskassen voor herverzekeringsfondsen, die wettelijk erkend zijn, eene jaarlijksche toelage van 60 % der geïnde bijdragen, mits de vergoeding aan de belanghebbenden wordt betaald tot zij zijn genezen en, uiterlijk, tot hun vijf en zestig jaar.

Ouderdom en invaliditeit zijn twee volstrekt onderscheidene risico's ten aanzien van de regeling der verzekering en van het toezicht.

De uitkomsten van de ondervinding in Duitschland staven die meening, welke ook die is van de bijzonderste vakmannen in Frankrijk (BELLON, FUSTER, enz.).

Er kan heel goed aangenomen worden dat in België de erkende en toelagen genietende maatschappijen van onderlingen bijstand bekwaam zijn om de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit tot stand te brengen. Er zullen bestendige maatregelen moeten genomen worden voor de toepassing van bovenvermeld stelsel, indien de proefneming afdoende is.

Er dient te worden opgemerkt dat de oudste en de talrijkste mutualistische bondskassen voor herverzekeringsfondsen en tegen invaliditeit voorkomen in de kolenstreken en zeer veel mijnwerkers als leden tellen.

3^e Vraag.

Welk zou het bedrag zijn van de jaarlijksche stortingen, met het omslagstelsel door die mijnwerkers te doen om hun een pensioen van 360 frank te verzekeren op den leeftijd van $\left\{ \begin{array}{l} 55 \\ 60 \\ 65 \end{array} \right\}$ jaar, in de onderstelling dat de stortingen beginnen op den leeftijd van 15 jaar of op den leeftijd van 21 jaar?

Antwoord.

Deze vraag zou nauwkeuriger bepaald moeten worden.

Wat verstaat de Middenafdeeling onder « omslagstelsel »?

Zou dit het stelsel zijn, uiteengezet in het voorstel Warocqué, dat een pensioen verleent, zonder bijzondere vereischten betreffende de stortingen, aan al de mijnwerkers, om 't even hoe oud ze zijn bij het in werking treden van de wet?

Zoo ja, dan dient te worden opgemerkt dat de onderteekenaars van het voorstel de berekening hebben gemaakt van de *onveranderlijke* bijdrage geveerd door bedoeld stelsel (zie bl. 16-A, § 2, en bl. 17-A van het wetsvoorstel Warocqué). Zou die berekening niet voldoende bevonden zijn door de Middenafdeeling?

Zou het een stelsel zijn, dat rekening zou houden met den leeftijd der verzekerden? In dit geval zou er geen sprake meer kunnen zijn van het berekenen eener onveranderlijke jaarlijksche bijdrage (zooals de stellers van de vraag het schijnen te vragen), vermits de te eischen *bijdrage*, evenals de *last* der pensioenen, klaarblijkelijk zou toenemen tot het omslagstelsel voor goed zou gevestigd zijn.

4^e Vraag.

Ondersteld dat de vrouwen toegelaten worden om tot het tijdstip van haar huwelijk stortingen te doen, in de onderstellingen voorzien bij de vraag 1, welk is het kapitaal dat haar zou kunnen gestort worden op

't oogenblik van haar huwelijk op den leeftijd van $\left\{ \begin{array}{l} 25 \\ 30 \\ 35 \end{array} \right\}$ jaar?

Antwoord.

Bij gemis aan eene bijzondere tafel betreffende de huwelijken, kan die vraag niet opgelost worden tenzij door van allen grond ontbloote stelsels.

Overigens, aan vrouwen en kinderen is het toegelaten, stortingen te doen in de Lijfrentekas en zij trekken de aanmoedigingspremiën mits de voorwaarden bepaald door de wet.

Op 31 December 1904 waren er 156,507 vrouwen en 147,807 kinderen die geregeld stortingen deden.

5^e Vraag.

Welk zou, in de onderstellingen voorzien bij de vraag I, het bedrag zijn van de stortingen, te voegen bij de jaarlijksche stortingen voorzien om het pensioen, waarop een werkman recht heeft, te doen overgaan, bij zijn afsterven, op zijne weduwe : a) om 't even wanneer hij overlijdt; b) in de onderstelling dat de werkman overlijdt nadat hij reeds zijn pensioen geniet?

Antwoord.

De vraag behelst de onontbeerlijke inlichting niet voor eene oplossing, met name den *leeftijd der weduwe, in de onderstellingen voorzien bij de vraag I.*

Verder wordt, voor het mogelijk overgaan van het pensioen, geen rekening gehouden met de uitkomsten vermeld onder n^o IV^o.

Gansch de propaganda had ten doel, dank zij het persoonlijk spaarboekje, een onontbeerlijk pensioen te verschaffen aan de vrouwen.

Met het stelsel van het mogelijk overzetten van het pensioen, zal alleen het gezinshoofd zich aansluiten bij de Lijfrentekas. Daar de vrouw geen belang hoegenaamd heeft bij die aansluiting, zal zij het ook niet doen. Daaruit volgt dat de pogingen en de zin tot sparen zullen toenemen.

III.

« Brussel, den 8ⁿ Juli 1907.

» *Den Heere Nerincx, ondervoorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, voorzitter der Middenafdeeling belast met het onderzoek van de wetsvoorstellen betreffende het pensioen der oude mijnwerkers.*

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Als gevolg op mijn schrijven van 10 Juni laatsleden, aangeteekend als deze brief, betreffende de vragen gesteld door de Middenafdeeling die belast is met het onderzoek van de wetsvoorstellen tot toekenning van pensioen aan de oude mijnwerkers, heb ik de eer u hierbij eene tabel mede te deelen welke, zooveel mogelijk, antwoordt op de eerste gestelde vraag.

» Bij het overmaken van dat stuk, doet de heer algemeene bestuurder der Spaar- en Lijfrentekas opmerken dat, bij het berekenen van de vereischte jaarlijksche stortingen, alleen de toelagen van den Staat in aanmerking werden genomen; de andere zijn immers veranderlijk, zooals, bijvoorbeeld, die der provinciën, welke van jaar tot jaar en volgens de provinciën verschillen.

» Aanvaard, Heer Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

» *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

» ARM. HUBERT. »

Eerste Vraag.

Welk is het bedrag van de vereischte jaarlijksche stortingen in de
 Lijfrentekas : om aan de mijnwerkers der provincie $\left\{ \begin{array}{l} \text{Luik} \\ \text{Namen} \\ \text{Henegouw} \\ \text{Limburg} \\ \text{Antwerpen} \end{array} \right\}$ een
 pensioen te verschaffen van 360 frank per jaar op den leeftijd
 van $\left\{ \begin{array}{l} 55 \text{ jaar} \\ 60 \text{ jaar} \\ 65 \text{ jaar} \end{array} \right\}$ mits men in aanmerking neemt $\left\{ \begin{array}{l} \text{mits men in aanmerking neemt} \\ \text{zonder in aanmerking te nemen} \end{array} \right\}$ de toelagen verleend
 door de openbare machten en gesteld dat de stortingen een aanvang nemen
 op den leeftijd van $\left\{ \begin{array}{l} 15 \\ 21 \end{array} \right\}$ jaar?

Antwoord.

Welke som moet er jaarlijks gestort worden in de Lijfrentekas
 $\left\{ \begin{array}{l} \text{met afgeslaan kapitaal} \\ \text{met voorbehouden kapitaal} \end{array} \right\}$ om eene rente van 360 frank te bekomen
 op $\left\{ \begin{array}{l} 55 \text{ jaar} \\ 60 \text{ »} \\ 65 \text{ »} \end{array} \right\}$ mits men in aanmerking neemt $\left\{ \begin{array}{l} \text{mits men in aanmerking neemt} \\ \text{zonder in aanmerking te nemen} \end{array} \right\}$ de toelagen, alleen
 door den Staat verleend?

NABIJKOMEND BEDRAG DER STORTINGEN.

1^o Mits men in aanmerking neemt de toelagen van den Staat.

LEEFTIJD WAAROP de STORTINGEN BEGINNEN.	Met afgeslaan kapitaal.			Met voorbehouden kapitaal.		
	Ingenottreding op			Ingenottreding op		
	55 jaar.	60 jaar.	65 jaar.	55 jaar.	60 jaar.	65 jaar.
16 jaar	40,45	22,35	9,80	74,95	44,25	19,95
18 —	45,00	25,00	10,75	84,75	50,20	23,40
20 —	50,30	28,05	11,85	96,10	57,10	27,35

2° Zonder dat de toelagen van den Staat in aanmerking komen.

LEEFTIJD WAAROP de STORTINGEN BEGINNEN.	Met afgestaan kapitaal.			Met voorbehouden kapitaal.		
	Ingenottreding op			Ingenottreding op		
	55 jaar.	60 jaar.	65 jaar.	55 jaar.	60 jaar.	65 jaar.
16 jaar	43,35	26,80	15,40	78,05	49,00	28,60
18 —	47,95	29,50	16,95	87,85	55,00	32,05
20 —	53,25	32,60	18,65	99,20	61,90	36,00

Aanmerking. — De aangeslotenen worden ondersteld te zijn geboren in het laatste kwartaal.

De laatste storting wordt ondersteld te geschieden op 't oogenblik van de ingenottreding der rente.

OUDERDOMSPENSIOENEN TEN BATE VAN DE MIJNWERKERS.

**Ontwerp ingediend
door de Regeering den 27ⁿ Juli 1909.**

Zooals de Toelichting ons zegt, voert het ontwerp, behalve het beginsel der verplichting, geene nieuwigheid in; het past enkel het stelsel der wet van 19 Mei 1900 toe op eene zekere klasse van werklieden, de mijnwerkers.

Het ontwerp voorziet dus :

- 1° De deelneming der werklieden zelve ;
- 2° De tusschenkomst van den Staat ;
- 3° De *verplichte* aansluiting der belanghebbenden bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Wat de wijzen van aansluiting betreft, houdt het ontwerp rekening met het bestaan van de voorzorgskassen. Naar het stelsel van het wetsontwerp, zouden deze, met het oog op de aansluiting, de maatschappijen van onderlingen bijstand vervangen, die, voor de toepassing der wet van 1900, zoo niet verplichte, dan toch bevoordeelde tusscheninstellingen zijn en erkende diensten hebben bewezen.

Echter, opdat de voorzorgskassen de plichten kunnen waarnemen en de voordeelen, toegekend aan de maatschappijen van onderlingen bijstand, kunnen genieten, moet men beginnen met hunne statuten te wijzigen.

De voorzorgskassen hebben een wettelijk bestaan. Zij werden door het vrije initiatief der mijnondernemers opgericht ten bate van de mijnwerkers uit de verschillende bekkens, zij hebben hunne statuten en zijn bij koninklijk besluit goedgekeurd ⁽¹⁾. De wet van 26 Maart 1868 erkent ze en verleent haar zekere voordeelen.

Opgericht met het doel onderstand te verleenen aan de slachtoffers van arbeidsongevallen, hebben zij weldra den dienst der pensioenen daarbij gevoegd totdat de wet van 1903 ze ontlastte van het verleenen van onderstand of vergoeding bij arbeidsongevallen ; bijgevolg moeten zij zich nog enkel met de pensioenen bezighouden.

(1) De statuten der Kas van het Centrum werden goedgekeurd bij koninklijke besluiten van 30 September 1844, 30 October 1851, 10 Januari 1862, 24 Februari 1875, 6 October 1882, 3 Augustus 1889 en 30 Mei 1905.

De Kas der Couchant te Bergen, bij koninklijke besluiten van 30 September 1891 en 25 Juni 1905.

De Kas van Charleroi, bij koninklijke besluiten van 2 Augustus 1882 en 25 Juni 1905.

Anderzijds, daar al de werklieden van bij de voorzorgskassen aangesloten mijnondernemingen, krachtens de arbeidsovereenkomst, aan de bepalingen vervat in de statuten onderworpen zijn, leven zij feitelijk reeds onder het stelsel der verplichting.

*
* *

Om zich een denkbeeld te vormen van de werking der voorgestelde wet, dient men na te gaan welke de toestand thans is van de werklieden der bij de verschillende voorzorgskassen aangesloten mijnondernemingen.

De drie gemeene Voorzorgskassen voor mijnwerkers in de provincie Henegouw, met name die van de Couchant van Bergen, van het Centrum-bekken, van het bekken van Charleroi, blijven, sedert het in werking treden van de ongevallenwet van 24 December 1903, den pensioendienst voor oude mijnwerkers verzekeren, buiten de uitbetaling der pensioenen en vergoedingen wegens ongevallen overkomen vóór 1 Juli 1905. De Voorzorgskassen der provinciën Luik, Namen en Luxemburg bestaan enkel nog om, tot het bedrag van haar actief, de pensioenen uit te keeren, die werden verleend wegens ongevallen overkomen vóór gemelden datum. (Verslag der Bestendige Commissie.)

Onderzoek van de rekeningen.

VOORZORGSKAS VAN DE COUCHANT TE BERGEN.

(15 kolenmijnen met 30,714 werklieden.)

I. — Ongevallenkas.

(Deze Kas bestaat nog enkel voor het uitbetalen van haar actief; de ontvangsten bestaan nog slechts uit de interesten van de gestorte gelden en uit de toelagen.)

Gedurende het jaar 1908 bedroegen de ontvangsten fr. 133,464.38, samengesteld als volgt :

Interesten van de belegde gelden en vergoedingspremiën	fr. 126,332 68
's Rijks toelage	6,432 30
Toelage van de Provincie	699 40
GEHEEL BEDRAG.	133,464 38

Gedurende hetzelfde dienstjaar bedroegen de uitgaven fr. 351,550.44, samengesteld als volgt :

Pensioenen en onderstand	fr. 331,634 44
Beheerkosten.	7,096 »
Verlies op verkochte titels	12,820 »

GEHEEL BEDRAG. . . . fr. 351,550 44

De gelden in kas op 31 December 1907 bedroegen fr. 3,475,850.08; op 31 December 1908 waren zij gedaald tot fr. 3,257,764.02.

Op 1 Januari 1909 bedroegen de lasten voor levensdurende en tijdelijke pensioenen, te betalen door de Ongevallenkas, fr. 315,605.05, te verdeelen onder 1,999 titularissen.

II. — *Pensioenkas.*

De ontvangsten in het jaar 1908 bedroegen :

Bijdragen van de aangeslotenen. 1 % van het loon	fr. 370,728 69
's Rijks toelage	6,376 10
Toelage van de Provincie	693 30
Aandeel in de toelage, door de Provincie verleend voor het pensioen van zekere klassen van oude werklieden	281 50
Interest van de belegde kapitalen.	36,787 60

GEHEEL BEDRAG. . . . fr. 424,865 23

De uitgaven bedroegen :

Pensioenen aan oude werklieden	fr. 261,391 85
Pensioenen aan weduwen van oude werklieden.	86,342 22
Beheerkosten	7,034 07

GEHEEL BEDRAG. . . . fr. 354,768 55

De gelden in kas bedroegen op 31 December 1908, fr. 1,222,670.75. Op 1 Januari 1909, bedroegen de pensioenen, verleend aan oude werklieden en aan weduwen van oude werklieden, fr. 340,649.60 te verdeelen onder 2,813 personen, zijnde fr. 124.65 per hoofd.

VOORZORGSKAS VAN HET CENTRUM.

(7 aangesloten kolnmijnen met 18,531 werklieden.)

Kas voor gewonden in den loop van 1908.

Ontvangsten :

Toelagen van Staat en Provincie.	fr.	4,249 33
Afhoudingen van het loon (0.30 %).		76,864 73
Toelagen der patroons (0.30 %).		76,864 73
Bijdragen der afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen.		54 »
Interesten der kapitalen en waardevermeerdering der portefeuille		27,014 83
GEHEEL BEDRAG.	fr.	185,047 62

Uitgaven :

Pensioenen en onderstand.	fr.	211,518 20
Vergoedingen voor hertrouwde weduwen . . .		804 »
Beheerkosten		1,610 52
GEHEEL BEDRAG.	fr.	213,932 72

De gelden in kas bedroegen, op 1 Januari 1908, fr. 892,398.71; op 1 December van hetzelfde jaar waren zij gedaald tot op fr. 863,513.61.

De lasten, die op 1 Januari 1908 fr. 215,134.80 bedroegen, verminderten tot fr. 207,219.60 op 1 Januari 1909.

Kas voor ouderlingen.

Ontvangsten :

Afhoudingen van het loon (0.70 %).	fr.	179,351 13
Toelagen der patroons (0.70 %).		179,351 13
Bijdragen der afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen		126 »
Toelagen van Staat en Provincie		7,123 47
Interesten overgeschreven op de loopende reke- ning en waardevermeerdering der porte- feuille		42,364 27
GEHEEL BEDRAG.	fr.	408,316 »

Uitgaven :

Pensioenen en onderstand	fr.	355,930 10
Beheerkosten.		2,699 82
GEHEEL BEDRAG.	fr.	358,629 92

De gelden in de Kas voor ouderlingen bedroegen, op 1 Januari 1908, fr. 1,355,221.36 en stegen tot fr. 1,404,907.43 op 31 December van hetzelfde jaar.

Op 1 Januari 1909 bedroegen de lasten voor levensdurende en tijdelijke pensioenen fr. 367,587.60, te verdeelen als volgt :

Fr. 274,821.60 onder 1,263 oude werklieden, zijnde gemiddeld en per hoofd fr. 217.59, en

92,766 frank onder 1,035 weduwen van oude werklieden, zijnde gemiddeld en per hoofd fr. 89.50.

VOORZORGSKAS VAN CHARLEROI.

(34 aangesloten mijnen met 52,766 werklieden.)

In den loop van 1908 bedroegen de ontvangsten van deze kas fr. 1,002,212.54 :

's Rijks toelage	fr. 13,148 70
Toelage van de Provincie	2,787 50
Bijdrage der patroons (1.5 % van het loon).	819,974 87
Interesten der belegde gelden en winsten op verkoopen	153,451 38
Bijdrage van den Staat voor de afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen	337 50
Toelage van de Provincie voor oude werklieden.	10,512 59
GEHEEL BEDRAG.	<u>fr. 1,002,212 54</u>

*
* *

Bij de ongevallen, overkomen vóór het in werking treden van de wet op de vergoeding der arbeidsongevallen, m. a. w. vóór 1 Juli 1905, heeft de Kas uitgegeven wegens levensdurende pensioenen fr. 224,815.73, wegens tijdelijke pensioenen fr. 22,484.75 en wegens onderstand fr. 256,322.52, te zamen 503,623 frank.

De lasten op 1 Januari 1909 bedroegen, in 't geheel, fr. 730,723.36, waarvan fr. 484,585.10 wegens pensioenen en onderstand bij ongeval, te verdeelen onder 3,117 personen.

Het geheel bedrag der ouderdomspensioenen te verdeelen onder 2,508 pensioentrekkenden bedroeg fr. 246,138.16, zijnde gemiddeld en per hoofd fr. 98.14.

*
* *

Eene eerste opmerking dient te worden gemaakt :

Krachtens de wet van 1900, geeft de Regeering eene som van 2 frank

op elk boekje om den onderlingen bijstand aan te moedigen, terwijl de toelagen voor elken werkman gemiddeld 9 frank bedragen.

Had men de voorzorgskassen op gelijken voet gesteld met de maatschappijen van onderlingen bijstand, dan zouden hunne inkomsten merkkelijk gestegen zijn.

De kas van de Couchant te Bergen zou, voor den pensioendienst, $30,714 \times (2 + 9) 11 = 337,854$ frank gekregen hebben; zóó had zij de door haar betaalde pensioenen kunnen brengen tot op ongeveer 350 frank.

De Voorzorgskas van het Centrum zou hare inkomsten hebben zien stijgen met $18,531 \times (2 + 9) 11$ of 203,841 frank, en hare pensioenen zouden meer dan 400 frank hebben bereikt, terwijl Charleroi, met hare 52,766 werklieden, 580,426 frank meer inkomsten zou gehad hebben, en aldus zou het haar mogelijk geweest zijn het bedrag harer pensioenen te brengen tot op 280 frank.

Hier dient hulde te worden gebracht aan het weldadig initiatief van de oprichters der voorzorgskassen, waaraan de mijnwerkers de uitkomsten danken, waarvan wij hierboven spraken.

En men vraagt zich af of de weg dien wij hooger aanduiden, namelijk het verleenen van toelagen gedurende de overgangperiode, mits men in aanmerking neemt wat de voorzorgskassen hadden kunnen ontvangen, de belangen der werklieden niet beter vrijwaart dan het stelsel, door het ontwerp van de Regeering voorgestaan en bepaald.

Want het is toch klaar dat dit stelsel, hoofdzakelijk met het oog op het overgangstijdperk, aanleiding geeft tot de bezwaren die daartegen werden aangevoerd in de vergaderingen der Commissie.

Wij achten het raadzaam hier de opmerkingen van den achtbaren heer Denis op te nemen ter inlichting :

« Het ontwerp van de Regeering op de mijnwerkerspensioenen bevat twee soorten van bepalingen toepasselijk op twee klassen van werklieden :

» 1^o De werklieden onderworpen aan een overgangsstelsel, met name de werklieden die thans bij de voorzorgskassen aangesloten zijn en wien de statuten dezer kassen thans een pensioen waarborgen.

» Dezen belooft het ontwerp, als minimum, het door de voorzorgskas beloofde pensioen; bij dit minimum komen nog de vermeerderingen van pensioen die zij, volgens hunnen leeftijd en den duur hunner stortingen tot 65 jaar, zullen verkrijgen;

» 2^o De werklieden onder het definitieve stelsel, met name de werklieden die zich bij het nieuwe stelsel zullen aansluiten en, op 65jarigen leeftijd, een pensioen van 360 frank zullen kunnen genieten dank aan stortingen van 15 frank per werkman, te gelijker tijd gedaan door de werklieden en door de patroons, en de aanvullende storting van 9 frank door den Staat.

» Hoe worden die twee groepen ingedeeld en wat staat de eerste dezer

groepen te wachten? Dit moet uitgemaakt worden vóór elke bespreking van den grond der zaak.

» Volgens de statuten der voorzorgskassen staat den ouden werklieden te wachten :

- » Te Bergen, een pensioen van 144 frank ;
- » Te Charleroi, een pensioen van 100 frank ;
- » Te Luik, hulpelden bedragende 133 tot 180 frank ;
- » Te Namen, een pensioen van 120 frank ;
- » In het Centrum, een pensioen van 211 frank.

» Ten slotte, hebben die berekeningen van de Regeering tot grondslag het bedrag van het pensioen aangenomen te Bergen, wat in zekeren zin een gemiddeld pensioen is : 144 frank.

» Welnu, op dien grondslag blijkt uit de berekeningen van de Regeering dat van de bij de voorzorgskassen aangesloten werklieden, alleen zij, die thans niet meer dan 34 jaar oud, op 65-jarigen leeftijd een pensioen van 360 frank zullen trekken, wat het doel is, door het definitieve stelsel beoogd.

» Dit zoo zijnde, hoe worden de mijnwerkers ingedeeld?

» Volgens gegevens der statistiek betreffende den leeftijd der mijnwerkers, vroeger door het Mijnskorps opgemaakt, kan men uitrekenen dat er thans in België zijn :

1,950	mijnwerkers	van 60 tot 65 jaar oud.
3,723	—	55 tot 60 —
6,592	—	50 tot 55 —
9,014	—	45 tot 50 —
11,878	—	40 tot 45 —
14,182	—	35 tot 40 —

te zamen 47,339 werklieden die meer dan 34 jaar oud zijn.

» Bijgevolg, zoo men het door de Voorzorgskas verschuldigde *minimum*, van gelijk bedrag als dit der Kas van Bergen, 144 frank, voegt bij de tot op 65-jarigen leeftijd gedane stortingen, dan verkrijgt men de volgende nabijkomende uitslagen :

» De 1,950 werklieden van 60 tot 65 jaar oud zullen fr. 169.91 pensioen trekken.

» De 3,723 werklieden van 55 tot 60 jaar oud zullen fr. 199.40 pensioen trekken in 1920.

» De 6,592 werklieden van 50 tot 55 jaar oud zullen fr. 232.62 pensioen trekken van 1925 af.

» De 9,014 werklieden van 45 tot 50 jaar oud zullen fr. 247.22 pensioen trekken van 1930 af.

» De 11,878 werklieden van 40 tot 45 jaar oud zullen fr. 292.68 pensioen trekken van 1935 af.

» De 14,182 werklieden van 35 tot 40 jaar oud zullen fr. 548.77 pensioen trekken van 1940 af.

» De 47,339 thans oudste werklieden zullen het pensioen van 360 frank niet bereiken.

» Het is slechts van 1940 af, dat de werklieden, die thans 34 jaar of minder dan 34 jaar oud zijn, tot het definitieve stelsel behooren en tot den leeftijd van 65 jaar de bepaalde stortingen doen, het beloofde pensioen van 360 frank zullen bereiken.

» Het aantal dezer werklieden bedraagt thans 95,360 op 142,699 mijnwerkers.

» Het overgangstijdperk zal 30 jaar geduurd hebben. »

Het is onnoodig die cijfers te bespreken ; daaruit blijkt dat, zonder de medewerking der voorzorgskassen, de door het ontwerp beoogde uitwerking niet kan bekomen worden. Het stelsel rekent dus op de medewerking dezer voorzorgskassen.

Men kan zich afvragen of deze medewerking bestaat, en, zoo zij niet bestaat, geven dan de door eene wet erkende statuten dezer kassen niet het recht aan hunne besturen om verzet aan te teekenen en te weigeren deel te nemen aan de tenuitvoerlegging van een stelsel dat, gedurende lange jaren nog, den toestand, dien zij alleen tot stand brachten en waarover zij met recht trotsch mogen zijn, in niets verbeterd.

Doch de Commissie, uitgaande van het standpunt van het ontwerp der Regeering, stelde in de eerste plaats de vraag, eenerzijds, hoe groot de opoffering was, die men aan den werkgever oplegde en, anderzijds, welke de toestand is van den werkman gedurende het overgangstijdperk, beide vergeleken met den huidige toestand.

Eerste vraag.

Hoeveel wordt thans door de werkgevers betaald? Is het niet meer dan 15 frank, door het aanhangig ontwerp vereischt?

Antwoord.

Het is niet mogelijk nauwkeurig te bepalen hoeveel de mijnondernemers elk jaar betalen, voor elken arbeider, ten einde pensioenen te vestigen.

Volgens de werking der voorzorgskassen, door middel waarvan die pensioenen worden gevestigd, storten de mijnondernemers, aangesloten bij de Kas van de Couchant de Mons, jaarlijks eene bijdrage van 1 % der werkloonen betaald aan de werklieden en werkbazen (artikel 196 der statuten). De schommelingen, die elk jaar voorkomen in de berekening en in het geheel bedrag van de werkloonen, geven aanleiding tot gelijke veranderingen in het bedrag der bijdragen.

Bij de kolenmijnen, aangesloten bij de Voorzorgskas van het Centrum,

bedragen de stortingen in de Lijfrentekas 1.40 % van het loon der werklieden; daarvan wordt de helft, of 0.70 %, geleverd door de bijdrage der patroons (art. 6 der statuten).

Eindelijk, de patroons aangesloten bij de Voorzorgskas van Charleroi storten elk jaar eene som van 1 $\frac{1}{2}$ % van het gemiddeld bedrag der werkloonen, betaald aan de werklieden gedurende de laatste tien jaren (1895 tot en met 1904). Die bijdragen dienen niet uitsluitend om den dienst der pensioenen te verzekeren; ze zijn daarenboven bestemd om de lasten te dekken, waarin de Kas moet voorzien wegens de pensioenen en hulpelden verleend ten gevolge van ongevallen overkomen vóór het in werking treden van de wet op het vergoeden van de schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

De vereffening van de Voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers in de provincie Namen en Luik heeft een aanvang genomen op 1 Juli 1905; geen enkele storting wordt nog gedaan door de patroons voor den dienst der arbeiderspensioenen. Evenwel dient te worden opgemerkt dat de mijnontginners in de provincie Luik eene zelfstandige pensioenkas hebben opgericht voor de oude mijnwerkers. De inrichting, evenals de werking van die kas, vallen buiten de bevoegdheid van de Regeering, doch hare statuten voorzien insgelijks eene storting evenredig aan het bedrag der werkloonen en waarvan het bedrag wordt bepaald door de algemeene vergadering der deelgenooten.

Mits bovenstaande voorbehoudingen, is het evenwel mogelijk, naar de inlichtingen verstrekt door de verslagen van de Bestendige Commissie der voorzorgskassen voor de jaren 1906, 1907, 1908, ten naaste bij te berekenen hoeveel door de patroons werd bijgedragen, per arbeider, voor het pensioen van de werklieden arbeidende in de aangesloten kolenmijnen.

KAS VAN BERGEN.				KAS VAN HET CENTRUM.		
JAAR.	Getal werklieden arbeidende in de aangesloten kolenmijnen.	Gezamenlijke storting in de Lijfrentekas.	Storting per werkman.	Getal werklieden arbeidende in de aangesloten kolenmijnen.	Storting door de patroons.	Storting per werkman.
		Frank.	Frank.		Frank.	Frank.
1906	30,346	364,796 65	12 02	18,874	172,823 58	9 16
1907	31,394	411,364 29	13 10	18,740	188,133 21	10 03
1908	30,714	370,728 69	12 07	18,531	179,351 12	9 67

Het is niet mogelijk, dezelfde berekening te maken voor de Voorzorgskas van Charleroi om te bepalen het bedrag der bijdrage van de patroons voor den dienst der pensioenen, vermits de daartoe gestorte bijdragen begrepen zijn in de bijdragen betaald voor den dienst der pensioenen wegens ongevallen.

Wat er ook van zij, de sommen, thans door de werkgevers betaald, moeten worden beschouwd als geringer, over het algemeen, dan het bedrag van 15 frank in het ontwerp voorzien.

2° Vraag.

. Is het overgangsstelsel, door het ontwerp gehuldigd, niet nadeelig voor het meerendeel van de werklieden? Welk is het gemiddeld bedrag van de pensioenen betaald aan al de werklieden?

Antwoord.

Neen; artikel 3 van het wetsontwerp schrijft uitdrukkelijk voor, dat de statuten moeten bepalen dat de loopende pensioenen worden voortbetaald en, voor het overgangspensioen der werklieden arbeidende in de aangesloten mijnen, voordeelen moeten voorzien, ten minste gelijkstaande met die bepaald bij het in werking treden van deze wet.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

De cijfers, in dit verslag aangehaald, toonen aan in welken toestand de mijnwerkers alhier zouden verkeeren, indien zij sedert 1900 van de voordeelen der wet op de ouderdomspensioenen hadden gebruik gemaakt. In dit opzicht schijnt het huidig ontwerp de herstelling te zijn van een misslag van den wetgever die, in 1900, de voorzorgskassen niet durfde gelijkstellen met de erkende maatschappijen van onderlingen bijstand.

Doch zij, die van de wet de volledige herstelling van de ongunstige gevolgen willen vergen, dienen aan te merken, dat, zoo de voorzorgskassen niet werden gelijkgesteld met de mutualiteiten voor pensioenen, de mijnwerkers als personen op gelijken voet stonden met al de andere werklieden en dat zij, evenals dezen, instellingen hadden kunnen tot stand brengen of zich aansluiten bij instellingen die ten doel hadden hare leden aan te sluiten bij de Lijfrentekas.

Door de macht hunner vereenigingen zouden de mijnwerkers eene algemeene beweging hebben kunnen inrichten, die voor gevolg zou hebben gehad, naast de voorzorgskassen, zooals deze wettelijk bestaan, mutualiteitskassen tot stand te brengen, gelijk aan die, welke voor andere klassen van werklieden bestaan.

De pensioenkwestie, wij meenen het te hebben bewezen, zou hare oplossing nabij zijn geweest.

Het schijnt nochtans dat de leiders dit niet hebben verstaan en dat zij, in stede van de voordeelen der wet van 1900 te doen uitschijnen, in stede van het voorbeeld van andere ambachten te volgen, enkel gewezen hebben op de leemten, dan wanneer de voordeelen dienden op den voorgrond te worden gebracht.

Dit gemis van initiatief en van beleid heeft enkel den werkman geschaad, doch feiten zijn feiten, en wat helpt klagen? Het geldt hier enkel voor den wetgever van 1910, zooveel mogelijk de misslagen te herstellen, die van 1900 tot 1910 werden bedreven.

Één beginsel blijft buiten kijf. De voordeelen, aan de mijnwerkers toegekend, moeten, naar de strenge logica, ook de andere Belgische werklieden ten goede komen.

Dat men ruim rekening houde met den hooger aangehaalden toestand, zal eenieder beamen. De goede wil van de eenen, de ruime geest

van verzoening van de anderen moeten aanneembare en door allen gewenschte toegevingen doen aanvaarden ten behoeve van hen die tot het overgangstijdperk behooren. Doch wat betreft het normale stelsel der ouderdomspensioenen, komt het ons onmogelijk voor, de grondslagen der wet van 1900 te wijzigen.

In deze korte beschouwingen, goedgekeurd door de leden der Commissie die aan de beraadslaging deelnamen, gelieve de Kamer de redenen te vinden van de stemmingen over de artikelen en over de ingediende amendementen.

De artikelen 1, 2 en 3, waarbij zijn bepaald de beginselen en de regelen naar welke de voorzorgskassen worden gelijkgesteld met de maatschappijen van onderlingen bijstand, deden geen ander verzet ontstaan dan de voorbehoudingen der voorstanders van het financieele stelsel van den omslag.

De wet van 1900, stelsel van de geldelijk gesteunde vrijheid, onderstelt een persoonlijk boekje, den werkman meester van zijn pensioen. Met het omslagstelsel verdwijnt het persoonlijk boekje, er is ook geen reden meer voor. De persoonlijkheid van den werkman verdwijnt als het ware, er blijft nog slechts over zijne hoedanigheid en zijn leeftijd, eenige hoofdvereischen tot het verkrijgen van het pensioen.

Sommige leden stelden voor, de toelage van den Staat te bepalen op 180 frank, die zouden gevoegd worden bij het geheel bedrag van de stortingen van den werkgever, alsmede van den werkman en bediende, verkregen na zeven en twintig jaar te hebben gestort. Op dit voorstel werd niet ingegaan; het zou niet strooken met de beginselen der Belgische wet; wellicht kon het in aanmerking komen bij de behandeling eener wet houdende verzekeringsplicht; het brengt inderdaad de tusschenkomst van den Staat tot driemaal zooveel als wordt vereischt door de Duitsche wet.

*
* *

Bij het 5^o en het laatste lid van artikel 4 stelde een lid voor, werkman en werkgever tot storting te verplichten tot op den leeftijd bepaald voor de ingentreding; bovendien zou elke werkman, tot den dag der inrichting van de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit, den leeftijd voor de ingentreding kunnen verlagen tot 55 jaar. Het geheel bedrag der stortingen zou niet minder zijn dan 3 % van het bedrag van het gemiddeld loon van den mijnwerker gedurende de laatste tien jaren; het wordt verhoogd tot 36 frank per verzekerde en betaald door werkgever en werkman, elk voor de helft.

De Commissie achtte het niet raadzaam, deze amendementen aan te nemen.

De voorsteller verliest uit het oog dat de wet van 1900 ten doel heeft,

den werkman een toereikend pensioen te verschaffen, hetwelk door den wetgever wordt geraamd op 360 frank. Met dit pensioen wordt de werkman geacht uit den nood te zijn, doch het staat hem vrij het pensioen, dat hij zich wil verschaffen, te verhoogen. Toelagen geven in het oneindige, welke ook het bedrag van het pensioen zij, zou den Staat en de werkgevers eenen ongerechtvaardigden last opleggen en men zou tevens afwijken van de opvatting der arbeiderspensioenen.

Weliswaar lag het in de bedoeling van den voorsteller, dat de Staat enkel het pensioen zou aanvullen door jaarlijks eene bepaalde en vaste som daarbij te voegen. Indien de Staat enkel eene jaarlijksche storting deed ten gunste en ten bate van den gepensioneerde na de ingenottreding, zou het amendement geen uitwerking hebben op zijne tusschenkomst. Trouwens, welke ook de stortingen zijn van werkman en werkgever, toch geeft de Staat dezelfde som met dit stelsel, dat niet anders zijn zou dan het stelsel der Duitsche wet. Met het stelsel der wet van 1900 ontvangen de aangeslotenen jaarlijks hunne premie. Het toekennen van premiën houdt op voor den aangeslotene die stortingen deed, zoodra een pensioen van 360 frank hem verzekerd is.

Het beginsel van het amendement zou, overigens, algemeen dienen te zijn en toepasselijk op al de werklieden. Tot nu toe is men het, over 't algemeen, eens om te verklaren dat de Staat enkel behoeft tusschen te komen om het verkrijgen van eene rente van 360 frank te vergemakkelijken.

Overgangstijdperk.

Een lid stelt voor, artikel 5 te wijzigen :

« De pensioenen verworven tijdens het overgangstijdperk worden aangevuld tot een bedrag van 360 frank door Staat en werkgever samen. De Staat doet den titularis het voorschot van de algeheelheid van het verschil en vordert een derde terug van de werkgevers en van de Provincie.

» Koninklijke besluiten regelen deze vordering, rekening houdende met het bestaande verschil tusschen de maatregelen van voorzorg in de verschillende mijndistricten.

» Zoo de Staatstoelage, volgens voorgaande bepaling, 180 frank niet bereikt, wordt het overschot gevoegd bij het minimum-pensioen van 360 frank. »

Om bovenvermelde redenen toonde de Commissie zich genegen de mijnwerkers te begunstigen. Met vier stemmen tegen drie onthoudingen bracht zij het gemiddeld pensioen van 144 tot 360 frank, doch zij zou later onderzoeken welk het aandeel zou zijn van den Staat, van de werkgevers en van de provinciën in de vestiging van het pensioen.

Ten slotte, beaamde zij den wensch dat de wet van toepassing zou zijn op de bedienden der mijnen, die minder dan 3,000 frank loon trekken.

Het voorstel in zijn geheel werd goedgekeurd met vier stemmen tegen twee.

De Verslaggever,
ALF. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,
COOREMAN.

NOTA VAN DE MINDERHEID

Door het belang dat hunne gevaarlijke arbeid inboezemt, door den normalen gang hunner instellingen van voorzorg, en door de macht hunner inrichting, zullen de mijnwerkers de eerste zijn die een stelsel van verzekeringsplicht zullen genieten, waarbij de medewerking van bediende, werkgever en Staat vereischt wordt en dat eindelijk alleen als waarlijk doelmatig wordt erkend. Doch zij vergen geen voorrecht, zij willen enkel de baanbrekers zijn; de beginselen, die op hen zullen toegepast worden, zullen zich uitstrekken tot alle arbeiders, en de oplossing van het vraagstuk in de mijnen is slechts een deel van eene algemeene oplossing: algemeen en synthetisch, want zij omvat in hunne noodzakelijke verbinding de beide zijden van de invaliditeit, die thans nog gescheiden zijn. Op dit standpunt hebben wij ons geplaatst, deze algemeene oplossing hebben wij steeds beoogd, de heer Warocqué in zijn voorstel en wij zelf sedert het overleggen, reeds in 1897, van een wetsvoorstel; wij zijn beslist ze te verdedigen voor andere afdelingen en voor de Kamer; doch afgewezen door eene stemming dezer Commissie, hebben wij er geen oogenblik aan gedacht, de oplossing van het vraagstuk, zooals het door het wetsontwerp gesteld werd ten aanzien de mijnwerkers, op te geven; doch er blijft voor ons een gedeelte over van het gebouw waarvan het algemeene plan ons steeds voor de oogen staat, en wij zullen gansch het vraagstuk voor de Kamer opwerpen.

Het ontwerp bevat een normaal stelsel en een overgangsstelsel. De aanmerkingen tot welke het aanleiding geeft, de voorstellen die het ingeeft betreffen hoofdzakelijk het ouderdomspensioen, zooals noodig was, doch zij vergen ook de onmiddellijke inrichting van de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit.

§ 1. — Normaal stelsel.

Het ontwerp beoogt uitsluitend het pensioen voor de mijnwerkers. Het onderscheidt zich daardoor van de Deutsche wetgeving en instellingen en doet een stap naar de Fransche wetgeving. In de mijnen van Westfalen zijn de werklieden ten getale van 350,000 verzekerd door de *Allgemeine Knappschaftsverein zu Bochum*, de Algemeene Hulp- en Lijfrentekas der mijnwerkers van het Westfaalsch Rijnbekken.

De invaliditeit wordt gedekt als beroepsinvaliditeit van mijnwerkers en tevens worden hulp gelden en pensioenen verstrekt aan weduwen en weezen.

Deze dienst wordt geregeld door de Pruisische mijnwet; de invaliditeit wordt tevens geregeld door de wet van het Rijk, onder de twee vormen van ongeschiktheid tot den arbeid die de wetgever van 1889-1899 voorziet, namelijk de wegens ouderdom veronderstelde ongeschiktheid op 70-jarigen leeftijd van den mijnwerker, en de *bewezen* ongeschiktheid, wanneer het blijkt dat zijn loon een derde van het gewone loon der arbeiders zijner klasse niet meer overschrijdt. De Beroepskas der mijnwerkers werd door de wet gemachtigd om den dienst der wet van het Rijk te verrichten. De werklieden vragen thans eene vollediger en voordeeligere samensmelting van beide diensten; niettemin is de instelling reeds waarlijk organiek, want zij omvat alle risico's van invaliditeit.

Laten wij ter zijde de verplichte verzekering tegen ziekte, die 2 % eischt van het loon ten laste van den werkgever en 2 % ten laste van den werkmán. In 1908, vind ik den volgende uitslag door het ter zijde laten van deze hoeveelheid uit de streng nauwkeurige gegevens, voor de Conferentie van den Haag ⁽¹⁾ verzameld :

	Mark.	Frank.
Ten laste van den arbeider. .	52 16	65 20
Ten laste van den werkgever .	52 04	65 05
	104 20	130 25

Daarbij voegende de lasten van de verzekering tegen ongevallen, die uitsluitend door den werkgever gedragen worden, bekomt men den volgende uitslag :

	Mark.	Frank.
Ten laste van den arbeider. .	52 16	65 20
Ten laste van den werkgever .	88 60	110 75

De last van de beroepsinvaliditeit en van de weduwen en weezen bedraagt dus fr. 65.20 voor den werkmán en fr. 65.05 voor den werkgever. Uit de berekening blijkt dat hij voor den dienst der wet van het Rijk 9 mark 18 bedraagt voor den werkmán en 9 mark 18 voor den werkgever. Wij bekomen dus :

	WERKMAN. Mark.	WERKGEVER. Mark.
Invaliditeit en weduwen, Beroepskas . .	42 98	42 86
Invaliditeit, wet van het Rijk	9 18	9 18
	52 16	52 04

(1) *L'assurance dans les mines de Westphalie.* (BULLETIN DES ASSURANCES SOCIALES, 1910, n^o 3, bl. 268 en vlg.)

Van 1907 tot 1908 werden deze lasten verhoogd met 12 % voor den werkmán en 43.5 % voor de mijn. In deze berekeningen worden niet begrepen de 50 mark welke het Rijk bij de pensioenen voegt bij hare uitkeering.

Gesteld dat het gemiddeld jaarlijksche loon 1,370 mark bedraagt, dan vergen invaliditeit en hooge ouderdom, daaronder begrepen het pensioen voor weduwen en weezen, ongeveer 4 % van het loon ten laste van den werkmán, juist 3.80 %, en nagenoeg evenveel ten laste van den werkgever. Daaronder is begrepen de last van het Rijk, zijnde 0.67 % van het loon voor den werkmán, 0.67 % voor den werkgever.

Het begrip invaliditeit is van zulk overwegend gewicht in de arbeiders-verzekering dat, zoo men in 1908 het geheel getal gepensioneerde mijnwerkers neemt, er slechts 264 gevonden worden die het ouderdomspensioen trekken, terwijl er 14,145 zijn die vóór den leeftijd van 70 jaar betaald worden wegens wettelijke onbekwaamheid tot den arbeid. De gemiddelde leeftijd van de arbeidersinvaliditeit in de mijnen was, in 1908, 41 jaar en 8 maanden, wat veel jongere invaliden onderstelt; gemiddeld hadden zij, op het oogenblik dat de invaliditeit wegens ziekte een aanvang nam, 20 jaar en 8 maanden gewerkt.

Volgens hetgene voorgaat, zijn de gemiddelde renten voor de invaliden in de Westfaalsche mijnen van tweeërlei aard : zij ontvangen uit den mijndienst der Pensioenkas eene rente die in 1907 gemiddeld 227 mark 28 bedroeg; voor alsdan trok men van die rente af een gedeelte van de invaliditeitsrente van den Rijksdienst. Deze aftrek is afgeschaft sedert 1908, en de rente van den dienst der Kas bereikt gemiddeld 275 mark 33; daarbij dient te worden gevoegd de gemiddelde rente van den Rijksdienst, 192 mark 02. Aldus zou de som dier beide renten 467 mark 35 of fr. 584.20 bedragen. Het is ons onmogelijk, de werkelijke renten te bepalen, die beneden dit gemiddeld bedrag blijven.

In Frankrijk is het werk niet zoo breed aangelegd en minder op ervaring gegrond : de wet van 29 Juni 1894 voerde, van 1 Juli 1895 af, eene verplichte afhouding in van 2 % op het loon en eene even hooge bijdrage van den werkgever, te storten op een persoonlijk boekje ter Nationale Kas voor ouderdomspensioenen. De ingentreding geschiedt op 55jarigen leeftijd; zij kan ook later gesteld worden, doch van dan af houden de stortingen op, verplicht te zijn : de werkmán mag voortstorten, doch de overeenstemmende verplichting van den werkgever bestaat niet meer. De werkgever stort, ten bate van elken werkmán of bediende, 4 % van het loon, waarvan de helft wordt afgehouden van het loon zelf. Deze stortingen geschieden in beginsel met afstand van kapitaal.

Het Ministerie van Arbeid in Frankrijk verzamelde verschillende gegevens betreffende de renten verworven in 1905 en de vermoedelijke renten op 55jarigen leeftijd. Daar de stortingen eenen aanvang nemen op 44jarigen leeftijd, bereiken de renten op 55jarigen leeftijd gemiddeld 468 frank

zonder eenige toelage van den Staat ⁽¹⁾. Voortaan zal daarbij gevoegd worden de toelage voorzien bij de pensioenwet van 1910.

Het normaal stelsel van het wetsontwerp legt den werkmán de jaarlijksche storting op van eene bepaalde, bestendige som, 15 frank, en den werkgever eene storting van gelijk bedrag. De tusschenkomst van den Staat bedraagt, overeenkomstig de wet van 1900, 60 centiemen per frank, dus eene bepaalde som van 9 frank per werkmán. Ik verwijt dit ontwerp de ontoereikendheid van het bedrag der stortingen van den werkgever en van den werkmán en de ontoereikende tusschenkomst van den Staat.

Laten wij vooreerst aanmerken dat de huidige lasten, die de werkgevers zich uit eigen beweging opleggen, in de meeste gevallen hooger zijn dan het voorgestelde wettelijk bedrag. Voorzeker zijn zij niet streng te vergelijken bij die van het ontwerp en verschillen zij min of meer van bekken tot bekken : doch hun bedrag, vergeleken bij den verschillenden aard der noodige diensten die zij in stand houden, en de ontoereikendheid van elke der gedeeltelijke oplossingen, gevoegd bij de Duitsche ervaring, bewijst dat men zich groote opofferingen moet getroosten.

Huidige lasten per gewoon werkmán.

	Procent.	1906 — Frank.	1909 — Frank.
Luik	2.00	27.58	26.62
Namen.	1.50	21.30	»
Charleroi	1.50	21.21	19.86
Centrum	0.70	9.20	»
Bergen.	1.00	12.10	»
Luxemburg	0.75	»	»

Met een gemiddeld loon van 1,284 frank, bedraagt de premie van 15 frank 1.17 %, terwijl de huidige last 2 % bedraagt te Luik, 1.5 % te Charleroi en te Namen. Het gemiddeld loon van 1895 tot 1909 bedroeg, te Luik, 1,243 frank ; de premie van 15 frank vertegenwoordigt daarvan 1.20 %, terwijl zij heden 2 % bereikt. Men ziet het, het verschil is aanzienlijk, ofschoon de pensioenlasten nergens 1 % schijnen te overschrijden.

Er zijn dus, in 1906, 83,618 mijnwerkers op 139,394 die een hooger procent genieten van eene bijdrage welke overigens bestemd is — laten wij het herhalen — tot eenen meervoudigen dienst van voorzorg, dit wil zeggen 60 %.

Doch het ontwerp der Regeering heeft dit als hoofdtrek, dat de

(1) *Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs*, 1909, bl. 17. De schrijver van twee merkwaardige artikelen in het *Journal de Liège* maakt geen melding van het stelsel bestaande vóór 1910, dat thans nog van kracht is.

verplichting van de storting van 15 frank slechts behouden blijft, voor den werkgever evenals voor den werkmán, gedurende den noodigen tijd om op 60 of 65jarigen leeftijd eene rente van *ten minste* 360 frank te verzekeren. Eens dit cijfer bereikt, houdt elke verplichting op, en de steller van het ontwerp toont aan dat de verplichte stortingen ophouden op 23jarigen leeftijd, indien men er mede begon van af den leeftijd van 14 jaar. Weliswaar, kan de werkmán vrijwillig voortstorten na dien tijd, en de Memorie van Toelichting tracht te bewijzen dat de pensioenen aldus door het vrijwillig voortstorten ook 439 of 600 frank zullen kunnen bereiken, naar gelang dat men in genot treedt op 60 of 65jarigen leeftijd. In geen enkel opzicht kan ik een stelsel aannemen, dat meer dan veertig jaar vóór den vervalldag elke solidariteit verbreekt tusschen werkgever en werkmán en dezen gansch aan zichzelf overlaat. In geen enkele wetgeving, die de verplichte tusschenkomst van den werkgever voorschrijft, wordt die tusschenkomst geschorst vóór den leeftijd waarop het pensioen genoten wordt. In de huidige voorzorgskassen, die de tusschenkomst der werkgevers huldigen, wordt deze steeds berekend naar een procent van de som van de loonen, dit wil zeggen dat zij volstrekt bestendig is. Dit is juist de groote moreele zijde van de oplossingen van dit gewichtig vraagstuk. De verplichting van den werkgever ontstaat uit de terugwerking van den werkgever tegen de volstreckte insolidariteit van het stelsel der vrije mededinging; de band van solidariteit, dien onsterfelijke denkers, als Sismondi, erin geslaagd zijn weer saam te knopen tusschen kapitaal en arbeid in de kapitalistische phase van deze evolutie, moet, om vruchtbaar te zijn na het tijdperk van voortbrengingskracht van den werkmán, gedurende gansch dit tijdperk blijven bestaan; hij bestaat zoolang de arbeidsovereenkomst loopt, en er ligt in besloten, dat het normale loon de premiën moet bevatten tegen al de risico's, die den arbeider bedreigen, en dat de werkgever zijn deel moet betalen in de nog zoo ontoereikende premiën. Niets zou minder strooken met de economische evolutie, met de rechtmatige verzuchtingen der werklieden; ik acht het noodlottig, aan den werkgever te zeggen: ziehier een kind van 14 jaar dat u gedurende eene halve eeuw zal dienen, op minder dan tien jaar zal uwe wettelijke schuld van solidariteit ophouden te bestaan. Het komt mij voor, hoeveel macht tot bedaren zal besloten liggen in eene tevens welingerichte en waarlijk menschlievende oplossing van het vraagstuk der arbeiderspensioenen. De zoolang verwachte verzekering tegen ongeschiktheid tot den arbeid is, mijns inziens, een der bestanddeelen van eene plechtige overeenkomst, welke ten doel heeft een minimum van bestendig evenwicht te verwezenlijken in de maatschappij en derhalve de gelegenheid te verschaffen om de phase van maatschappelijke vijandschap door te worstelen, die in eene maatschappij van nijverheidsarbeiders den indruk laat bestaan van de oorlogvoerende maatschappijen, en daardoor juist, onder de vreedzaamste voorwaarden, de onvermijdelijke hervorming tot stand te brengen, welke het socialisme in zich draagt.

In eene reeks internationale en nationale congressen, waarvan het

laatste slechts vóór een maand gehouden werd, deden de Belgische mijnwerkers, door hunne aanhoudende aankleving aan de hoofdbepalingen van een wetsvoorstel ingediend op 27 November 1900 door den diepbetreurden Alfred Defuisseaux, de oplossing kennen die zij verhopten : na dertig jaar voor de arbeiders binnen in de mijn, na vijf en dertig jaar voor die op den bovengrond, een pensioen van 600 frank; nochtans, ten gevolge van de wijze waarop de reserve in dit ontwerp wordt samengesteld, valt het bedrag van het pensioen op 450 frank tusschen 50 en 55 jaar, op 500 frank tusschen 55 en 65 jaar, op 550 tusschen 65 en 70 jaar om dan alleen 600 frank te bereiken. Echter, voor de vroegtijdige invaliditeit wordt het pensioen verkregen op de ouderdomsgrens, zonder aanzien van den normalen duur der diensten, en enkel op dien leeftijd. Om dit ontwerp te verwezenlijken, heeft de steller het noodig geacht, van werkgever en werkmán stortingen te eischen van 3 % van het bedrag van het loon, en van den Staat eene tegemoetkoming van twee derden dier bijdragen.

In het ontwerp van den heer Warocqué verzetten zich tegen deze procenten de uiterste verminderingen van de bijdrage der werkgevers en mijnwerkers, die verminderd worden tot de helft der bijdragen in de andere nijverheidsinrichtingen, tot ongeveer fr. 0.60 en 0.70 van het bedrag der loonen, terwijl zij heden tot een hooger bedrag zijn gebracht. De steller van dit ontwerp, waarvan de grootste verdienste gelegen is in de volstreekte veiligheid die het tracht te geven aan al de arbeiders, oude en invalide, roept de wreede gewichtigheid in van het risico-ongevallen. Moest dit risico als regel gelden, dan zou men andere beroepen moeten bevoordeelen, en de bijdragen in de Lijfrentekas naar verhouding van dit risico verhoogen, waardoor haar wetenschappelijke grondslag zou vernietigd worden, en om dit voorrecht van den werkgever en den mijnwerker te handhaven, zou moeten gedrukt worden op de lagere loonen; men vergeet, ten slotte, dat de verzekeringspremie tegen ongevallen zich voegt bij de kosten van voortbrenging en zijn weerslag heeft op den kooper van het product.

Zonder stil te staan bij de stelsels, is het, mijns inziens, hoogste plicht te trachten de oplossing nabij te komen, die de werklieden nastreven en wier wettigheid en mogelijkheid door bovenstaande voorbeelden worden bewezen. Daarbij dient rekening gehouden te worden met de historische betrekkelijkheid, met de voorwaarden van mededinging onder de volkeren, met de financieele lasten die de algemeenmaking zelve van de hervormingen nasleept.

De pensioensouderdom wordt noodzakelijk willekeurig vastgesteld in elk stelsel dat de vermoedelijke invaliditeit afscheidt van de bewezen invaliditeit.

Wanneer op 60 jarigen leeftijd de ondergrondse arbeider, op 65 jarigen de bovengrondsche geacht worden onbekwaam te zijn, zelfs wanneer men met Defuisseaux 50 en 55 jaar aanneemt, dan laat men vroegtijdige invaliden ter zijde; evenzoo overschrijdt het werkzaam leven deze ouderdomsgrens : wanneer men het pensioen op zichzelf beschouwt, is men geneigd

de ingenottreding te vervroegen; alleen het Duitsche stelsel, dat de vormen der invaliditeit samenvat, kan de volledige rechtvaardigheid verwezenlijken. Met de statistiek leert men hoe de werkkraacht met de jaren afneemt. Elders heb ik erop gewezen, dat het getal arbeiders boven 50 jaar in de mijnen spoediger afneemt dan in de nijverheid in 't algemeen. Klaar bewijs van de spoedige afneming van krachten bij den ouderen arbeider; de volgende tabel toont aan dat vooral boven den leeftijd van 50 jaar de ondergrondse arbeider naar den bovengrond tracht te verhuizen.

Evenredig aantal van de werklieden arbeidende in 1898 :

	MIJNEN		Nijverheid in 't algemeen.
	Ondergrond.	Bovengrond.	
Van 12 tot 16 jaar . . .	6.33 %	15.74 %	»
Van 16 tot 20 jaar . . .	11.88	17.11	»
Van 20 tot 25 jaar . . .	25.48	12.37	»
Van 25 tot 30 jaar . . .	15.44	9.99	»
Van 30 tot 35 jaar . . .	14.15	8.97	»
Van 35 tot 40 jaar . . .	11.99	8.39	»
Van 40 tot 45 jaar . . .	9.40	7.07	»
Van 45 tot 50 jaar . . .	6.64	6.45	»
Van 50 tot 55 jaar . . .	4.48	5.33	»
Van 55 tot 60 jaar . . .	2.84	4.46	»
Boven 60 jaar . . .	1.37	4.21	»
TOTAAL . . .	100.00 %	100.00 %	»

Wij zijn onoverwinnelijk blootgesteld aan willekeur.

Men kan geen pensioensouderdom vaststellen zonder het pensioen voor vroegtijdige invaliditeit in te richten. Onder dit uitdrukkelijk voorbehoud kan het recht om zijn pensioen te doen uitbetalen op 55jarigen leeftijd, zooals in Frankrijk, goedgekeurd worden. De verplichte stortingen houden op zulken leeftijd niet op, in tegenstelling met wat geschiedt in Frankrijk. Waar wij in aanmerking namen de verhooging der bijdrage van werkman en werkgever en tevens de verplichte stortingen tot op den leeftijd bepaald voor de ingenottreding van het pensioen, hebben wij verschillende onderstellingen onderzocht. Om de degelijkheid van de persoonlijke voorzorgsbe-trachting te bewijzen, heeft de Regeering vooral de gevolgen moeten doen uitschijnen van lange jaren stortingen. Ziehier de onderstelde gevallen :

1° De onderstelling, waarin de Regeering zich plaatste en waarbij de werkman alleen de stortingen van 15 frank voortzet, nadat het pensioen van 360 frank op 60 of 65 jarigen leeftijd verkregen is ;

2° De onderstelling, waarbij de stortingen van 15 frank gedaan worden te gelijker tijd door werkgever en werkman, tot bij de ingenottreding ;

3^o De onderstelling, waarbij de gezamenlijke stortingen van werkgever en werkman 1.5 % van het loon bedragen ;

4^o De onderstelling, waarbij zij tot 2 % worden gebracht, zijnde het procent door den werkgever te Luik aangenomen.

Wij stellen vast dat de *maximum*-pensioenen van 439 frank op 60jarigen leeftijd, van 600 frank op 65 jaar, welke kunnen worden bereikt door den werkman die alleen de stortingen voortzet, van zes en veertig tot een en vijftig jaar bestendige aansluiting vergen, wat hoogst zeldzaam is; dat de gezamenlijke stortingen van werkgever en werkman, voortgezet zoolang de Voorzorgskassen het vooral vroegen, vijf en dertig, dertig of zeven en twintig jaar (Duitsche wet van 1899), slechts met het bedrag van 1.5 en 2 % van het loon het pensioen verzekeren, dat het door de werklieden betracht minimum nabijkomt.

Zoo wij ons hier uiten voor het bedrag van 1.5 % van het gemiddeld bedrag der loonen van de laatste tien jaren, zooals zij vastgesteld zijn in de verschillende mijnstreken, dan maken wij daardoor volledige voorbehouding, en wel tegen de naaste toekomst, voor de verzekering tegen vroegtijdige invaliditeit en voor de onvermijdelijke en wettige lasten die deze verzekering veroorzaakt : wij drukken die hoeveelheid uit in onze berekening door maandelijksche stortingen van fr. 1 50 ten laste van werkman en werkgever. Deze vaste som van 18 frank voor elk hunner is een minimum dat merklijk lager is dan 1.5 %; alzoo is, over 't algemeen, het gemiddeld loon van 1900 tot 1909, 4,322 frank in het land van Luik; mits 1.5 % zou dat uitmaken fr. 19.83.

Ziehier welke renten zouden worden verworven door deze stortingen, ongerekend de toelage van den Staat.

Stortingen van 18 frank ten laste van werkman en werkgever.

Leeftijd bij de eerste storting.	Getal jaren van storting op den leeftijd van			Bedrag van het pensioen verworven door de verplichte stortingen van werkgever en werkman op den leeftijd van		
	55 jaar.	60 jaar.	65 jaar.	55 jaar.	60 jaar.	65 jaar.
14 jaar . .	41	46	51	335 16	542 46	944 76
18 — . .	37	42	47	273 60	446 40	779 76
20 — . .	35	40	45	246 24	403 56	707 40
25 — . .	30	35	40	186 12	310 32	549 72
28 — . .	27	32	37	155 52	262 80	469 08
30 — . .	25	30	35	137 16	234 „	420 48

Het bedrag van 2 % werd aangenomen in Frankrijk; in Pruisen is het hooger. Men kan den invloed berekenen van den last van 1.5 % op de nijverheid; van 1900 tot 1909 is de gemiddelde nuttige uitslag fr. 167.80 te Luik. De last van 18 frank staat gelijk met 10 centiemen 8 per ton. De gemiddelde prijs per ton bedraagt fr. 15.68; de last is fr. 0.70, minder

dus dan 1 %. De gemiddelde winst per ton is fr. 2.34; de last van den werkgever is 4.6 % van de winst. In Henegouw, van 1900 tot 1909, is de gemiddelde nuttige uitslag fr. 163.80; de last per ton zou 11 centiemen 6 bedragen; de gemiddelde prijs was fr. 14.50, de last vertegenwoordigt daarvan 0.76 %; de winst per ton is fr. 1.58 gemiddeld; de last bedraagt dus 7 %.

Bij vergelijking van twee tienjarige tijdvakken, kan men vaststellen dat in het tweede eene veel hogere netto winst per ton zou overblijven dan in het eerste, zelfs als dit laatste kan worden aangezien als zijnde zonder lasten. Inderdaad, van 1890 tot 1899 was de gemiddelde winst per ton in Henegouw 1 fr.; van 1900 tot 1909 fr. 1.58; na aftrek van de verzekeringspremie bleef nog fr. 1.47 over. Men moet dus begrijpen dat grootere opofferingen kunnen worden gevraagd om de volledige verzekering tegen invaliditeit tot stand te brengen. In bijkomende orde, kan men de verplichting huldigen om de stortingen van 15 frank voor werkman en patroon voort te zetten tot de ingenottreding.

*Stortingen van 15 frank respectievelijk ten laste van den werkman
en van den patroon.*

Ingenottreding op den leeftijd van 60 jaar.

Leeftijd bij de eerste storting.	Leeftijd waarop de rente van 360 frank is verworven.	Rente bekomen door middel van voort- gezette stortingen	
		van den werkman.	van den patroon.
14 jaar . . .	32	439 41	520 56
18 — . . .	41	400 08	442 83
20 — . . .	47	384 99	409 29
23 — . . .	»	360 83	362 18

Ingenottreding op den leeftijd van 65 jaar.

14 jaar . . .	23	600 90	854 70
18 — . . .	29	536 13	711 33
20 — . . .	32	504 37	652 12
25 — . . .	41	442 86	525 66
30 — . . .	52	390 26	421 61
32 — . . .	61	362 30	368 »

§ 2. — Tusschenkomst van den Staat.

Bij de door de stortingen van werkman en werkgever opgebrachte rente moet nog gevoegd worden de bijdrage van den Staat; dezès tusschenkomst door middel van achtereenvolgende stortingen met de stelsels van de

Regeering en van den heer Warocqué, moet mijns dunks geschieden, als in het Duitsche stelsel, door toekenning eener vaste som die gevoegd wordt bij elk arbeiderspensioen en even hoog is voor al de arbeiders. Deze tussekenkomst bestaat in het stelsel der Regeering uit eene bijdrage van 83 frank tot het normale pensioen van 360 frank; in het stelsel Warocqué, bestaat zij uit 120 frank.

De Staat is het meest verhevene werktuig van de maatschappelijke solidariteit. Zijne opdracht is hier de herstellende rechtvaardigheid : de tegemoetkomingen van den Staat evenredig maken aan de stortingen gedaan door de belanghebbenden, dit is, ten minste binnen zekere grenzen, de werklieden met hoog loon bevoordeelen en, in elk geval, slechts een onvoldoende hulp verstrekken aan de werklieden met laag loon.

Onder een stelsel van gesubsidiëerde vrijheid worden de ongelijkheden grooter, telkens als de behoeftige werkman den tegenstand niet kan overwinnen welke bij hem de voorzorg onderdrukt. De verplichting der verzekering, welke deze uitbreidt tot den meest ellendige, eene premie opnemende in het loon zelf door hare eigene algemeenheid, de gelijke geldelijke tussekenkomst van den Staat, zijn krachtige middelen tot verheffing van den toestand der armsten.

De Staat is het meest verhevene werktuig van de maatschappelijke solidariteit; zijne pogingen moeten ertoe strekken, de maatschappelijke toestanden tot één regel terug te brengen. Gelijkmatig tot de pensioenen bijdragen, ondanks de ongelijkheid der dagloonen, is dit niet de standen nader bijeenbrengen en de ongelijkheden verminderen? Is dit niet eene hogere uitdrukking der rechtvaardigheid? Men is zich daarvan bewust, wanneer men de toelagen van den Staat voor de kleine stortingen verhoogt. De edelmoedige mannen, die het wetsvoorstel van 12 November 1909 opstelden, nemen tot deze methode nog hun toevlucht. Het middel is ontoereikend. Er dient meer gedaan. Een der grootste verdiensten van het Duitsche stelsel bestaat in de eenvormigheid der toelagen welke door het Rijk geschonken worden aan al de klassen van dagloonen : doch de onvolmaaktheid van het huidige stelsel bestaat in de geringheid der pensioenen (ongeveer 150 mark). Dit heeft mij er toe gebracht, in een voorstel van algemeene verzekering tegen de vroegtijdige invaliditeit en den ouderdom, de tegemoetkoming van den Staat te brengen op 150 frank.

Ik zou die tegemoetkoming willen verhoogden tot 180 frank, dit is tot de helft van dit minimum van 360 frank, waarnaar zooveel ontwerpen streven. Wij hebben hier op het oog het geheel der arbeiders en niet de mijnwerkers, waarmee wij ons thans bezighouden, maar vooral de massa der meest behoeftigen. Het is klaar, dat wij daardoor moeielijkheden ontmoeten van tweecërlei aard : deze, voortspruitende uit de grootte van den last; deze voortkomende uit den aard der belastingen, noodig tot het dekken dier uitgaven. Men kan beproeven eene beknopte schatting te maken, zoo men eene bevolking van 1,406,876 tot 1,837,009 werklieden

en beambten ⁽¹⁾ als vast aanneemt. Men heeft het getal der gepensionneerden uit hoofde van invaliditeit en ouderdom na vijftig jaar gebracht op 12.60 % van het getal der verzekerden. De last zou dus zijn van 31,907,880 tot 41,663,340 frank voor 177,266 of 231,463 gepensionneerden in 1960. Zwaar is hij voorzeker te dragen, en nog zou men er moeten bijvoegen : de vrijwillige verzekering der ambachtslieden, landbouwers, kleinhandelaars of kleinnijveraars alsmede het deel van den Staat in de verzekering tegen werkstaking, doch de last vertegenwoordigt eene overgrootte som van zekerheid, van zedelijke kracht, van vertrouwen; hij is een pand van onwaardeerbare solidariteit en van maatschappelijken vrede.

En deze last neemt trapsgewijze toe.

Indien wij in 1889 waren begonnen, zouden er in 1902 juist 3 % gepensionneerden zijn geweest, dit is 91,850 op 1,837,009 Belgische arbeiders, eene uitgave — mits 180 frank — van 16,533,000 frank na twaalf jaren.

In 1908, het getal verzekerden als vast veronderstellende, had men 6.6 % gepensionneerden of 121,222, dit is een last van 22 millioen. Alzoo heeft men den tijd eene redematige, afdoende en rechtvaardige financieele politiek in te richten.

De begrootingslasten bereikten in België nog niet den omvang van diegene, welke het maatschappelijk streven vertragen of verlammen bij de naties, die, meer nog dan de onze, door het militarismus gedrukt zijn : de belasting per hoofd bedraagt in Engeland fr. 63.19; in Frankrijk, fr. 70.65; in België is zij fr. 39.21; het is nog mogelijk, aanzienlijke hervormingen te beproeven.

De belastingen moeten deze dubbele eigenschap bezitten : rekbaar en vruchtbaar genoeg te zijn, noch de toestanden der nijverheid, noch die der arbeiders zelve te verzwaren. Dit is een reden te meer om den Staat een groot deel van den pensioendienst ten laste te leggen. Ik heb sommige dezer belastingen niet alleen aangeduid, doch ook nog getracht de gedachte ervan in een wetsontwerp uit te drukken : zoo, de geleidelijke hervorming der personeele belasting in algemeene belasting op het inkomen ⁽²⁾; zoo,

(1) Wanneer men de nijverheids- en landbouwopnemingen van 1896 vereenigt met de volkstelling van 1900 :

	Mannen.	Vrouwen.	Totaal.
Landbouwwerklieden	192,012	55,458	247,470
Werklieden der nijverheidsberoepen	865,353	268,237	1,133,590
Handelsbedienden	17,529	8,287	25,816
	1,074,894	331,982	1,406,876
Andere werklieden, kleine bedienden, dienstboden	206,415	223,718	430,133
TOTAAL	1,281,309	555,700	1,837,009

(2) Zie ons wetsvoorstel betreffende het heffen van een algemeene belasting op het inkomen en de wijziging der personeele belasting (6 December 1901, *Doc. parl.*, n^o 23).

de herziening der erfenisrechten, die mogelijk zal maken het roerende vermogen te treffen ⁽¹⁾; zoo, dezelfs gedeeltelijke hervorming van het recht van overgang in belasting op de, vooral stedelijke, grondrente; zoo, een militaire taks ⁽²⁾. Moesten de besturende klassen dergelijke fiskale hervorming aannemen, welke noodzakelijkerwijze klimmend is, dan zouden zij, door dit blijk van solidariteit, aan den maatschappelijken vrede evenals aan den vreedzamen vooruitgang der natie, een pand van onschatbare waarde geven. Nutteloos of schadelijk verbruik, zooals de tabak, zou een deel van den last te dragen hebben.

Ziehier wat het bedrag zou zijn der mijnwerkerspensioenen met de vaste tegemoetkoming van den Staat :

Pensioenen verworven door de stortingen van 18 frank respectievelijk ten laste van den arbeider en van den werkgever, met bijvoeging van de tegemoetkoming van den Staat.

Ouderdom op het oogenblik der eerste storting.	Getal jaren der stortingen			Rente, verworven door de stortingen van den arbeider en van den werkgever met de tegemoetkoming van den Staat		
	op 55 jaar.	op 60 jaar.	op 65 jaar.	op 55 jaar.	op 60 jaar.	op 65 jaar.
14 jaar .	41	46	51	515 16	722 46	1,121 76
18 — .	37	42	47	453 60	626 40	954 76
20 — .	35	40	45	426 24	583 56	887 40
25 — .	30	35	40	366 12	490 32	749 72
28 — .	27	32	37	335 52	442 82	649 08
30 — .	25	30	35	317 16	414 »	600 48

In bijkomende orde, moet men de pensioenen vaststellen, getroffen in twee onderstellingen, die min voordeelig zijn voor de werklieden. In de eerste onderstelling blijft de tegemoetkoming van den Staat 180 frank.

TWEDE ONDERSTELLING (bijkomend).

Voortdurende stortingen van 15 frank door den patroon en den arbeider.

Pensioen op 60 jaar.

Ouderdom tijdens de eerste storting.	Duur der stortingen.	Pensioenen verworven door de stortingen van den arbeider en den patroon	Tegemoetkoming van den Staat.	Totaal.
14 jaar . .	46	451 80	180	631 80
18 — . .	42	372 »	180	552 »
20 — . .	40	336 30	180	516 30
25 — . .	35	258 60	180	538 60
30 — . .	30	195 »	180	375 »
33 — . .	27	162 30	180	342 30

⁽¹⁾ Zie ons wetsvoorstel wijzigingen brengende in de wet van 22 Decembre 1851 op de erfenisrechten (bijlage van n^o 24 van 6 December 1851).

⁽²⁾ Zie zitting van 24 December 1897, n^o 40.

Pensioen op 65 jaar.

14 jaar . .	51	784 80	180	964 80
18 — . .	46	649 80	180	829 80
20 — . .	45	589 50	180	769 50
23 — . .	40	458 10	180	638 10
30 — . .	35	350 40	180	530 40
33 — . .	32	285 50	180	465 50
35 — . .	30	262 50	180	442 50
38 — . .	27	217 50	180	397 50

Met de vastheid van het volstrekte aandeel van den Staat, vermindert zijne evenredige deelneming, naarmate aangroeit het pensioen voortkomende van de stortingen van patroon en arbeider. Komt het pensioen op 60 jaar, dan daalt de evenredigheid van 50 op 30 %; in het tweede geval, van bij de 50 tot minder dan 20 %.

De tweede onderstelling bestaat eenvoudig hierin : de tusschenkomst van den Staat, door de wet van 1900 aangenomen, te verlengen, terzelfder tijd als deze van den patroon, op de gronden van het ontwerp der Regeering; geen enkel principie bindt den wetgever aan de grenzen door de wet van 1900 getrokken, vooral daar hij er de wezenlijke grondslagen van wijzigt door de deelneming van den arbeider en den werkgever verplicht te maken.

In deze onderstelling zal men bemerken, dat het evenredig vaststaande aandeel van den Staat wezenlijk klimt met de verhooging der pensioenen.

DERDE ONDERSTELLING (bijkomend).

Pensioen op 60 jaar.

Ouderdom bij eerste storting.	Rente volgens het ontwerp met verlengde stortingen van den arbeider tot de ingenottreding.	Aanvulling uit hoofde van de verlengde stortingen door den patroon (15 frank).	Aanvulling uit hoofde van de verlengde stortingen door den Staat (9 frank).	Totale rente.
14 jaar . .	439 41 +	81 15 +	48 69 =	569 25
18 — . .	400 08 +	42 75 +	25 65 =	468 48
20 — . .	384 99 +	24 30 +	14 58 =	423 87
23 — . .	360 83 +	1 35 +	0 81 =	362 99

Pensioen op 65 jaar.

14 jaar . .	600 90 +	241 80 +	144 72 =	987 42
18 — . .	536 13 +	173 20 +	103 12 =	816 45
20 — . .	504 37 +	147 75 +	88 65 =	740 77
25 — . .	442 86 +	82 80 +	49 68 =	575 34
30 — . .	390 26 +	31 35 +	20 97 =	442 58
33 — . .	362 30 +	5 70 +	3 42 =	371 42

In deze onderstelling, bijaldien het evenredig aandeel van den Staat in het totaal vastblijft, gaat zijn volstrekt aandeel van 83 frank tot 131 frank voor de pensioenen op 60 jaar, en van 83 frank tot 217 frank voor de pensioenen op 65 jaar. De ongelijkheden tusschen de gepensioneerden zijn grooter dan in de twee andere onderstellingen. In deze onderstelling zou men de tusschenkomst van den Staat kunnen opschorsen, zoodra eene rente van 600 frank verkregen wordt.

§ 3. — Overgangsregeling.

De overgangsregeling, door de Regeering voorgesteld, is toepasselijk op de arbeiders die, om reden van hun ouderdom, geene stortingen meer genoeg tellen tot het bereiken van den uitslag in het eindregiem voorzien : het pensioen van 360 frank. Dit regiem verlengt dat der voorzorgskassen tot aan het nieuw eindregiem. De kas van voorzorg wordt beschouwd als zijnde hun verschuldigd de ouderdomsrente welke zij verzekerde : te Bergen bedroeg deze rente 144 frank; in het Centrum, 180 tot 240 frank; te Namen, 120 frank; te Charleroi, 100 frank; te Luik, van 132 tot 180 frank.

Deze rente wordt, tot den ouderdom van 60 of 65 jaar, verminderd met het bedrag der rente voortgebracht door de bijdrage der patroons van 15 frank, ingevolge het nieuwe regiem; men voegt er bij, het bedrag der rente welke de jaarlijksche stortingen van het nieuwe regiem kunnen voortbrengen, — stortingen gedaan door den aangeslotene, den patroon, den Staat, er op toepassende de tegemoetkomingen welke zich opgehoopt hebben naar gelang van den ouderdom volgens de wet van 1903 : deze wet vermengt zich zonder eenige wijziging met het wetsvoorstel der Regeering. De zuivere rente, die uit deze samengestelde verrichtingen voortkomt, vermeerderd allengs, naarmate men zich van den pensioensouderdom verwijderd, die op 60 of 65 jaar bereikt wordt, totdat men de 360 frank van het eind regiem bereikt.

Uit de voorgestelde overgangsregeling volgt dus, dat slechts een min of meer groot getal arbeiders, de oudsten, nimmer de rente van 360 frank zullen bereiken, alhoewel deze nochtans beschouwd wordt als overeenkomende met het *minimum* der levensbehoeften.

Ten einde deze klimming der renten te doen gevoelen, koos de Regeering het voorbeeld van Bergen en het spruit uit de tabel zelve, door haar opgemaakt, voort dat deze rente slechts zal ten goede komen aan de arbeiders die, op het oogenblik dat de wet in werking treedt, minder dan 34 jaar oud zijn. De heer Verslaggever is zoo goed geweest de schatting over te nemen, die ik over dit ontferd gedeelte der mijnbevolking gaf. Steunende op merkwaardige statistische gegevens, in 1891 in 't licht gegeven door den heer Arnould, Algemeenen Bestuurder der Mijnen, in een

Ontwerp van aansluiting der mijnwerkers bij de Pensioenkas ⁽¹⁾, had ik, voor 1906, op 47,339 het getal gebracht dergenen, die nooit dit *minimum* zullen bereiken. Latere berekeningen van den heer Dejardin, over de verdeeling der verschillende leeftijden in de kolennijnen, en die ingevoegd werden in eene studie over de verdeeling en de dagloonen der Belgische kolennijnerwerkers in 1898 ⁽²⁾, laten mij toe de werkelijkheid nog meer naderbij te komen.

Ziehier de tabel welke ik heb opgemaakt, op de mijnbevolking van 1908 de ouderdomsverdeeling van 1898 toepassende. Men zal opmerken, dat de verhoudingen merkelyk dezelfde blijven.

Arbeiders van 55 jaar en meer in 1908.

Ouderdom.	Binnen in de mijn.	Boven den grond.	Totaal.
35 jaar en meer . . .	38,830	14,169	52,999
Meer dan 60 jaar . . .	1,448	1,664	3,112
Van 55 tot 60 jaar . . .	3,003	1,739	4,742
Van 50 tot 55 jaar . . .	4,737	2,107	6,844
Van 45 tot 50 jaar . . .	7,021	2,549	9,570
Van 40 tot 45 jaar . . .	9,941	2,794	12,735
Van 35 tot 40 jaar . . .	12,680	3,316	15,996
	38,830	14,169	52,999
Arbeiders van elken ouderdom in 1908.	105,753	39,527	145,280

Indien men het voorbeeld, door de Regeering uitgegeven, aanneemt, te weten, dat van de mijnen van de « Couchapt » van Bergen, waar de Voorzorgskas een pensioen waarborgt van 144 frank, zal men de volgende uitslagen vaststellen : de overlevenden der 3,112 arbeiders, die heden meer dan 60 jaar oud zijn, zullen een pensioen trekken van ongeveer 169 frank; de overlevenden der 4,742 arbeiders, die 55 tot 60 jaar oud zijn, zullen, van af 1920, een pensioen genieten van ongeveer 199 frank; deze der 6,844 arbeiders, die 50 tot 55 jaar oud zijn, zullen 232 frank hebben van af 1925; de overlevenden der 9,570 arbeiders, die 45 tot 50 jaar oud zijn, zullen, in 1930, 265 frank trekken; deze der 12,735 arbeiders, die 40 tot 45 jaar oud zijn, zullen 292 frank hebben in 1935; eindelijk, de overlevenden der 15,996 arbeiders, die 35 tot 40 jaar oud zijn, zullen in 1940 een pensioen hebben van 348 frank.

Dit stelsel zou de pijnlijkste ongelijkheden verwekken. De arbeider uit

(1) *Projet d'application des ouvriers mineurs à la Caisse de retraite.*

(2) *DEJARDIN, La répartition dans les mines de houille.*

het Centrum, die thans 46 jaar oud is, zou alzoo, rond 1928, de rente trekken van 360 frank, wanneer de arbeider van Bergen, op ditzelfde tijdstip, slechts 239 frank rente en deze van Charleroi slechts fr. 194 25 zouden hebben. De overgang van dertig jaar, te Bergen, zou in het Centrum slechts achttien jaar bedragen en te Charleroi nagenoeg vijf en dertig jaar. Dit stelsel moet geheel hervormd worden en het princip der gelijkvormigheid van het pensioenminimum, van heden af aangenomen voor al de mijnwerkers die den ouderdom van oppensioenstelling bereiken. Men spreekt zelfs niet van hetgeen zou gebeuren met de kolenmijnwerkers die op dit oogenblik nog niet aangesloten zijn. Het stelsel van overgang met die schrandere uitgedachte opklimming der pensioenen is niets anders dan eene verbinding van het kapitaliseeringstelsel, dat de kern uitmaakt van het eindontwerp, met het omslagstelsel onafscheidelijk verbonden aan de voorzorgskassen en gedeeltelijk opgenomen in de wet van 1903. De dwaling van het ontwerp bestaat hierin, dat het de geldelijke tusschenkomst van den Staat als definitief vastgesteld beschouwt door de wet van 1903. De verhooging der Staatsbijdragen, door die wet gehuldigd, is tegelijk krachteloos onder het regiem der gesubsidiëerde vrijheid, omdat zij er niet in slaagt het persoonlijk belang genoegzaam te prikkelen, en onvoldoende onder het regiem der verplichting, omdat zij het minimum van pensioen niet verzekert.

Het stelsel van M. Warocqué biedt dit voordeel aan, dat het geen enkel overgangstijdsperk medebrengt; men treedt in eens in het definitief stelsel binnen. Het is eene volstrekte en uitsluitende toepassing van het financieel omslagstelsel. De Regeering heeft er de ongunstige zijde van willen doen uitschijnen door de stelsels te hekelen, die — zegt zij — uitgaan van het princip der onveranderlijke gelijkheid der pensioenen en die daarvan de lasten, zonder onderscheid, doen drukken op heel den duur van het werkzaam leven der arbeiders, op gevaar af dezelve te verdeelen buiten alle betrekking tot de verwachte voordeelen. Het is waar, M. Warocqué omvat alle leeftijden in ééne volstrekte solidariteit; de arbeider, die van 14 tot 65 jaar stort, is niet meer bevoordeeld dan de ouderling die op 60 of 64 jaar begint te storten, en de gelijklopende stortingen van den werkgever en van den Staat, zoo min als de zijne, zullen hem de 360 frank doen te boven gaan. De toekomst wordt aan het verleden opgeofferd, maar het stelsel der Regeering, dat het princip der evenredigheid van de voordeelen met de lasten op al te volstrekte wijze toepast en aan een overdreven individualisme toegeeft, heeft het verleden aan de toekomst opgeofferd. Er dient eene oplossing gezocht, die, evenals het voorstel van den heer Warocqué, dezelfde zekerheid aan de oude werklieden en daarenboven eene veel grootere lenigheid aan geheel het pensioenstelsel geeft. Die oplossing moet gezocht worden in eene veel ruimere opvatting van het omslagstelsel en men moet van nu af, op afdoende wijze, het vraagstuk vermijden, dat zich in Frankrijk voordeed, op zeer ernstige wijze, bij de toepassing eener onvolledige wet.

De Fransche wet van 1894 beoogde slechts een normaal regiem, en de Regeering stond aldra voor de groote hinderpalen, die het overgangstijdstip medebracht : het Parlement had, in 1894, zich bepaald bij het behoud van de verkregen rechten. Ten gevolge van herhaalde eischen en onder den drang der werkstakingen, die het Gouvernement te allen prijze wilde bedaren, kwam de wet van 11 Maart 1903 tot stand, waarbij, ten bedrage eener jaarlijksche uitgave van 1 millioen, de reeds vóór de wet van 1894 bestaande pensioenen werden verhoogd, en, over 't algemeen, tegemoetkoming werd verleend aan al de mijnwerkers die het bewijs konden leveren van dertig jaar bezoldigden arbeid in de mijnen. Deze verhoogingen en tegemoetkomingen, die kunnen toenemen door de vermindering van het aantal rechthebbenden, worden gedekt, eenerzijds, door tusschenkomst van den Staat voor twee derden der uitgaven, anderzijds, door het geheel der mijnontginningen voor een derde ⁽¹⁾. Drie wetten, die van 17 April 1906, van 13 December 1907 en van 14 April 1908, hebben aan dit stelsel verdere uitbreiding gegeven : krachtens deze wetten konden pensioensverhooging en tegemoetkoming op de overlevende echtelingen overgebracht worden ; de geldelijke ondersteuning kwam ten goede aan alle niet-gepensioneerde werklieden of aan diegenen die slechts een gering pensioen genoten, op voorwaarde dat zij 6,600 dagen werk hadden geleverd en den ouderdom van 55 jaar hadden bereikt, op welk tijdstip ook ; eindelijk werden voordeelige veranderingen aangebracht in sommige voorwaarden van verdeeling en van toekenning der vergoedingen ⁽²⁾. De statistiek toont ons dat de pensioensverhooging gemiddeld bereikte : 295 frank in 1904, 255 frank in 1905, 256 frank in 1906, 258 frank in 1907 en 272 frank in 1908 ⁽³⁾. Het maximum werd bereikt met 310 frank.

Hieruit blijkt door welke moeitevolle dracht men in Frankrijk tot de huidige uitslagen is gekomen ; de oorzaak ervan is te zoeken in de onvolledigheid der eerste wetgeving op dat gebied.

De nieuwe wetgeving heeft de onkosten, door de pensioensvermeerdering veroorzaakt, grootendeels ten laste der natie zelve gelegd. De wet van 1894 had, weliswaar, de bestaande rechten tegenover de vroeger bestaande voorzorgskassen gewaarborgd, doch dat was alles. De voorgaande geslachten konden geen voordeel trekken uit een stelsel dat slechts in de toekomst moest vruchten dragen.

Men was van oordeel, en met recht, dat vooral de natie den last te dragen had van een gebrek aan vooruitzicht die in het verleden lag. De heer Jaurès zelf verzette er zich tegen, dat die last op de werkgevers zou worden gelegd : « Men moet, zegde hij, van nu af steeds bedenken in onze wetten dat de werkmanspensioenen niet alleen eene verplichting van wege de

⁽¹⁾ Zie *Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs*, 1909, en PAULET, *Les assurances sociales en France*, 1909, bl. 62 en volg.

⁽²⁾ *Ibid.*, bl. 88.

⁽³⁾ *Les retraites et les caisses de secours, etc.*, bl. 74.

werkgevers zijn, maar ook eene verplichting van wege de maatschappij... De Staat laat een derde deel daarvan ten laste van de maatschappijen ; hij behoudt zijn deel, d. i. een ander derde dat uit den aard der zaken zelf op hem rust ; het laatste deel, dat der werklieden namelijk, maar hetwelk deze niet kunnen betalen, neemt de Staat, als hoogere verplichting, eveneens op zich... (1). »

Zou Frankrijks ervaring, en deze alleen, reeds voldoende zijn om ons tot de volledige omwerking van dit gedeelte van het wetsontwerp te doen besluiten? Trouwens rechtvaardigheid en wijs beleid eischen het. Aan al de mijnwerkers, die uit hoofde van hun gevorderden ouderdom geen aanspraak mogen maken op pensioen door de normale toepassing van het bestaande stelsel, moet een *minimum*-pensioen door overgangsmiddelen worden verzekerd ; wat tot bereiking van het door de wet bepaalde *minimum* ontbreekt, moet, mijns dunkens, rechtstreeks door de gemeenschap worden bijgedragen. De gevolgen van gebrek aan sociaal vooruitzicht moeten vooral gedragen worden door gansch de gemeenschap, d. i. door den Staat die het meest verhevene werktuig is van de solidariteit ; een derde echter van die hulpelden zou de Staat, krachtens eene wet, mogen laten innen bij de werkgevers. Een lid der Afdeeling opperde het denkbeeld dat derde te doen dragen door de mijngewesten en door de werkgevers. Ik treed tot die oplossing toe:

Ten einde het invorderen der sommen voor de werkgevers te vergemakkelijken en er meer eenvormigheid aan te geven, zou men het totaal bedrag der lasten berekenen voor ieder kolenbekken, gedurende gansch de overgangperiode, die dertig jaren duurt voor Bergen ; die last wordt dan in gelijke sommen over al de jaren dier periode ingedeeld.

De mijnen konden die jaarlijksche schuld vereffen en bij wijze van opcentiemen te haren laste, zelfs rekening houdende met den afzonderlijken toestand van ieder kolenbekken. Zulks is te onderzoeken.

Het jaarlijksch gemiddeld bedrag om de som van het pensioen vol te maken zou, naar de gegevens van de « Couchant de Mons » ten ruwste berekend, voor ieder der 52,999 overlevende werklieden van 35 jaar oud, ongeveer 80 frank beloozen, waarvan 27 uit te betalen door de werkgevers en de provinciën.

De onmiddellijke last zou voortspruiten uit het te bedeele pensioen aan de 3,412 overlevende werklieden boven 60 jaar oud.

§ 4. — De noodzakelijke aanvulling. De voorbarige invaliditeit.

De veronderstelde invaliditeit door de jaren (ouderdom) is onafscheidbaar van de gewettigde invaliditeit vóór dezen ouderdom, of voorbarige inva-

(1) *Les retraites et les caisses de secours*, bl. 12.

liditeit. In Duitschland heeft men den ouderdom der veronderstelde invaliditeit op 70 jaar gezet, ten einde het wettelijk vermoeden zooveel mogelijk nabij de wezenlijkheid te brengen: het getal der ouderdomsrenten helt daardoor tot het minimum over, terwijl het getal der voorbarige invaliditeitsrenten zich naar het maximum verheft. Zoo waren er in de mijnen van Westphalië, in 1908, 264 ouderdomsrenten (70 jaar) en 14,145 voorbarige invaliditeitsrenten. Het evenredig getal der nieuwe voorbarige invaliditeitsrenten klimt steeds hoger; van 30 voor 100 pensioenen in 1892, klimt het in 1902 tot 90. Daarenboven kunnen wij vaststellen, dat in Duitschland onder de invaliditeitspensioenen er 479 per 1,000 zijn, die van 60 tot 70 jaar en meer verworven worden, 521 van minder dan 60 jaar (van 20 tot 60 jaar) ⁽¹⁾.

Indien wij, bij onderstelling, deze gegevens overbrengen in het vraagstuk der Belgische mijn, en *afgezien van het eerste dienstjaar (1891) dat, in Duitschland, een overgroot getal ouderdomspensioenen voortgebracht heeft*, ziehier de gansch voorbereidende uitslagen die men kan bekomen in de *latere tijdperken* :

*Veronderstelde opklimming van het getal der mijnwerkerspensioenen,
de algemeene Deutsche gegevens aannemende.*

Jaren.	Getal der Belgische mijnwerkers.	Nieuwe vervallen pensioenen.	Invaliditeitspensioenen.	Ouderdomspensioenen (70 jaar).
1890	116,800	1,285 waarvan	386 of 30 %	899 of 70 %
1895	119,000	1,309 —	916 of 70 %	393 of 30 %
1900	132,800	1,461 —	1,256 of 86 %	205 of 14 %
1908	145,300	1,598 —	1,438 of 90 %	160 of 10 %

Toepassing van den ouderdom van 60 jaar op de pensioenen.

Jaren.	Ouderdomspensioenen op 60 jaar vervallen.	Invaliditeitspensioenen op minder dan 60 jaar.
1890	899 + 185 = 1,084	201
1895	393 + 438 = 831	478
1900	205 + 604 = 806	655
1908	160 + 689 = 849	749

De oplossing van het vraagstuk der verzekering tegen de voorbarige invaliditeit kan langs twee wegen gezocht worden : door deze verzekering te hechten aan de verzekering tegen de ziekte; door ze organisch te

(1) Zie de leerrijke tabellen uitgegeven in *L'assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne*. (Doc. du Ministère du Commerce. Paris, 1905, bl. 89 en volg.)

verbinden met de verzekering tegen den ouderdom. De Belgische Regeering schijnt het eerste stelsel bepaaldelijk aangenomen te hebben, Duitschland verkoos het tweede stelsel, dat door het Groot-Hertogdom van Luxemburg thans nog gehuldigd wordt in bewonderenswaardige werken. Er is hier geen kwestie, deze stelsels te bespreken, doch één hunner moet onvermijdelijk worden aangenomen. Derhalve moet men hier een voorbereidenden maatregel huldigen, die aan het grootst mogelijk getal der tegenwoordige werklieden de toepassing verzekert van een of ander dezer stelsels. In beide stelsels moet de verzekerde, om recht te hebben op het pensioen van vroegtijdige invaliditeit, het bewijs leveren van een zeker getal jaren storting: dit tijdperk is in Duitschland vijf jaar. Wij stellen daarom, als overgangsmaatregel, voor: den patroon en den arbeider te verplichten, $\frac{1}{2}$ % te storten van het gemiddeld bedrag der dagloonen gedurende de laatste tien jaren, tot stichting van een, hetzij verzekerings-, hetzij herverzekeringsfonds tegen de vroegtijdige invaliditeit. Eene algemeene wet, binnen drie jaar de verzekering tegen de vroegtijdige invaliditeit inrichtende, zal bepaaldelijk den aard van dit fonds vaststellen en terzelfder tijd het gebruik ervan regelen en het bedrag der bijdragen. De Staatstusschenkomst kan, intusschentijd, voorbehouden worden of geregeld ingevolge de wet van 1900.

Indien men deze overgaande en voorbereidende schikkingen terzijde laat, blijft nog over, het artikel 50 der wet van 16 Maart 1865. Door dit artikel is het aan iederen persoon — wiens bestaan van zijn arbeid afhangt en die, op den ouderdom, voor de ingenottreding zijner rente vastgesteld, onbekwaam is in zijn onderhoud te voorzien — toegestaan, de vervroegde uitkeering te vragen der verworven renten, verminderd nochtans naar evenredigheid van zijn werkelijken ouderdom. In deze pijnlijke gevallen is de vaste en eenvormige tegemoetkoming van den Staat eene weldaad.

Voornaamste gevolgtrekkingen.

NORNAAL REGIEM.

Amendement op artikel 1, de wet van 1900 wijzigende.

De bijdrage van den Staat is bepaald op eene vaste som van 180 frank. Deze som wordt gevoegd bij de opbrengst der storting van den exploitant en van den arbeider of beambte.

Art. 4. — De storting zullen verplichtend zijn voor den arbeider en den exploitant tot den ouderdom bepaald voor de ingenottreding, dat is, respectievelijk 60 of 65 jaar.

OVERGANGSREGIEM.

De pensioenen, verworven tijdens het overgangstijdperk, zullen worden aangevuld tot een bedrag van 360 frank. De Staat zal aan de titularissen het voorschot doen van de geheelheid van het verschil en zal er het derde van heffen op de hoofden der ontginning en op de mijnbewesten. De openbare Schatkist zal er twee derden van dragen.

BIJKOMENDE BEPALINGEN.

De bepalingen dezer wet zijn toepasselijk op de beambten, die eene jaarwedde trekken van minder dan 3,000 frank.

Een fonds van verzekering tegen de vroegtijdige invaliditeit zal voorloopig worden gevestigd door de heffing van $\frac{1}{2}$ t. h. van het bedrag der dagloonen, komende voor de helft ten laste van den exploitant en voor der helft ten laste van den arbeider. Eene definitieve wet op de verzekering tegen de vroegtijdige invaliditeit zal er de toepassing van regelen. Na gedurende twee jaar te hebben gestort, heeft de werkman, die vroegtijdig invalide wordt, recht op een pensioen van 360 frank waarvan de helft (bij voorkomend geval, drie vierden) uit dit fonds wordt betaald; het overige komt ten laste van den Staat.

Bij gebrek aan invaliditeitsrente ingeval artikel 50 der wet van 16 Maart 1868 moet worden toegepast, zal de vaste bijdrage van den Staat worden toegekend aan den bevoorrechte, zijnde 180 frank, bij de uitkeering van het ouderdomspensioen.

BIJKOMENDE GEVOLGTREKKING.

Amendement op artikel 4. — De stortingen door den werkman, den werkgever en den Staat, zooals zij bij dit artikel zijn voorzien, worden voortgezet tot de ingetreding van het pensioen. Echter houdt de Staat op, zijne geldelijke bijdrage te verleenen, wanneer door de gezamenlijke stortingen een pensioen van 600 frank is verzekerd.

H. DENIS.
